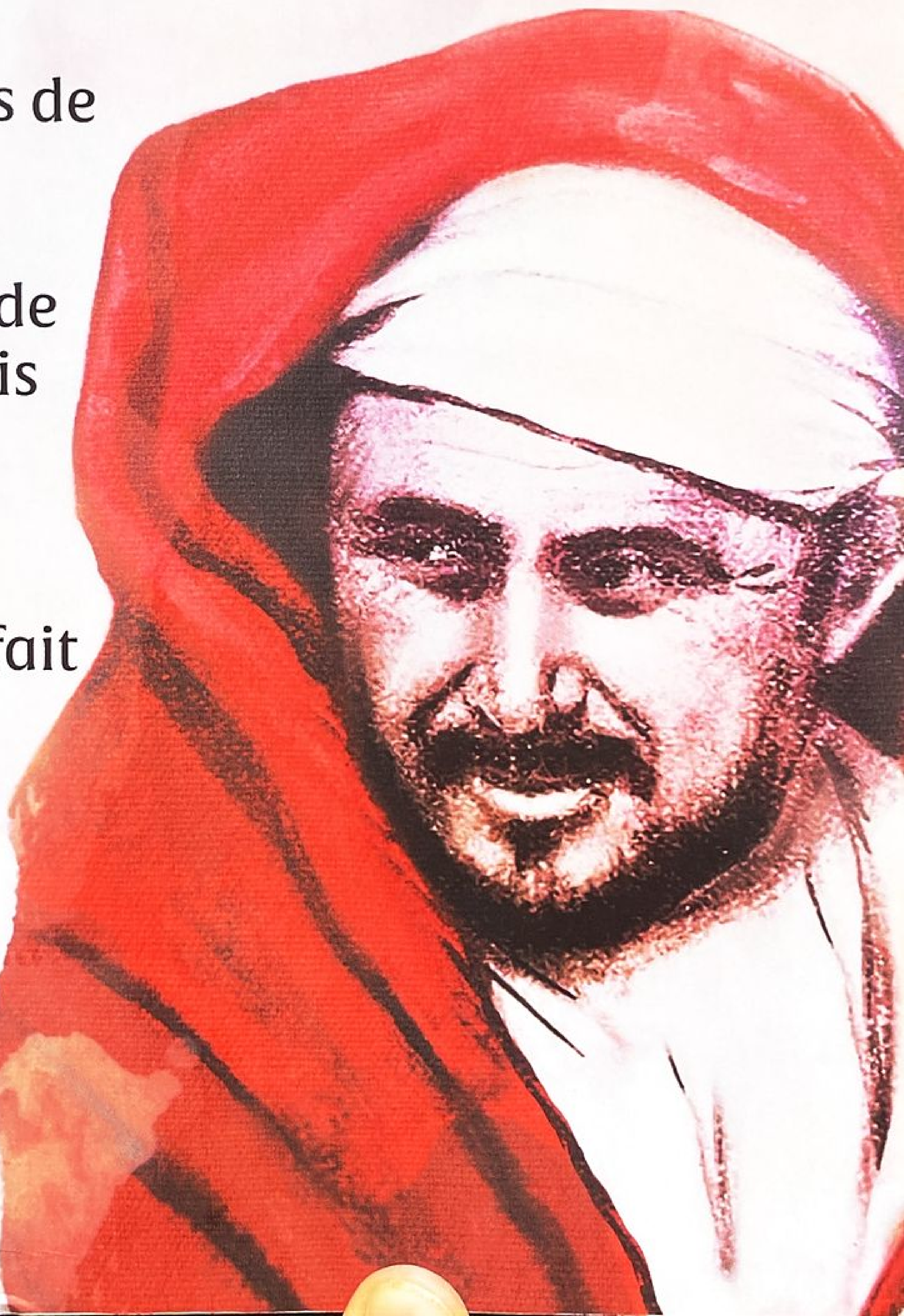
Mémoires d'Abd-el-Krim

« Il n'y a pas de réussite ou d'échec, de victoire ou de défaite, mais quelque chose qui s'appelle le devoir. J'ai fait de mon mieux. »



HÉRITAGE
ÉDITIONS

Jacques Roger-Mathieu

Mémoires d'Abd-el-Krim

HÉRITAGE
ÉDITIONS

Préface

Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi, plus connu sous le nom d'Abd-el-Krim el Khattabi, vit son nom gravé dans l'histoire par sa bravoure et sa détermination dans sa lutte pour la dignité de son peuple.

Né vers 1882, il bénéficia d'une double formation, religieuse par sa fréquentation des médersas et de l'université al-Qarâwiyyîn, et technique par son apprentissage de la technologie militaire dans les écoles espagnoles.

Le Rif était alors colonisé par l'Espagne. D'abord salarié de l'administration espagnole, il finit par s'opposer à sa domination. Après avoir uni les tribus locales, il entra en confrontation avec les forces coloniales. La célèbre bataille d'Anoual, véritable désastre pour l'Espagne, mais aussi première défaite d'une puissance coloniale européenne et première victoire de simples résistants face à une armée moderne, eut alors un retentissement à l'échelle mondiale. Elle devint un symbole d'espoir pour de nombreux peuples colonisés.

En 1922, l'émir proclama la République confédérée des tribus du Rif. Alors que l'Espagne se retirait de la côte marocaine, la France, craignant que ce retrait incite d'autres populations colonisées à se révolter, décida de

prendre part au conflit. En 1925, les forces françaises, dirigées d'abord par le général Lyautey, puis par Pétain, et accompagnées de l'armée espagnole, entrèrent en guerre contre les tribus du Rif, qu'elles prirent en tenaille. Sous-équipé et faiblement armé, subissant des bombardements à l'arme chimique, ce qui entraîna un grand nombre de morts, Abd-el-Krim fut contraint d'abandonner le combat pour préserver la vie de son peuple. II subit alors l'exil, assigné à résidence à La Réunion avec sa famille pendant près de quinze ans. Autorisé en 1947 à s'installer dans le sud de la France, il réussit à s'échapper lors d'une escale en bateau en Égypte. Depuis Le Caire, il milita contre la colonisation et soutint les indépendances. Il mourut en 1963 sans avoir accepté de rentrer au Maroc malgré l'indépendance.

Acteur essentiel de l'anticolonialisme, l'émir livra ses mémoires au journaliste Jacques Roger-Mathieu avant son exil à La Réunion. L'entretien entre les deux protagonistes est un véritable trésor du patrimoine, publié à compte d'auteur et tiré, à l'époque, à seulement trente-cinq exemplaires.

Ne cachant pas son soutien à la France, le journaliste questionna sans fausse pudeur l'émir, qui, en fin diplomate, donna des réponses tintées d'une grande sagesse. Certains historiens mettent en doute l'authenticité du document, estimant que le journaliste aurait pu déformer certaines réponses pour rendre l'émir moins hostile à la France qu'il ne l'était réellement. Pour d'autres, ses réponses sont le fait de sa grande diplomatie et de son habileté politique. Afin de faire taire toute polémique à ce

sujet, le journaliste prit soin de faire signer ses mémoires par l'émir lui-même. Que ce document ait subi ou non quelques modifications, il n'en reste pas moins un document historique indispensable à la connaissance de l'histoire de la lutte du Rif contre le colonisateur français.

Par la réédition des *Mémoires d'Abd-el-Krim*, les éditions Héritage souhaitent rendre hommage à ce personnage important de l'histoire du Maroc, de La Réunion et de la France, et contribuer à mieux faire connaître cet homme de lettres et d'engagement.

Introduction

Abd-el-Krim el Khattabi (1882-1963)

Origines et genèse de la guerre du Rif

Comment je fus tenté, d'abord, pendant les hostilités, d'aller voir Abd-el-Krim à son quartier général, et comment j'ai pu obtenir de lui sa confession authentique lors de son départ pour l'exil

Ceci n'est pas, à proprement parler, une étude historique. C'est en brûlant les étapes que je voudrais rappeler les origines du conflit hispano-franco-rifain, de même que le développement des hostilités, pour dire quelles raisons impérieuses me poussèrent, alors que j'étais au Maroc correspondant de guerre du *Matin*, d'abord, à franchir les lignes espagnoles pour aller interroger Abd-el-Krim chez lui, et lui demander, ensuite, une confession sincère et contresignée par lui, à bord de l'*Abda*, qui l'emmenait vers l'exil.

La guerre du Rif, en effet, n'a pas été qu'une sanglante aventure. Elle a menacé, un instant, de provoquer un mouvement de l'Islam tout entier. Ses dessous sont demeurés longtemps équivoques. Au cours de la Grande Guerre, nos ennemis étaient intéressés à nous créer les pires difficultés. Hélas ! aussi, on le verra peut-être clairement dans ce livre et pour la première fois, non seulement des neutres, mais certains de nos alliés furent tentés de pêcher

en eau trouble, de profiter des circonstances pour essayer, par les moyens de séduction ordinaires, de substituer en Afrique leur influence à la nôtre.

Certaines déclarations d'Abd-el-Krim sont si catégoriques, elles mettent en jeu des personnalités si diverses et si considérables que je me suis refusé à engager les responsabilités de mon journal et que j'ai tenu à laisser à Abd-el-Krim, qui parle ici, la paternité de ses dépositions et à réserver à la presse le soin de les discuter, en toute indépendance, comme les pièces d'un des plus importants problèmes de l'histoire moderne.

Je les publie donc en volume, d'abord, parce que je ne me reconnais pas le droit de détourner de l'histoire un document d'une importance capitale, contrôlé et confirmé par d'autres documents dont je défie quiconque de contester l'authenticité, ensuite, parce que, sous cette forme, on en peut prendre connaissance et en mesurer la gravité avec plus de recueillement et donc de modération.

Pourquoi sommes-nous au Maroc?

Nous y sommes allés, tout d'abord, dans une intention de police africaine, forcés d'assurer la sécurité de l'Algérie limitrophe autant que des routes du Sud, sans cesse menacées par les incursions des pillards du Sud marocain. Ce n'est que par la suite, afin de protéger nos nationaux dans le Maghreb lui-même, d'empêcher le renouvellement des massacres et de réagir contre l'anarchie qui

ébranlait l'autorité du sultan, que nous nous sommes installés à demeure, non *en conquérants*, mais *en tuteurs*.

En bonne logique, la tutelle de la France eût dû s'étendre au Maroc tout entier, des derniers contreforts de l'Atlas aux rivages du Rif.

Nous en avons été empêchés.

Je ne reviendrai pas sur les pourparlers, les accords, les traités par à peu près qui, de 1902 à 1912, nous ont fait accepter la reconnaissance des prétendus «droits historiques» de l'Espagne sur le Maroc septentrional et l'internationalisation de Tanger, pour éviter de graves difficultés avec l'Allemagne, à l'affût de toutes les occasions d'entrer en conflit avec nous, pour ménager aussi les susceptibilités de l'Angleterre, sentinelle à Gibraltar peu soucieuse de voir se dresser un factionnaire français de l'autre coté du détroit.

Bornons-nous donc à la mention du fait brutal.

Fin 1912, et à la veille de la Grande Guerre — ce qu'il ne faut pas perdre de vue —, le Maroc est coupé en deux.

La frontière entre les zones d'influence française et espagnole, ligne d'enfer où nous allions lutter, part de l'embouchure de la Moulouya, remonte le thalweg du fleuve jusqu'à un kilomètre en aval de Méchra-Nilla, oblique à l'ouest vers les montagnes, s'infléchit rapidement au sud-ouest vers l'oued Ouergha jusqu'au-dessus de Ksar-el-Kébir, suit le thalweg de l'oued Loukkos entre les tribus Sarsar et Tlix, et, rejoignant le parallèle 35° latitude nord, le suit jusqu'à l'océan Atlantique.

Cette mutilation du Maroc n'aurait été qu'un moindre mal, si l'œuvre civilisatrice de l'Espagne et celle de la France avaient été conduites à l'unisson, dans leurs zones respectives.

Mais deux esprits différents ont engendré deux méthodes.

La méthode française a été clairement et généreusement définie par le maréchal Lyautey, quand il a dit comment il concevait le Protectorat : « pénétration économique et morale d'un peuple non par l'asservissement à notre force, mais par une association étroite dans laquelle nous l'administrons dans la paix par ses propres organes de gouvernement, suivant ses coutumes et ses libertés à lui.»

La méthode espagnole — au moins initiale — a été nettement et cruellement définie par M. G. Maura, député aux Cortès, dans un livre fameux : « Si la côte berbère du Rif doit être à nous, un jour, nous devons auparavant en expulser ses habitants actuels.» Conception politique et économique étroite? Conception confessionnelle, tout autant, car, au cours des hostilités hispano-rifaines, si l'on a bonne mémoire, on se souvient que, dans un discours officiel, la plus haute autorité civile et militaire de l'Espagne a parlé de croisade, de revanche de la Croix sur le Croissant.

Quand un peuple épris d'indépendance, habitué à l'insurrection et entraîné aux razzias, a conscience de son éparpillement et de sa mobilité qui lui permettent de faire longtemps échec aux armées modernes, il peut, s'il y

voit des avantages, tolérer des curateurs, mais il se révolte contre des huissiers.

La méthode française, prudente et bienveillante, ménagère des traditions et des croyances, s'appuyant sur les autorités locales, a créé un Maroc nouveau. Plus même par la persuasion, par une diplomatie opportune que par la force des armes mise à la disposition du sultan, elle a discipliné la part du Maghreb qui lui était dévolue, sauf quelques îlots de dissidence qui, à la veille même de la Grande Guerre, étaient en bonne voie d'être réduits et dont les dernières réactions ont agonisé après la défaite du Rifain. Elle l'a rendue prospère, avec des ports modernes, des lignes de chemin de fer et un réseau routier, des écoles, des hôpitaux, de grands centres d'industrie et de commerce, de vastes régions d'exploitation agricole. Bref, cette méthode modèle a réalisé une ébauche d'union spirituelle entre deux peuples de race et de religion différentes et longtemps considérées inconciliables, union telle que le pays protégé a donné à la France des défenseurs non seulement contre l'agresseur allemand, de 1914 à 1918, mais contre l'agresseur rifain.

La méthode espagnole initiale, elle, a provoqué les désastres d'Anoual, de Mont-Arruit et de Chefchaouen. On peut dire d'elle qu'elle a non créé, mais dangereusement amplifié la personnalité d'Abd-el-Krim, et nous verrons, par les dépositions enfin précises de celui-ci, que par ses procédés déloyaux à notre égard, cette méthode a risqué de compromettre le prestige européen, de faire croire aux musulmans que cette duplicité indigne de

la grande civilisation latine était monnaie courante en Occident.

Cet Abd-el-Krim contre les visées et les coups de boutoir duquel nous avons lutté — sans être officiellement en guerre avec lui puisque, politiquement parlant, il n'était qu'un insurgé dont on réprime la rébellion — n'était pas un Prétendant dans le goût des Roguis avec lesquels nous avions eu maille à partir au Maroc.

C'est un Berbère européanisé en surface, qui fit, comme il va nous le dire plus loin, ses études occidentales à Melilla. C'est un financier averti, tout comme son frère Si M'hammed, élève du Collège de Malaga et de l'École des Mines de Madrid, est un ingénieur distingué. L'un et l'autre se sont montrés politiciens consommés. Il a été de bonne guerre de les traiter de « barbares ». L'un et l'autre, ils diront plus loin que, s'ils ont été entraînés à apprêter leur action à la mode barbaresque, avec tout ce qu'elle comporte d'oppressif, de meurtre, d'incendie, de pillage, c'est que, dans ce genre odieux, l'Espagnol les a devancés, c'est parce qu'ils ont été forcés d'user de représailles et que, du jour où le conflit s'est de plus en plus compliqué, ils ont dû envoyer en ligne les tribus, éléments indisciplines, d'esprit et de mœurs archaïques, qui se soucient fort peu du droit des gens.

La situation d'Abd-el-Krim, dans le Rif, fut long-temps considérable. Depuis plus de dix siècles, sa famille régissait le pays. Elle y exerçait son autorité en tous lieux, par ses ramifications puissantes. Quand certains de ses membres furent impolitiquement traités par les

Espagnols, le Rif tout entier en ressentit l'injure et nourrit la même volonté de vengeance.

Du jour qu'Abd-el-Krim parla d'indépendance, en majorité les tribus du Rif, identifiées à leur chef, réclamèrent leur émancipation. Tout se cristallisa, pour la résistance et l'attaque, autour de l'Émir. Tout, ou presque, dans une flambée de haine contre l'envahisseur espagnol, collabora au nettoyage du Rif.

Comment cette hostilité déborda-t-elle du côté du Maroc français? S'est-elle manifestée spontanément, ou l'avons-nous provoquée? Avons-nous tenu compte et pouvions-nous tenir compte des avances que nous faisait Abd-el-Krim?

En un mot, nous autres, avons-nous fait tout notre possible pour éviter la guerre?

Ces questions sont les plus controversées de toute la récente histoire africaine.

Les documents formels que nous allons verser au débat semblent prouver qu'Abd-el-Krim s'efforça sincèrement d'éviter un conflit avec nous et qu'il fut desservi par certains partis pris de ne point croire en sa bonne foi, desservi aussi par les événements.

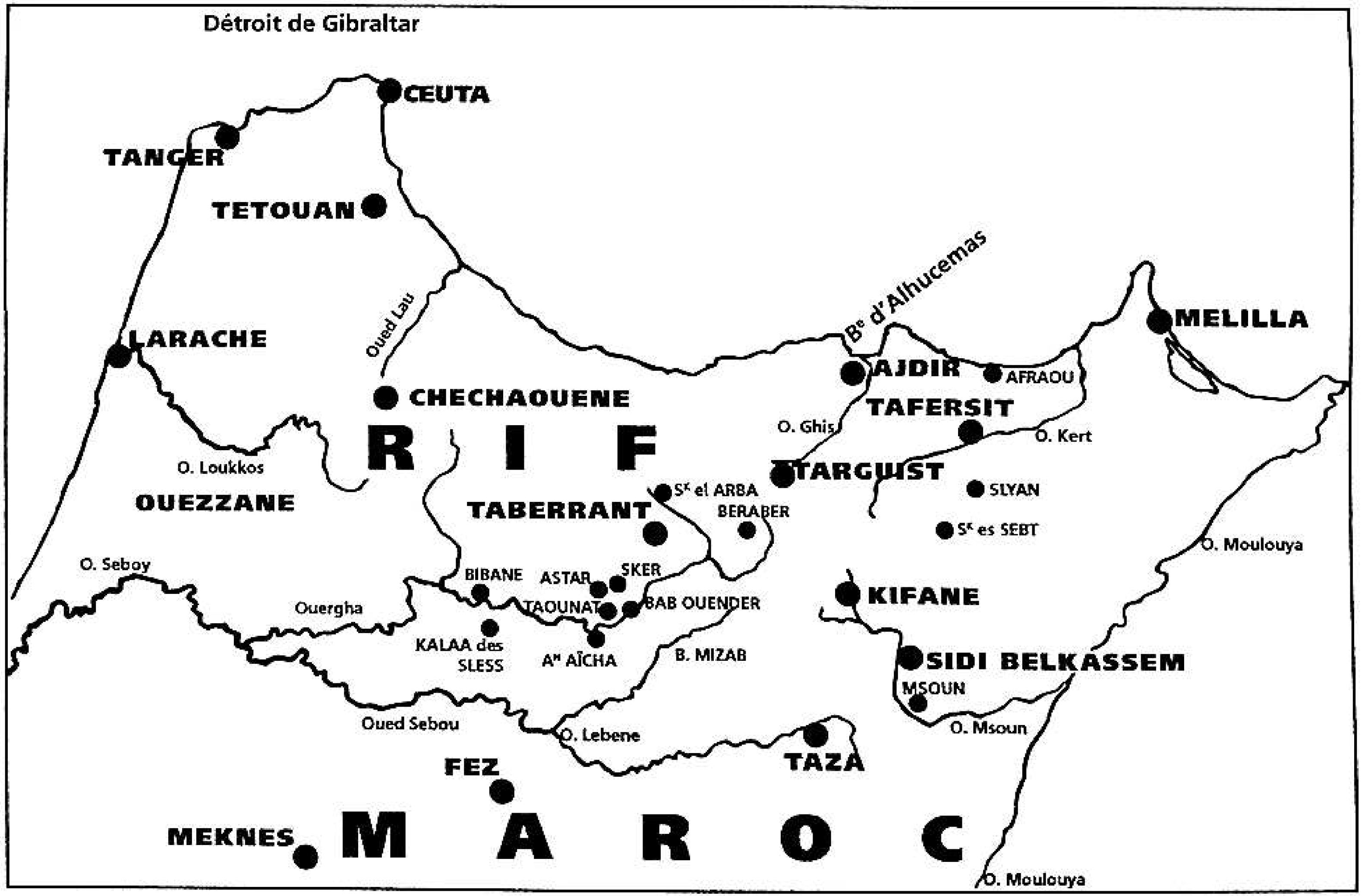
Mais il faut déclarer combien nous étions gênés aux entournures. D'une part, nous étions liés au sultan du Maroc, dont l'autorité semblait contestée par Abd-el-Krim, et voués à défendre sa souveraineté sur l'ensemble du Maghreb. D'autre part, les traités nous empêchaient de nous immiscer dans les affaires de la zone espagnole et de pactiser avec l'ennemi de nos amis.

Incontestablement, si elle avait été tutrice de la totalité du Maroc, la France n'eût pas manqué de trouver la solution élégante, car elle a le respect d'autrui et le goût de la paix. Mais elle n'avait aucun droit de regard sur le Rif. Nous l'avons assez déploré.

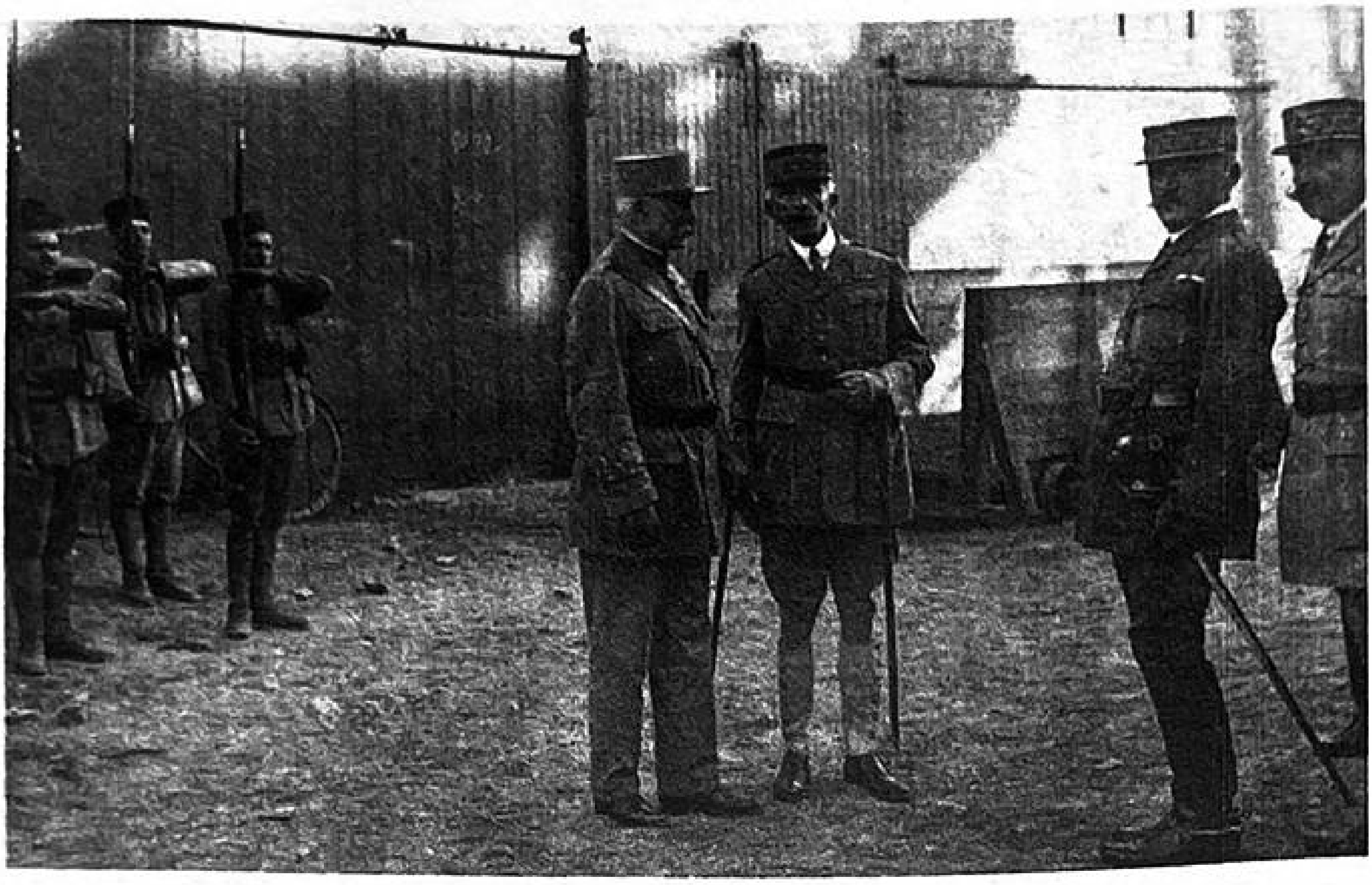
Et il semble qu'Abd-el-Krim ait partagé ce regret. En effet, lorsque, en 1921, débuta sa rébellion contre l'Espagne, pour des raisons que les journaux de la péninsule Ibérique ont trop taxées de raisons d'affaires alors que des principes plus élevés étaient en jeu, on se souvient qu'Abd-el-Krim demanda à la Société des Nations d'être débarrassé des Espagnols, mais sollicita qu'un mandat sur le Rif fût accordé à une nation européenne plus ménagère des intérêts, de la religion et des coutumes du pays. Politicien subtil, il rappelait, à ceux qui étaient suspects de l'oublier, qu'aux fameux « droits historiques » s'opposaient les pires incompatibilités non moins historiques. Il en fut pour ses frais de requête.

Prisonnier de nos traités, il organisa donc et accéléra la guerre contre les « protecteurs » dont il ne voulait pas pour le Rif. Après ses succès foudroyants d'Anoual et de Mont-Arruit, toutes les négociations qu'on pouvait entamer avec lui, du côté espagnol, étaient vouées à l'échec, à moins d'un entregent extraordinaire dont Moralès fut peut-être seul à se faire une idée. Elles avortèrent.

Abd-el-Krim, alors, renforça son action. De 1924 à 1925, il remporta de nouveaux avantages qui, terribles pour l'Espagne, risquaient de devenir dangereux pour la France, car ils conciliaient au Prétendant non seulement les tribus de l'hinterland vide de troupes existant entre la


Détroit de Gibraltar
CEUTA
TANGER
TETOUAN
LARACHE
Oued Lau
Bᵉ d'Alhucemas
MELILLA
AJDIR
AFRAOU
CHECHAOUENE
TAFERSIT
O. Ghis
R I F
O. Kert
O. Loukkos
TARGUIST
OUEZZANE
Sᴷ el ARBA
SLYAN
TABERRANT
BERABER
Sᴷ es SEBT
O. Moulouya
O. Seboy
BIBANE
ASTAR
SKER
KIFANE
Ouergha
TAOUNAT
BAB OUENDER
KALAA des SLESS
Aᴵᴺ AÏCHA
B. MIZAB
SIDI BELKASSEM
MSOUN
O. Msoun
Oued Sebou
O. Lebene
TAZA
FEZ
MEKNES
M A R O C
O. Moulouya

Carte du Rif



Le maréchal Lyautey, qui donna le Maroc à la France, avec le maréchal Pétain, qui a pris le haut commandement des troupes

Progression en montagne d'une colonne militaire

zone espagnole et la zone française, mais encore toutes les tribus dissidentes dont nous avions été contraints, durant la Grande Guerre, faute d'effectifs suffisants, de ralentir la réduction ou l'absorption dans l'orbe du Makhzen.

En 1924, le maréchal Lyautey, au mois de décembre, pronostiquait l'attaque de la zone française pour le printemps suivant. Les textes que je vais annexer à la confession d'Abd-el-Krim, textes qui proviennent de ses archives et dont les doubles sont entre les mains des autorités françaises auxquelles ils étaient adressés, prouvent que le rogui nous prodiguait directement les mêmes protestations d'amitié qu'il confiait pour nous à certains journaux étrangers, et qu'il s'engageait à vivre en bonne intelligence avec notre Maroc. Il avait à cela quelque mérite, si l'on songe qu'il avait déjà repoussé, de nos «associés» au Maroc, des subsides considérables offerts pour qu'il détournât sur nous toute son ardeur belliqueuse. Ces protestations d'amitié, cette absence de toute haine contre la France, Si M'hammed, frère et conseiller d'Abd-el-Krim, me les confirma de vive voix, avec une insistance troublante, lorsqu'en 1925 je franchis les lignes au prix de difficultés dont il m'est délicat de dire le nombre et la qualité, pour aller séjourner, en plein conflit, au grand quartier général rifain, à Tarzerout.

Toujours est-il que notre haut commandement ayant négligé de répondre à Abd-el-Krim, mû par un manque de confiance peut-être excessif dans sa sincérité, jugea nécessaire de prendre des mesures militaires de précaution dont le chef du Rif vaincu nous dira qu'elles

furent les causes directes et inconjurables des hostilités franco-rifaines.

L'effort militaire français qui allait suivre serait admirable et, souvent, dépasserait en héroïsme les plus hauts faits de l'histoire des guerres coloniales. Cette histoire dira, plus tard, documents en mains, si l'effort politique ne fut pas, alors, quelque peu défaillant et si plus de diplomatie n'eût pas évité bien des souffrances et des deuils.

Tout fut fait, de notre côté, pour prévenir au mieux les revers et préparer la victoire des armes.

Les hommes n'étaient pas encore venus, civils et militaires, qui voudraient résolument la paix.

Notons qu'au point de vue militaire, à cette époque, il était difficile au haut commandement français au Maroc non d'agir préventivement — il l'a fait —, mais d'agir avec fruit. Et cela, pour deux raisons.

La première, c'est qu'avant le repli espagnol, qui découvrait le front nord de la zone d'influence française, l'imprécision et l'illogisme aussi de la frontière, tracée à la diable lors des traités et rectifiée par la suite, nous avaient empêchés de pousser nos postes assez en avant.

La seconde, c'est que, lorsque les Espagnols se furent repliés et que fut ainsi découverte la lisière de leur zone limitrophe de la nôtre, le Gouvernement français, forcé de réaliser des économies, avait diminué dans de redou-

tables proportions les effectifs mis à la disposition du résident général dont l'œuvre de pacification intéressait d'autres régions encore que le front nord. Ces effectifs, de 95 000 hommes qu'ils comptaient à la fin de 1921, étaient tombés à 64 000 hommes, parmi lesquels 20 000 Français seulement, 34 000 indigènes et 10 500 hommes de forces irrégulières.

Abd-el-Krim, rassuré du côté espagnol grâce à ses succès, mais inquiet du côté français à cause du silence opposé à ses avances, s'était préoccupé d'organiser un front au nord de Taza et de Fez. Un léger bond en avant de nos troupes, destiné à protéger nos tribus fidèles contre les incursions des dissidents, voire des Rifains, avait permis de repérer des postes commandés par des hommes de confiance, armés de mitrailleuses, prêts à être soutenus par de l'artillerie, reliés à Ajdir, capitale d'Abd-el-Krim, et entre eux-mêmes par le téléphone. On avait découvert que le Cidna, le grand chef rifain, aménageait des pistes convergentes munies de lignes télégraphiques. Un pont avait été déjà jeté par lui sur l'oued Ouergha, et sa propagande à la fois subtile et impérieuse, cherchait à dresser contre nous les tribus amies dans la région des hostilités possibles et jusqu'au fin fond de l'arrière-pays. Et le Gouvernement français en avait été informé.

Il ne s'agissait pas, dans l'esprit de notre haut commandement, d'anticiper dans le grand style. Nous ne pouvions matériellement et ne devions politiquement le faire. Tout ce qu'il était en droit et en devoir de prévoir, c'était d'être prompt à parer le coup à la minute utile.

Pour y réussir, des renforts furent demandés permettant de porter de 9 à 18 bataillons d'infanterie, 9 escadrons, 12 batteries de 65, 3 batteries de 75, 9 escadrilles d'avions et une demi-compagnie de sapeurs-télégraphistes, la réserve disponible sur le front nord, en cas d'événements graves. Enfin, des crédits furent réclamés, afin de pouvoir, avec l'aide de ceux du Protectorat, hâter l'établissement des voies d'accès au front considéré en danger.

En somme, la consigne était : l'expectative. Il suffit de décrire sommairement l'organisation de notre front pour prouver qu'elle excluait toute velléité d'offensive spontanée.

Elle consistait essentiellement, vers la mi-mai 1924, dans l'établissement d'un cordon d'environ 30 postes distribués sur une ligne allant de l'oued Aoudiare, affluent de l'Ouergha qui coule Nord-Sud, jusqu'au haut Leben à l'Ouest. Ces postes étaient des positions d'attente. Occupant d'ordinaire une éminence, ils étaient respectivement pourvus d'un canon, mais n'avaient entre eux qu'une liaison tactique assez précaire. C'étaient, en somme, des sentinelles. Et c'est si évident qu'il semble que l'emploi du canon n'ait pas été pratiquement envisagé. Bien souvent, par la suite, un poste serré de près ne put se servir de cette arme, faute d'une protection immédiate contre les coups de fusil ennemis, car les défenses accessoires étaient trop rapprochées et furent inopérantes contre un ennemi audacieux qui se glissait jusqu'à elles et attaquait la position à la grenade. Enfin, faute de citernes, les réserves d'eau étaient toujours insuffisantes et le poste, sitôt encerclé, dut être ravitaillé par avion !

Tous ces inconvénients expliquent, au début des hostilités, la chute d'ouvrages importants dont les garnisons épuisées, mal protégées contre les obus de l'adversaire, ont été impuissantes à contenir, et, à plus forte raison, à refouler l'assaillant.

Mais ces mêmes inconvénients prouvent, surtout, que ces postes n'avaient rien d'agressif.

Alors, qu'est-ce donc qui mit le feu aux poudres?

N'infligerons-nous pas un démenti cinglant à Abd-el-Krim, quand il nous dira dans ce livre, que nous l'avons contraint à la guerre après avoir méprisé ses serments d'amitié et ses propositions d'entente?

Ce front immobile et si dérisoirement armé était-il une provocation de taille à motiver l'offensive qu'il allait déclencher, lui, Abd-el-Krim, le 9 avril 1925?

Abd-el-Krim va répondre en substance : immobilité théorique! En fait, vous avez contrecarré ma politique par une action militaire lorsque, vers le milieu de 1924, à la requête du Chérif Derkaoui et de quelques fractions des Beni Zeroual, vous avez fait une première opération, conduite par un groupe mobile de six bataillons, autour de la zaouïa d'Amjot et reporté vos lignes au nord de celle-ci!

Cette objection vaut qu'on s'y arrête.

Loin de nous la fâcheuse prétention de plaider pour Abd-el-Krim. Mais nous avons dit que, dans l'aventure

franco-rifaine, il y a deux grandes phases : l'une où l'on n'a peut-être pas assez évité la guerre, l'autre où l'on a voulu passionnément la paix.

Nous sommes en mai 1924, au cœur de la première.

Rappelons que les Beni Zeroual, qui avaient été nos ennemis, s'étaient, à cette époque, ralliés à nous. Ils nous avaient adressé un appel, qui méritait d'être entendu. Mais, chez les Beni Zeroual, en 1921 et 1923, avaient sévi les agents espagnols. Abd-el-Krim craignait leur retour, à la faveur de l'entente franco-espagnole. Et, d'autre part, ayant dominé le pays, il se sentait atteint dans son prestige s'il nous y cédait le pas sans précautions oratoires.

Il s'en était ouvert à nous par l'intermédiaire de son délégué officiel le caïd Ali ben Haddou ben Ali, accrédité auprès de notre commandement par lettre datée d'Ajdir le 25 du mois de ramadan 1342 de l'hégire.

À Fez, dans un entretien du 10 mai 1924 avec le commandant Chastenet, le caïd Haddou avait déclaré qu'Abd-el-Krim ne voyait aucun inconvénient à l'avance des troupes françaises dans la vallée de l'Ouergha. Mais, au nom de son maître, il avait sollicité un délai moral nécessaire pour expliquer aux tribus les raisons de notre avance et celles du retrait de ses forces.

Caïd Haddou avait dit, en termes précis : « Si nous devons évacuer certains points, il faut nous laisser le temps de préparer nos populations. Vous connaissez leur mentalité. Il y va du prestige du chef. » Et encore : « Accordez à Abd-el-Krim un temps suffisant pour lui permettre de causer avec les tribus, afin de ne pas compromettre irrémédiablement son prestige. »

Et il lui avait été répondu en termes tout aussi précis, dont on ne me contestera pas l'authenticité : «qu'il n'entrait pas dans nos vues d'opérer une progression immédiate.»

Confiant dans cette promesse, Haddou s'en était retourné à Ajdir.

De retour à Fez, il avait eu, le 31 mai, un nouvel entretien, au cours duquel il avait déclaré qu'Abd-el-Krim restait animé des meilleurs sentiments à notre égard, qu'il connaissait les limites de notre zone et ne songeait pas à les contester. Il ajoutait, toutefois, que l'aide fournie par nous aux Beni Zeroual lui avait porté un coup terrible, et nous suppliait, pour que ne fût pas ruiné complètement le crédit d'Abd-el-Krim dans le Rif, de différer de quelque temps l'avance projetée sur l'Ouergha.

Alors, il lui fut répondu, à sa grande stupeur, que l'avance était un fait accompli et qu'Abd-el-Krim aurait dû faire connaître beaucoup plus tôt son point de vue...

Il semble que l'on ait voulu jouer au plus fin. En tout cas, les choses avaient été brusquées. Les ponts étaient quasi coupés.

Toutes les conversations ultérieures, avec Haddou ou Azerkan, ne serviront de rien. Abd-el-Krim, d'heure en heure, pour racheter son prestige, devra réagir contre nous.

Et, le 9 avril 1925, Si M'hammed Abd-el-Krim, frère du Prétendant, se portera contre les Beni Zeroual. En douze jours, le poste de Beni Derkoul sera attaqué, la zaouïa d'Amjot reprise, le pays des Beni Zeroual réoccupé

par les troupes rifaines, et le chérif Derkaoui, qui nous avait appelé, devra se réfugier à Fez.

L'incendie a éclaté. Il va se déchaîner, désormais, avec une violence inouïe.

Le général de Chambrun, puissamment aidé par le général Hœch, réussit à sauver Fez avec les très faibles moyens dont il dispose. On rendra plus tard hommage au splendide effort des généraux de la première heure.

Quelle confusion, à cette époque ! Certaines tribus se battent entre elles. On a bien l'impression que, du côté rifain, tout est incohérence, qu'il y a des soulèvements spontanés qui devancent l'action concertée d'Abd-el-Krim et parfois aussi, la neutralisent.

Pour pacifier ces tribus ou les empêcher de passer à la dissidence, il faut mettre des troupes au milieu d'elles. Et c'est un essai malheureux. Le bataillon Combe, logé de cette façon au nord de Kalaa-des-Sless, dans la boucle de l'Ouergha, reste encerclé pendant trois jours et nous devons livrer un dur combat pour le dégager. Bref, il faut renoncer à ce système. Nos postes, comme nous l'avons déjà dit, manquent de liaison tactique. Ils ne peuvent empêcher les infiltrations.

Aussi, pour parer à toute éventualité sur le front nord et renforcer les troupes en secteur, le général de Chambrun constitue trois groupes d'observation : un à Kalaa-des-Sless, sous les ordres du lieutenant-colonel Gouney ; l'autre à Aïn-Aïcha, aux ordres du lieutenant-

colonel Durand ; le troisième à Dar-Caïd-Medboh, aux ordres du colonel Gambay.

Plus tard même, le 23 avril, devant le danger de plus en plus pressant que la dissidence fait courir à la ville de Fez, le général de Chambrun rassemble toutes les troupes du territoire nord de Fez et du territoire de Taza en deux groupements : groupement ouest, commandé par le colonel Noguès, groupement est, sous les ordres du colonel Gambay. Vu l'importance des forces à l'ouest, le général Colombat prend le commandement. Ces troupes se battent chaque jour et souvent chaque nuit, sans répit, et, au prix de mille difficultés, elles ravitaillent les postes encerclés.

Le 30 avril, l'ampleur de l'agression est impressionnante. On signale des infiltrations en arrière d'Aïn-Aïcha ; il faut, dans la région de Tissa, former un troisième groupement sous les ordres du colonel Freydenberg.

Le 4 mai, celui-ci prend pied sur les hauteurs du Taouant et met en déroute une harka de 4000 fusils provenant des Beni Amrit et des Beni ben -Chivet. Il ravitaille Bab-Ouender, Maatouf, Mediouna, Oued-Sahala, et s'installe à la Gara-Meziat. Notre aviation fait merveille dans toutes ces opérations.

Mais nous ne pouvons persévérer dans cette méthode. Chaque ravitaillement nous coûte trop de monde. Et le commandement décide d'évacuer le plus grand nombre possible de ces postes. Il conserve deux piliers, Taounat et Tafran, qui couvrent les deux grandes tribus des Gheraïa et des Hayaïna.

Le 25 mai, le général Daugan prend le commandement du front nord, et, avec le peu d'effectifs dont il dispose, se dépense sans compter de l'ouest à l'est. Abd-el-Krim attaque sur nos ailes. Il ne fait, à l'ouest, qu'une démonstration. On sent que ce n'est point là qu'il veut se frayer un passage, qu'il se soucie médiocrement d'affronter nos troupes dans la plaine, au sud d'Ouezzan. Son effort principal se porte sur Taza. Il voudrait couper nos communications, d'une part, entre l'Algérie et le Maroc, pour empêcher l'arrivée de nos renforts, d'autre part entre Fez et le front, au sud de l'oued Amélie.

Sur ce dernier point, notre situation est critique. L'abandon de Taza est envisagé par le colonel Gambay. Il faut toute l'autorité du maréchal Lyautey pour éviter cette catastrophe.

Mais la dissidence continue à faire tache d'huile. Les Tsouls et les Branes nous tournent le dos. De nombreux postes tombent encore. Bab-Monrouj est bloqué.

Au début donc de juillet 1925, la sécurité, pour ne pas dire la vie politique du Maroc français, était dangereusement menacée.

Qu'allait-il advenir de Taza... et de Fez?

À Paris, le pessimisme faisait des siennes. C'est alors que je demandai au *Matin* de partir pour le Maroc.

Le Maghreb était pour moi une vieille connaissance. J'y avais déjà mené, en 1907, lors de la pacification de la Chaouia, la dure vie de correspondant de guerre.

Aujourd'hui, mes premiers objectifs étaient les suivants :

— me rendre compte des conditions dans lesquelles se déroulait la bataille et sur quel terrain, pour dissiper l'équivoque franco-rifaine qui alimentait les polémiques des journaux de partis et exaspérait des passions qui, parfois, déshonoraient la tribune de la Chambre ;

— constater, donc, si de notre part nulle faute n'avait été commise capable, sinon d'excuser, du moins d'expliquer l'agression d'Abd-el-Krim ;

— voir, par contre, à supposer que l'agression eût été spontanée, si vraiment toutes nos précautions avaient été prises, si nous luttions à armes égales avec l'envahisseur, ou, en cas d'infériorité de nombre, d'armement, d'organisation stratégique, qui, du commandement militaire sur place ou des autorités civiles métropolitaines, en était et en demeurerait responsable devant la France et l'histoire ;

— apprécier, enfin, le regain annoncé de l'action espagnole, la qualité d'une « collaboration » nécessaire et due à l'heure où nous subissions, par ricochet, les conséquences stratégiques du repli de nos voisins, les conséquences politiques aussi de leur inconcevable méconnaissance des psychologies d'Islam et de la mobilité de l'âme berbère.

Mais, j'avais d'autres ambitions :

— Voir Abd-el-Krim lui-même, lui demander en quoi consistait cette amitié envers la France qu'il avait proclamée très haut, et pour quelles raisons avouables il l'avait délibérément trahie ; bref, lui poser ces deux questions précises :

La France et l'Espagne vous ayant fait des propositions de paix, pourquoi n'avez-vous pas répondu? Au fond, que voulez-vous?

Je ne me dissimulais pas les dangers qui guettent les curieux en pays dissident — j'en avais gardé le souvenir vivace! Je ne me dissimulais pas, surtout, qu'à l'instant où se fusillaient, se mitraillaient, se canonnaient et s'abordaient corps à corps les troupes françaises et rifaines, il était aventureux à un Français, particulièrement à un rédacteur du *Matin*, peu en odeur de sainteté dans les chapelles communistes où l'on chantait alors les louanges de Cidna, de vouloir pénétrer dans le Rif et gagner à mes risques et périls, en me glissant dans un convoi rifain traversant les lignes espagnoles, le grand quartier général d'Abd-el-Krim, à Tarzerout.

La partie était trop belle à jouer pour laisser place à la moindre hésitation.

Je ne reviendrai pas sur ses péripéties ni sur ses résultats. Si l'on a oublié les déclarations que me fit, au nom d'Abd-el-Krim, son frère et conseiller Si M'hammed, on en retrouvera l'écho dans les mémoires qui vont suivre, le chef vaincu les rappelant à tout propos et, cette fois-ci, les développant à loisir et les appuyant de documents irrécusables.

Ces déclarations pouvaient se condenser comme suit : j'ai fait mon possible pour éviter tout conflit avec les Français ; vous n'avez pas eu confiance en moi, alors même que je refusais l'aide matérielle que l'on m'offrait, du côté espagnol, pour me précipiter contre vous ; votre avance trop hâtive a provoqué le soulèvement des tribus, et, pour ne pas compromettre mon prestige, pour ne pas condamner surtout l'unité rifaine, j'ai dû marcher à fond ; maintenant, le sort en est jeté, je lutterai jusqu'au dernier souffle, à moins que Français et Espagnols ne se mettent d'accord pour reconnaître et consacrer par des actes solennels : l'indépendance du Rif.

Au point de vue des opérations militaires, au mois de juillet 1925, trois mois après l'offensive brusquée d'Abd-el-Krim, la pression rifaine sur notre front menaçait de tout faire craquer.

Malgré les premiers cris d'alarme, malgré l'appel au secours, appel tragique et presque désespéré des chefs, nos effectifs demeuraient effroyablement déficitaires et notre armement insuffisant.

À cette heure terrible, en effet, ce n'était plus 18 bataillons qu'il fallait, pour parer au danger sur l'ensemble du front, minimum imploré, comme mendié en 1924, mais bien 20 bataillons par secteur pour les seuls besoins du combat, ce qui revient à dire plus de 90 bataillons, car il faut bien compter 30 bataillons par secteur pour assurer les relèves !

Et je voudrais, au souvenir de cette heure, qu'on ne cessât jamais de rendre un hommage pieux et comme épouvanté au sacrifice consenti par des troupes admirables, dont tous les noms mériteraient d'être dans toutes les mémoires, et qui pendant des mois, ni jour ni nuit, vous m'entendez bien, n'ont pris un instant de repos!

Je voudrais qu'on n'oubliât jamais qu'à la fin de ce mois de juillet 1925, pour barrer héroïquement et victorieusement au Rifain la route de Fez, ces troupes décharnées, harassées, en loques, qui recevaient les coups en avant, en arrière, à droite, à gauche, de partout, avaient perdu 5723 hommes, dont 1005 tués, 3711 blessés et 1007 disparus!

Correspondants de guerre, nous avons décrit leurs combats forcenés, parmi elles. L'histoire reprendra ces grandes fresques. Elle dira que cet effort démesuré fut valable.

En effet, lorsqu'avait été interdite l'évacuation de Taza, le Maroc français était sauvé.

En exécution des ordres reçus pour confirmer la résistance, pour réaliser, en un mot, ce Verdun du Maroc, le colonel Giraud, qui se trouvait alors à Dar-Caïd-Medboh, déclencha de nombreuses opérations qui rétablirent un peu le calme.

Vers la mi-juillet, Fez et Taza étaient hors de cause.

Le commandement, alors, changea de mains — une fois encore.

Le général Naulin arrive. Il voudrait précipiter les événements. Il en est, malheureusement, empêché. Il lui

faut dépenser en organisation un temps précieux. Il le déplore. Mais c'est l'inéluctable. Il ne sert de rien d'improviser avec talent, même avec génie, si les mesures ne sont pas prises pour éviter que l'aventure ne tourne court en plein succès.

Ainsi donc, pendant le mois d'août, peu d'opérations, mais des opérations importantes, dont certaines extraordinairement dures, comme le nettoyage du Sarsar, à l'ouest, et de l'Amergou, au centre.

Au point de vue politique autant que stratégique, affaire capitale que la réoccupation des terrains Tsouls, d'abord, et Branes, ensuite. Au début des hostilités, ces deux grandes tribus étaient parties en dissidence. L'attaque des territoires Tsouls se développa assez aisément, du 17 au 19 août, et les dissidents demandèrent l'aman. Plus dure fut celle des territoires Branes, et, notamment, de l'Amseft. Elle se déroula du 26 au 29, avec une belle action combinée de l'artillerie et de l'aviation. Et les Branes firent leur soumission.

Rendons encore une fois hommage, en passant au rôle décisif que joua, dans le secteur est, le 19e corps qui sauva nos communications avec l'Algérie, et à l'effort héroïque soutenu, avant son intervention, par la poignée de braves du général Gambay, qui sut contenir l'adversaire jusqu'à la minute du refoulement.

Mais, malgré le nettoyage du Sarsar et la récupération des Tsouls et des Branes, Abd-el-Krim conservait, sur la majorité du front, l'initiative des opérations.

C'est alors que Paris, ayant enfin compris quelle partie décisive il ne fallait plus différer de jouer, le

maréchal Pétain est désigné pour prendre la direction générale de la guerre franco-rifaine et que le pays consent à mettre à la victoire le prix nécessaire.

Fin août, le maréchal Pétain dispose d'un imposant matériel et d'environ 100 bataillons, soit d'un peu plus de 80 000 hommes, sans compter la cavalerie, l'artillerie et ces «forces supplétives» composées des harkas du Makhzen, et, plus particulièrement encore, des groupes de partisans.

Au début de septembre, deux plans d'offensive sont préconisés.

Le général Naulin, acquis au plan conçu par le maréchal Lyautey, veut appliquer toutes nos forces sur le Moyen-Ouergha, afin de récupérer au plus bref nos postes primitifs chez les Beni Zeroual, et, grâce à cette progression, nous établir sur la frontière de la zone d'influence française.

Le maréchal Pétain, lui, entend menacer le Rif, forcer l'ennemi chez lui et le contraindre à mettre bas les armes. Il veut, par conséquent, attaquer au nord de Kifane et opérer sa jonction avec les troupes espagnoles de Melilla.

Au vrai, il existait un troisième plan dont on a parlé trop peu, et qui avait son mérite. C'était celui que rêvaient de voir exécuter les vieux Marocains, les officiers rompus à la guerre africaine, plan destiné à surmener l'ennemi qui ne disposait pas d'une masse de manœuvre suffisante

pour tenir tête à l'ouest, au centre et à l'est. Il impliquait une vigoureuse attaque en direction de Chefchaouen, par un gros effectif parti d'Ouezzan, une forte menace au-dessus de Kifane, mais surtout une campagne de petites colonnes de 6000 hommes s'enfonçant en coin un peu partout, sur toute l'étendue du front, éparpillant ainsi la résistance rifaine et rendant enfin infiltration pour infiltration. On en retrouverait le principe dans la magnifique campagne de 1926.

Pour l'instant, les plans Naulin et Pétain furent exécutés alternativement, et l'on déclencha les deux opérations, l'une, en partant de Tafrant et Taounat, l'autre, en partant de Kifane.

Celle de Tafrant-Taounat se termina par la prise de Bibane et du Djebel Messaoud. Elle rétablit, en presque totalité, la ligne des postes que j'ai montrée, au début de cette introduction, dressée comme une digue, hélas ! trop faible, qui, d'une part, creva sous la poussée de l'invasion rifaine, d'autre part, s'émietta sous la terrible érosion de la dissidence.

Celle de Kifane réalisa la prise du Djebel Nador, la jonction des troupes françaises avec les troupes espagnoles venues d'Azib-de-Midar. Pendant quelques jours, nous occupâmes Si-bou-Rekba, puis notre cavalerie poussa une pointe jusqu'à Si-bou-Djélaine. Les 6, 8 et 25 octobre, nos chevaux avaient bu l'eau de l'oued Kert !

À ce moment historique, Abd-el-Krim était bloqué.

Allions-nous en finir avec lui ?

Hélas ! non. L'élan fut brisé. Les Espagnols, qui avaient perdu, au Maroc, l'habitude du succès, éprouvèrent le

besoin de se reposer sur leurs lauriers. Malgré le rôle par trop équivoque qu'ils jouèrent à notre égard, au cours de cette guerre, et que les écrasantes révélations des *Mémoires* qui suivent vont mettre si péniblement en lumière, on ne peut leur refuser le mérite d'avoir effectué, à Alhucémas, un débarquement sinon difficile du moins délicat et d'avoir, par l'occupation d'Ajdir, porté un coup sensible à l'orgueil d'Abd-el-Krim qu'ils ont privé de sa capitale. Mais, à la date où nous nous sommes arrêtés, on les voudrait plus ambitieux. À considérer la carte du Maroc, on voit qu'ils n'occupent là que la valeur d'un pain à cacheter, pour ne pas pousser la désobligeance jusqu'à dire d'une tête d'épingle. Et quand on mesure leur effort au nôtre, on a le sourire. Cela se retrouvera durant la brève campagne de 1926. Car, tandis que les Rifains, conscients de notre vigueur, de notre allant, refuseront le combat, feront le vide devant nous à tel point que, pour obtenir la suprême victoire, nous n'aurons plus qu'à déplorer une centaine de tués, l'ennemi réagira contre les Espagnols avec une ardeur nourrie d'ailleurs par une haine qui ne désarme pas, et leur infligera des pertes sévères.

Toujours est-il que l'offensive est terminée.

Les troupes se replient sur Souk-es-Sebt et occupent tous les cols du Djebel Nador. Points extrêmes : pour nous, Souk-es-Sebt; pour les Espagnols, Syak.

Aussi bien, la saison des pluies est là. Autant vaut s'arrêter.

À la fin de l'offensive d'automne et d'arrière-automne 1925, les positions que nous occupons vont

permettre à nos troupes de stationner dans de bonnes conditions.

Les soumissions des tribus se font de plus en plus nombreuses. L'avenir s'éclaire. Au printemps, on liquidera la guerre.

Mais, durant l'hiver, d'ores et déjà un effort politique puissant va être fait avec une rare méthode et une patiente continuité, pour essayer justement de rendre une nouvelle offensive inutile, d'obtenir la paix, sans coup férir, aux premiers beaux jours.

Au maréchal Pétain, qui a assumé la lourde tâche d'organiser et de conduire les opérations militaires, va non pas se superposer, mais s'adjoindre une autorité nouvelle, claire et lucide, qui n'a accepté la direction politique du Maroc français que pour hâter la paix en mettant en œuvre toutes les ressources de sa connaissance parfaite des populations de l'Afrique du Nord : c'est M. Steeg, nouveau résident général.

Alors, s'appuyant sur le succès de nos armes, dont le retentissement a été si considérable dans le Rif que le prestige d'Abd-el-Krim décline presque de jour en jour, le corps dévoué et si remarquablement intelligent de nos officiers de renseignements va faire des merveilles. Toujours, il nous a été indispensable aux heures mêmes faciles. Il nous a été d'un inappréciable secours, aux heures où le danger s'enveloppe ici de quelque mystère. Ce ne sont pas des pages, mais des volumes qu'il faudrait

consacrer à l'œuvre habile et déterminante accomplie par lui, au cours de l'hiver 1925-1926. D'un mot, il renverse les rôles politiques. Il ôte à Abd-el-Krim l'initiative de l'infiltration morale, comme la tactique qui pourra être adoptée, grâce à la présence de forces nombreuses et bien distribuées, lui enlèvera l'initiative de l'infiltration militaire, stabilisera cet adversaire jadis si mouvant et aujourd'hui de moins en moins armé et ravitaillé à souhait.

Il faut avoir pris pied au milieu des tribus enfin rédimées, pour se rendre compte du travail occulte accompli par nos officiers de renseignements, de cette érosion de tous les jours du bloc rifain, de cette lente substitution de l'entité française à l'entité rifaine, réalisée par lui dans l'esprit des masses.

Abd-el-Krim dira lui-même que, s'il se rendit compte de bonne heure de la catastrophe qui guettait son effort militaire, il eut plus vite encore la sensation angoissante du vide qui se creusait autour de lui, de cette sorte de décrue de la foi dans son étoile provoquée par notre action politique dans les souks et sur le seuil de chaque maison de chaque douar.

Pendant l'hiver, donc, sur un front de 300 kilomètres, nous avons repris la supériorité morale. Nous avons si bien entamé le bloc rifain, qu'à sa lisière, à l'aide seulement de nos partisans, nous avons pu occuper sans pertes des points utiles.

D'autre part, le Gouvernement français réalise l'entente avec l'Espagne qui permettra une action d'ensemble et amènera la chute finale de l'adversaire.

Côté militaire, la mobilisation des grandes forces françaises va conditionner la tactique splendide de la campagne de 1926, l'attaque combinée sur de larges fronts, la brillante manœuvre par les crêtes qui, toutes, deviendront comme de prodigieuses tenailles qui écraseront au passage l'ennemi ambitieux de se faufiler entre elles comme hier. Et il y aurait aussi des pages de légende à écrire sur la psychologie de l'attaque de nuit, de l'effort démoralisateur du renouvellement de notre avance, constaté chaque jour avec l'aube, sur les positions rifaines négligemment surveillées par les Assaîs.

Tout est prêt. Nous sommes sûrs du triomphe.

Il reste pourtant à la France à donner à ceux qui l'ont attaquée dans son œuvre civilisatrice, comme à ceux qui l'ont soutenue, une grande leçon de modération, une dernière preuve de son idéal pacifique. Et l'Espagne daigne s'associer à cette démonstration.

C'est la Conférence d'Oujda.

L'intention des Gouvernements français et espagnol était donc d'amener Abd-el-Krim à traiter avant la reprise des hostilités.

Pourquoi la Conférence d'Oujda échoua-t-elle?

Lorsqu'elle s'ouvrit, Abd-el-Krim — et il en convient — eut la conviction nette et cruelle que, désormais, toute résistance de sa part ne serait que sursauts d'agonie; que les populations ne verraient pas, avec satisfaction, ses

plénipotentiaires revenir en brandissant l'étendard de la guerre, qu'elles souhaitaient ardemment, qu'elles étaient à la veille de souhaiter férocement même de voir ces délégués revenir porteurs du rameau d'olivier.

Quand, dans ses mémoires, il prétend qu'il a reculé devant nos exigences nouvelles, c'est-à-dire, devant l'ordre qui lui était dicté de se rendre, pour la seule raison que ses populations n'étaient point disposées à admettre cette humiliation, il est permis de croire que c'est par orgueil, pour sauver la face.

Il est trop intelligent pour n'avoir pas senti, autour de lui, cette désaffection qui ne pardonne pas et qui transforme la trahison elle-même en acte de justice et de libération nationale. S'il en fallait une preuve, on la verrait dans ce fait qu'à l'heure de la reddition, il a coupé au plus court, de Snada à Targuist, sauvant sa tête, sauvant sa smalah, voulant éviter que ne fût pillée, par ses partisans d'hier, la caravane qui acheminerait sa fortune personnelle vers les lignes françaises, propylées de l'exil.

Bref, à la rupture des pourparlers d'Oujda se déclenche une action militaire hispano-française d'ensemble, combinée entre les généraux San Jurgo et Boichut.

D'Ajdir, le général Castro Girona marche vers le sud. D'Azib-de-Midar, le général Carasco marche à la rencontre de la 3e division, général Dosse, qui s'est emparé de la ligne du Kert, à la faveur de deux attaques de nuit.

De concert, et dans une offensive rapide et brutale, les trois groupements se rejoignent sur le N'Kor, débordant Targuist et atteignant le cœur du Rif, au sommet vénéré du Djebel Hamman.

Durant ce temps, la division marocaine, général Ibos, gauche du groupement de Taza, général Marty, après avoir pris Izkirten, progresse jusqu'à Targuist.

Sur tout le reste du front de 300 kilomètres, les divisions Thévenney, Gaubeau, Venhoven, du général Dufieux, ont maintenu les forces adverses ou progressé.

De tous côtés, les réguliers Rifains, disséminés au milieu des tribus, voient tout autour d'eux le cercle se resserrer, sans arrêt.

En avant du front, le territoire des tribus est bombardé, de jour et de nuit, par l'artillerie et l'aviation qui sèment la panique.

Les côtes sont surveillées par les bateaux de guerre des deux nations.

La démoralisation s'étend dans tout le Rif.

Les soumissions affluent.

La résistance diminue, puis cesse entièrement.

Minée peu à peu, pendant un an, l'autorité d'Abd-el-Krim disparaît.

Les étrangers, qui l'ont plus ou moins excité, voire aidé contre nous, le quittent.

Ses fidèles même l'abandonnent.

Plusieurs émissaires viennent proposer de le livrer, «mort ou vif!»

Doutant de tous, il ne voit qu'un moyen de salut : se rendre, mais se rendre de notre côté, car il sait la France

magnanime et il est sûr que notre indulgence sera plus grande.

Alors qu'il tergiverse, par la force des choses, la Résidence générale et le haut commandement savent déjà, par le service de renseignement, par les missions Montagne et Parent, qu'Abd-el-Krim est à bout de souffle. Ils savent que sa fin est proche.

M. Parent revient du Rif porteur de deux lettres, l'une pour le haut-commissaire espagnol au Maroc, l'autre pour M. Steeg.

Et c'est ainsi que se produit, à Targuist, point d'accès le plus commode et où se trouve le centre du service de renseignements français, la reddition d'Abd-el-Krim.

Comme correspondant de guerre du *Matin*, toujours, j'avais encore suivi toute cette éclatante campagne de 1926. C'est en cette qualité qu'à l'annonce de cet événement historique qui marquait la fin de la guerre, je partis aussitôt de Fez en auto, gagnai le camp de Boured, voyageant de nuit dans un pays à peine soumis, et, que, ayant pu me procurer un avion avec les difficultés que l'on devine, j'atterris le lendemain à Targuist, juste pour l'arrivée d'Abd-el-Krim.

Je pus m'entretenir, alors, avec lui, mais brièvement.

Le chef vaincu appartenait, à cette heure, aux vainqueurs, et le journaliste devait céder respectueusement le pas aux artisans de la paix.

Mais, dès ce jour, ma résolution était prise.

Coûte que coûte, j'obtiendrai la confession d'Abd-el-Krim. Quand et comment? Je l'ignorais encore. Et l'entreprise promettait de n'être pas commode.

Prisonnier, Abd-el-Krim serait plus difficile à approcher qu'il ne l'avait été, pour moi, libre et puissant dans les plus inaccessibles repaires du Rif,

Des consignes d'une sévérité exemplaire entourèrent, en effet, les prisonniers voués à l'exil. Il allait falloir déjouer une surveillance extraordinairement active, tromper la vigilance du général Mougin, échapper aux investigations incessantes de l'officier interprète Sagne, spécialement affecté à la garde sans défaillance des chefs rifains.

Toutes les précautions ont été inutiles, toutes les consignes vaines.

Seul de tous les journalistes qui prirent place à bord de l'*Abda* où furent embarqués les proscrits, j'ai pu réussir, par des moyens dont on me permettra de ne pas éventer le secret, à effectuer aux côtés d'Abd-el-Krim et de son frère Si M'hammed, mes anciens hôtes de Tarzerout, la traversée complète de Casablanca au Frioul.

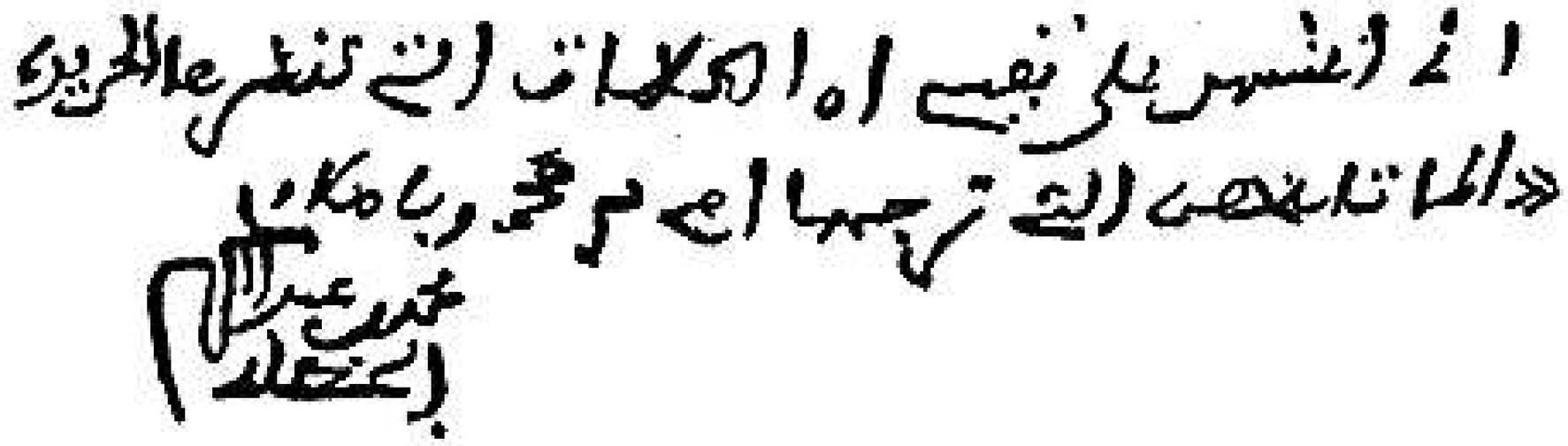
Seul, ainsi, j'ai pu m'entretenir avec eux durant des jours et des nuits surtout.

C'est sous la dictée directe des deux frères qu'ont été enregistrées en majeure partie les pages qui vont suivre, les autres étant écrites de la main même d'Abd-el-Krim, qui m'en a remis les feuillets chaque fois, disait-il, qu'il

voulait plus intensément prendre ses responsabilités devant l'histoire.

Abd-el-Krim tient pour nulles et non avenues toutes les déclarations de seconde cuvée qui peuvent avoir été et qui peuvent être publiées en son nom.

Ces mémoires sont donc l'unique document historique et d'une exceptionnelle importance que le Prétendant, aujourd'hui exilé à la Réunion, entend authentiquer de sa signature comme le prouve le document ci-dessous :



Je, soussigné, certifie que les paroles qui seront publiées par le rédacteur du Matin sont celles que mon frère Si M'hammed a traduites sous la dictée.

Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi

J'ai dit, en commençant, pour quelles raisons il est préférable que ces mémoires soient publiées en volume.

Si jamais confidences d'un vaincu ne furent aussi complètes et ne contirent un aussi formel, et, sans nul doute, plus sincère hommage à celui de ses deux vainqueurs auquel, spontanément, il s'est rendu, elles contiennent aussi des révélations particulièrement graves, des accusations si directes contre des gouvernements et des personnalités, qu'il convenait de laisser l'ancien Émir

du Rif en assumer, seul, la responsabilité devant l'histoire, et conférer à sa déposition le caractère d'un document qui reste et que l'on peut avoir sous la main chaque fois que la controverse sollicite de s'y reporter.

On y connaîtra, de la seule source autorisée, les causes réelles de la guerre; les tractations qui ont encouragé les Rifains à l'agression, d'abord, à la résistance; ensuite, on y verra le rôle ambigu, pour le moins, de l'Espagne et de l'Italie, les menées de l'Allemagne, les avances communistes, d'étranges complaisances de l'Angleterre, de non moins singulières démarches américaines, des faits et des noms de taille à émouvoir les diplomates et les politiciens les plus blasés; on saura contre qui et pourquoi l'action rifaine fut déclenchée et pour quelles raisons elle déborda le front de la zone française, alors qu'Abd-el-Krim se défend d'avoir jamais nourri aucune haine contre la France.

Il y a trois noms qu'Abd-el-Krim, à bord de l'*Abda*, prononçait avec un respect particulier et une admiration profonde de vaincu qui sait apprécier les artisans de la victoire où il a succombé : ceux de M. Painlevé, ministre de la guerre, du maréchal Pétain et de M. Steeg, résident général au Maroc.

Ce sont ceux qui, dans l'histoire, resteront attachés à la liquidation de la guerre franco-rifaine auprès des noms des héros qui ont lutté, souffert et sont tombés pour elle.

À M. Painlevé revient le mérite d'avoir, alors que la situation était inquiétante, non seulement pour le Maroc, mais pour l'Afrique du Nord tout entière, et malgré une opposition dont on n'a pas perdu le fâcheux souvenir,

refusé d'abandonner la partie et, par sa foi tenace, obtenu du pays tout ce qu'il fallait pour la gagner.

Au maréchal Pétain revient celui d'avoir rapidement tout mis en œuvre pour assurer le triomphe des armes, par le choix judicieux d'un cadre admirable d'exécutants et la répartition logique des missions.

À M. Steeg, surtout, revient l'inestimable mérite d'avoir conçu, dès son arrivée au Maroc, la méthode positive et généreuse qui devait, en peu de temps, limiter et abréger les sacrifices. C'est lui, le premier, qui, ayant admirablement pénétré la psychologie de l'adversaire, a résolu de le vaincre par la persuasion, s'est appliqué, sans défaillance, à la désorganisation de l'unité rifaine ; c'est lui qui n'a pas eu de cesse qu'il n'ait découragé l'anarchie, restauré les sympathies dissidentes, en un mot, fait prévaloir à nouveau, au Maroc, le vrai visage de la France pacifique alors même qu'elle lutte âprement pour défendre ses libertés et son œuvre civilisatrice menacées.

Ce qui assure à M. Steeg une place glorieuse dans l'histoire de la guerre du Maroc, c'est d'avoir voulu clairement, énergiquement et passionnément la paix, et de l'avoir réalisée.

Et j'ai voulu m'associer à cet hommage après avoir assisté, comme journaliste, à la genèse de la guerre et à l'enfantement de la paix, après avoir suivi dans la bataille les vainqueurs et recueilli, à Tarzerout, d'abord, à bord de l'*Abda* ensuite, les confidences de Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi — le Vaincu.

J. ROGER-MATHIEU

Première partie

La jeunesse et la vie d'Abd-el-Krim

I

Jeunesse et adolescence d'Abd-el-Krim L'Allemagne et l'Espagne veulent le décider, dès 1914, à attaquer la France au Maroc Captivité d'Abd-el-Krim

C'est le 8 septembre, à bord de l'*Abda*, qui emportait l'ancien prétendant du Rif et sa famille vers le Frioul, première étape de son exil à la Réunion, que j'ai eu mon premier entretien secret avec Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi et son frère Si M'hammed Abd-el-Krim el Khattabi.

L'un et l'autre, avec une dignité courtoise et une parfaite sincérité, se plièrent à mes questions les plus précises, devançant parfois ma pensée, au gré de ce besoin des digressions si ordinaire aux Orientaux, mais toujours prêts à revenir sur les faits pour en bien définir le sens et la véracité historique.

Et je dis : sur les faits. Car le temps a peu d'importance pour les musulmans sages lors même qu'ils sont aventureux. Les dates leur sont totalement indifférentes, comme si le drame d'une vie ne comporte aucun entracte.

Abd-el-Krim comprend le français. Il ne le parle point. À chacune de mes interrogations, il répondait dans sa langue maternelle. Son frère et conseiller, Si M'hammed traduisait. Parfois, d'un «oui» ou d'un «non» bref, le rogui vaincu et proscrit interrompait le traducteur, pour mieux exposer à nouveau ce qu'il venait de rappeler ou de révéler.

Et, à la fin de chaque entretien, par scrupule de loyauté, je soumettais à l'approbation des deux frères les notes que je venais de prendre sous leur dictée.

Au cours donc de ce premier «interrogatoire», que devaient renforcer encore des déclarations manuscrites qui trouveront place dans ces pages, Abd-el-Krim me parla de ses origines, de ses études, de ses premières relations avec les Espagnols, des contraintes que ceux-ci prétendirent lui imposer.

On va voir qu'il considère l'Espagne comme l'unique responsable de la guerre du Rif et qu'il lui attribue, aux côtés de l'Allemagne, un rôle particulièrement fâcheux dans la Grande Guerre, dans le seul but d'évincer la France du Maroc.

Il va sans dire qu'en ceci nous lui laissons, à son tour, toute la responsabilité de son opinion qu'il considère comme la seule vérité historique.

— Nous sommes d'Ajdir, commença de me dire Abd-el-Krim, et nous appartenons aux Beni Ouriaghel du Rif. Nous sommes les descendants directs des Oulad Si Mohammed ben Abd-el-Krim, originaires du Hedjaz, précisément de Yambo, sur les bords de la mer Rouge. Notre aïeul s'appelait Zarra de Yambo.

Ma famille vint s'établir au Maroc, vers le 3e siècle de l'hégire (c'est-à-dire vers l'an 900), et s'installa chez les Beni Ouriaghel. Ainsi donc, depuis plus de mille ans, la contrée qui s'étend entre la baie d'Alhucemas et Targuist est bien notre patrie.

Abd-el-Krim s'arrête un instant, et dit, avec quelque tristesse :

— Croyez que, malgré notre éloignement, nous restons, mon frère et moi, profondément attachés à notre pays. Mais nous pensons que la France, en qui nous avons confiance, sera pour lui la bonne protectrice.

Puis, il reprend :

— Mon père est mort en 1920, je vous dirai tantôt dans quelles conditions. Il laissa deux fils : Si M'hammed Abd-el-Krim et moi.

Notre première jeunesse se passa à Ajdir.

Mon père, aidé de mon oncle, Si Abdesselm, dirigea notre première instruction.

Je me rendis ensuite à Tétouan et, de là, à Fez, où je vécus deux ans dans les medersas ou universités Attarine et Saffarine, afin de préparer mon entrée à la grande université Karaouine.

Je revins dans ma famille pendant quelque temps, puis je fus renvoyé à Fez, pour un nouveau séjour de six mois.

Il ne s'agissait plus seulement, alors, de continuer mes études. Mon père m'avait confié une mission d'ordre politique.

Suivant les ordres de mon père, cette mission consistait à renseigner le Makhzen sur la politique et sur les intentions de l'ensemble du Rif à son égard.

Il fallait le convaincre que le Rif était inféodé a Bou Hamara, à l'exception de Si Mohammed Kham Lechi et de mon père qui, eux, demeuraient partisans fidèles du sultan du Maroc, Moulay Abd-el-Aziz.

Durant cette période, je reçus souvent des instructions du Makhzen. Elles m'étaient transmises par les ministres de l'époque : Si Teddoul Garnit, le grand vizir, Si Mohammed Guebbas, Si Abd-el-Krim ben Sliman. Et, à mon tour, je les transmettais à mon père. Elles concluaient toutes au groupement dans le Rif, de forces indigènes suffisantes pour battre le rogui Bou Hamara.

Mon père, d'ailleurs, avait toujours devancé ces directives. Il n'avait rien négligé pour détruire par une propagande intelligente, l'influence de Bou Hamara, pour briser sa résistance et rétablir l'ordre dans le pays. Car mon père était, dans le Rif, non seulement un chef politique, mais encore un chef de guerre.

Dès ce temps-là, je le suivis souvent dans l'action. Et je peux dire que, dès le début de ma vie, j'ai été entraîné au « baroud », au jeu de la poudre et des balles.

Pour vaincre Bou Hamara, mon père avait dû s'entourer des autres chefs rifains. Ce n'avait pas toujours été sans peine qu'il avait réussi à les persuader que la politique insurrectionnelle du rogui était funeste aux intérêts de nos populations, et qu'il ne pouvait y avoir de salut et de bonheur pour celles-ci que dans l'ordre et l'obéissance au Makhzen.

Bou Hamara s'était vite rendu compte de la valeur de son adversaire. Maintes fois, dans de petits combats, il avait été battu par lui.

Le rogui décida d'en finir coûte que coûte. Rassemblant une imposante harka, il se disposa à attaquer les Beni Ouriaghel, notre tribu, qui avait organisé contre lui la première résistance.

L'heure était opportune. Le Maroc lui-même était en proie aux pires dissensions. Moulay Hafid venait de battre son frère Abd-el-Aziz, d'être proclamé sultan et reconnu par les puissances.

Inébranlable dans sa politique de discipline marocaine, mon père se déclara fidèle au successeur d'Abd-el-Aziz. Par tous les moyens, il s'efforça de resserrer l'unité rifaine, de vouer le pays tout entier à l'autorité du chef suprême, du seul qui dût être reconnu.

Dans toutes les tribus, dans tous les souks du Rif occidental, il fit publier la proclamation de Moulay Hafid.

Avant qu'il n'eût pu déclencher son attaque contre les nôtres, Bou Hamara fut battu dans trois ou quatre combats successifs. Il se rabattit sur Selouane, sa capitale. Mais, à nouveau et définitivement vaincu par toutes les

tribus coalisées, il prit la fuite en toute hâte et se réfugia parmi les Djebala, vieux foyer de dissidence.

La cause du Makhzen était gagnée.

Celle du Rif aussi.

Mais celui-ci ne devait pas tarder à connaître de nouvelles difficultés.

L'Espagne allait entrer en jeu.

Mais, avant de parler du jeu de l'Espagne, il me faut montrer la main de l'Allemagne dans les affaires marocaines. Elle m'était tendue. En toute loyauté, je dois reconnaître que je ne l'ai point, d'abord, repoussée. Tout était confus, au début de la Grande Guerre. La propagande contre la France était active et habile. Elle flattait les indépendances et les ambitions nationales et locales... Mais, suivons l'ordre des événements.

Durant la période illustrée par la lutte contre le Rogui Bou Hamara, je me rendis à Melilla où j'avais été nommé professeur dans une école indigène.

Cela ne m'empêcha point de rendre à mon père de fréquentes visites — plus particulièrement aux approches de la proclamation de Moulay Hafid — pour me rendre compte de ses succès en faveur de la réalisation de l'unité rifaine et pour m'entretenir aussi avec lui de la politique espagnole.

J'exerçai pendant trois ans le professorat. Puis, je fus nommé cadi, c'est-à-dire juge, de la mahakma de Melilla, et, enfin, cadi des cadis de toute la circonscription de Melilla.

En 1915, alors que j'occupais ce poste, survint un grave incident.

Les Espagnols m'emprisonnèrent, à la requête du maréchal Lyautey, en raison des relations que j'avais entretenues avec un certain Francisco Farle, individu d'origine allemande, habitant Melilla.

Dans l'esprit des Espagnols, cette mesure prise contre moi n'avait pas pour but, comme on pourrait le croire, d'éviter à la France un nouveau souci.

L'Espagne y était directement intéressée.

Mes relations avec Francisco Farle dataient de fin 1914.

J'avais reçu de lui les propositions suivantes : si je consentais à engager, dans le plus bref délai, une action au Maroc contre la France afin de créer à celle-ci, en pleine guerre, les plus cruelles difficultés, il mettrait à ma disposition, non seulement tout l'argent, mais tout l'armement nécessaires.

Le rêve de l'affranchissement de l'étranger se dressait devant moi.

En principe, je ne repoussai point l'appât.

Mais une autre chose m'inquiétait, contre laquelle je voulais prendre toutes mes précautions avant de courir aucune aventure : les projets de l'Espagne.

Comme il eût été vain d'exiger des Espagnols un engagement formel de ne pas occuper le Rif, je proposai à Farle de lever, en plus des guerriers qui m'étaient nécessaires pour porter le trouble dans la zone française, une

mehalla de 4 000 guerriers bien armés qui monteraient la garde du Rif.

Ces tractations furent connues des Espagnols qui me traduisirent devant une cour martiale.

Et c'est uniquement parce que j'avouais tout net à mes juges ma décision d'occuper la zone espagnole que je fus jeté en prison.

J'arrête une minute Abd-el-Krim pour lui poser cette question :

— *Pendant la guerre, on a prétendu que l'Espagne ravitaillait les sous-marins allemands. Crois-tu que c'est vrai?*

— Je veux bien t'en parler, répond Abd-el-Krim. Mais je tiens à te dire que je suis fort étonné que ton gouvernement et toi-même ne connaissiez pas tous les détails de cette affaire!

Tous les sous-marins allemands étaient ravitaillés à Allemania par l'intermédiaire d'agents allemands puissamment secondés par des agents espagnols. Quant à la contrebande des armes, elle s'opérait de façon courante par Melilla, Tétouan, Ceuta et aussi par Tanger. Personne, chez nous, ne l'ignore.

C'est M. de Sostoa, consul d'Espagne, marié à une Allemande, ancien consul à Mogador, et résidant actuellement à Tanger, qui a été l'âme de la contrebande des armes pendant la terrible guerre de 1914-1918. Cet agent, aujourd'hui encore, vous fait le plus grand mal.

Je peux citer encore l'ancien capitaine L'Ouardia, alors simple civil à Melilla, le capitaine Pomez, du service d'informations ; un nommé Kuppen, bijoutier à Melilla,

tous agents patentés de la contrebande des armes dans le trafic de laquelle je peux affirmer que tous les préposés aux douanes à Melilla — dont j'ai plus ou moins oublié les noms — peuvent être impliqués.

Une partie des armes et munitions clandestines était dirigée vers Kifane, au nord de Taza, chez les Guesnaïa et mise à la disposition d'Abd-el-Malek.

Comme nous aurons à revenir sur ces faits, je prie Abd-el-Krim de reprendre le récit de sa vie à l'instant où les Espagnols le jetèrent en prison.

— Au cours de mon emprisonnement, je tentai plusieurs fois de m'évader, mais en vain. La dernière tentative me fut pénible. J'allais réussir à m'enfuir d'un bordj de Melilla, quand je fis une chute si malheureuse que je me brisai une jambe. Je dois reconnaître que les médecins espagnols me soignèrent avec dévouement.

Bref, au bout de onze mois de captivité, je fus remis en liberté.

Les Espagnols, alors, s'efforcèrent de m'armer contre la France.

Mais, comme je vais te le prouver, je savais maintenant ce que je devais savoir. Et j'étais bien décidé à ne plus accepter de telles propositions.

II

Origine du conflit hispano-rifain
Rupture avec l'Espagne

Tandis que j'étais en prison, mon père n'avait point cessé d'entretenir avec les Espagnols des rapports courtois.

Le début du désaccord entre ceux-ci et nous date du moment où ils formulèrent, en termes dépourvus d'équivoque, leur intention d'établir un régime qu'ils nommaient « protectorat », mais qui n'avait d'autre allure que celle d'une prise de possession.

Mon père, lui, rêvait d'un régime analogue à celui qui était en vigueur dans la zone française.

Je dois même préciser qu'il avait à tel point apprécié la différence entre les méthodes politiques françaises et espagnoles que, s'il avait repoussé les avances d'Abd-el-Malek qui nous proposait d'entrer contre vous en lutte en liaison avec lui, c'était autant par estime pour l'œuvre accomplie par la France, pour son respect de la religion, des droits, des traditions et des coutumes du pays, que par souci de ne distraire aucune de ses forces de la garde du Rif menacé de la mainmise de l'Espagne.

J'ajouterai encore que ce refus fut une des causes premières de ma longue captivité. Les Espagnols avaient fait l'impossible pour nous forcer la main. Peu de temps avant mon incarcération, le général Azpurru s'était rendu à Alhucemas, où il avait convoqué mon père à cet effet.

Mon père ayant décliné cette invitation, mon sort fut vite réglé.

Ce ne sont point là des accusations gratuites. J'affirme que le général Azpurru lui-même, un jour qu'il vint me voir, dans ma prison, m'a avoué que notre refus d'adhérer à la rébellion d'Abd-el-Malek avait motivé mon arrestation.

Bref, à ma sortie de prison, je fus autorisé à regagner ma tribu d'origine, où je séjournai un an.

Je retournai ensuite à Melilla. Et, malgré qu'ils ne se fissent plus illusion sur mes sentiments, les Espagnols jugèrent opportun de me réintégrer dans ma charge de cadi des cadis.

De mon côté, je n'avais plus en eux qu'une confiance médiocre. Je restai néanmoins deux ans en fonctions.

Mais, à la mort du général Jordana, ma confiance s'effondra tout à fait.

D'heure en heure, la situation devenait plus tendue.

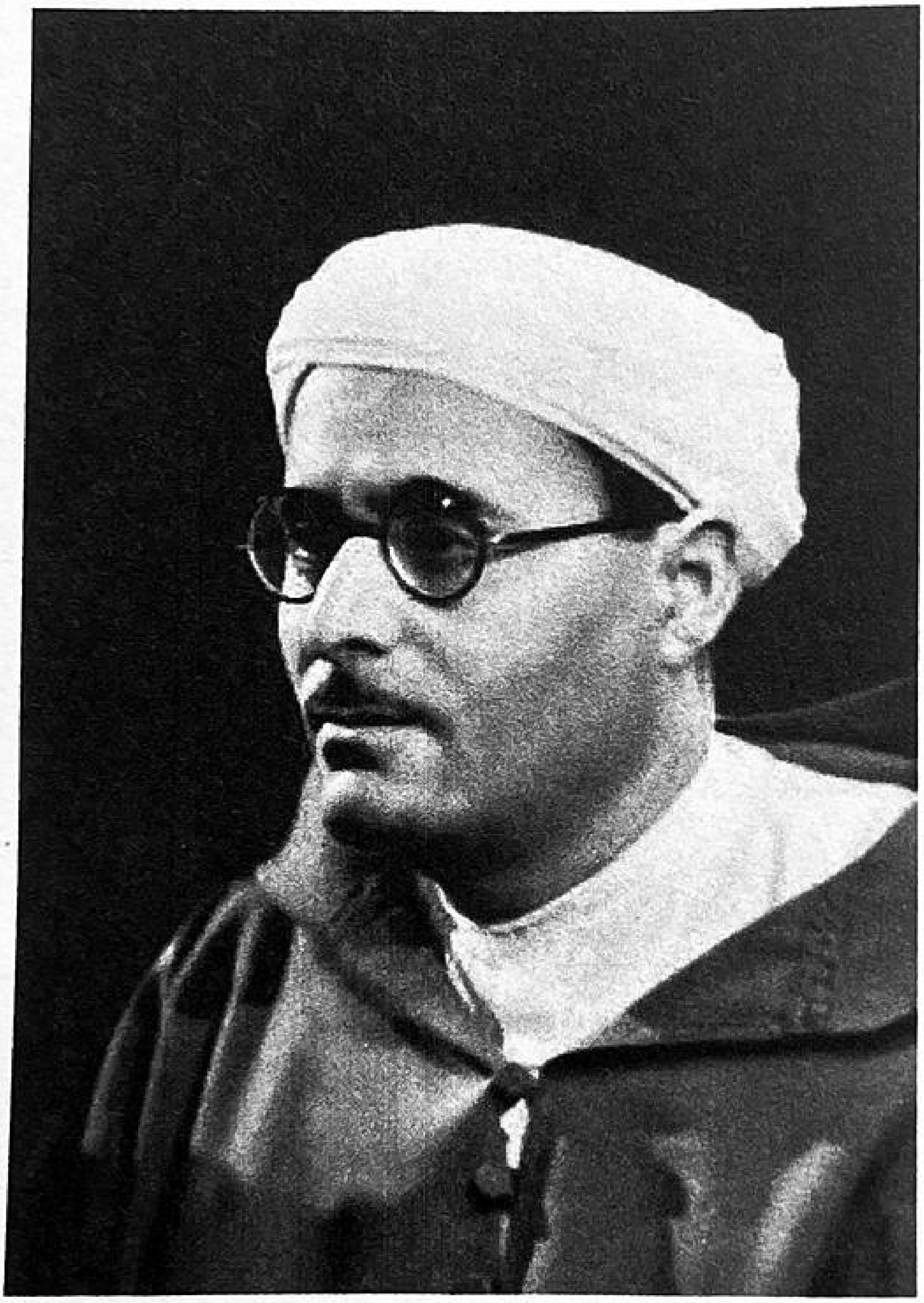
Je savais que, depuis longtemps, mon père désavouait la politique de l'Espagne.

À aucun prix, maintenant, il ne voulait entendre parler d'une collaboration.

Et, pour bien marquer son inébranlable volonté, il nous rappela auprès de lui.

En 1919 donc, je quittai la zone espagnole.

C'était la rupture.



Si M'hammed, frère d'Abd-el-Krim

III

Jeunesse de Si M'hammed, frère et conseiller d'Abd-el-Krim

Abd-el-Krim s'est arrêté de parler. Avant de le quitter, ce premier soir, je demande à son frère, Si M'hammed, qui m'a traduit ses déclarations, de me donner quelques détails sur sa propre jeunesse. Il parle alors plus vite, et avec une grande simplicité.

— Ma jeunesse est semblable à celle de mon frère, dit-il. Comme lui, j'ai commencé mes études auprès de notre père ; puis, je me suis rendu à Tétouan et à Melilla. À la fin de mes études primaires, parmi les premiers élèves, deux notables rifains et moi nous fûmes désignés comme titulaires de bourses du Gouvernement pour aller continuer, à Mogador, nos études dans une école normale où je devins professeur au bout de deux ans.

Je ne tardai pas à revenir à Melilla, où je fis la connaissance de l'agent allemand Francisco Farle. Et je pris même part aux pourparlers dont mon frère vous a dit le but et l'échec.

Étant de retour à Ajdir, j'appris que mon frère avait été jeté en prison.

Je fis de mon mieux pour seconder mon père dans sa politique tendant à la réalisation de l'unité rifaine.

Puis, lors de la détente, je revins à Melilla, pour préparer mon baccalauréat et, ayant achevé de passer mes examens, en 1917, sur l'initiative du général Jordana, mes frais d'étude étant assumés par le Gouvernement espagnol, je gagnai Madrid pour préparer mon admission à l'École des mines. Après un premier échec, je fus reçu en 1919, date à laquelle mon père me rappela ainsi que mon frère, en raison de l'aggravation de la tension hispano-rifaine.

J'avais profité de mon séjour à Madrid pour causer avec les hommes politiques espagnols, notamment avec le sous-secrétaire d'État des affaires du Maroc.

Je fus même présenté au roi, qui m'accueillit avec amabilité, et me conseilla de travailler sans relâche pour aider l'Espagne à rendre mon pays prospère et à le débarrasser de l'anarchie.

Je conserve de mon séjour à Madrid un excellent souvenir. Je fus reçu partout avec la plus apparente cordialité.

Mais, très vite, je m'étais rendu compte que les conceptions des hommes d'État espagnols étaient incompatibles avec les principes de mon père qui, lui, voulait non seulement la prospérité, mais la liberté — en un mot, l'indépendance du Rif.

Mon frère te dira, demain, ce que fit notre père, de 1919 à 1920, pour réaliser son programme sans sortir de la neutralité.

IV

La persécution espagnole
Le Rifain tourne ses regards vers la France

Par les mêmes moyens, aujourd'hui 29 août, déjouant toute surveillance, à bord de l'Abda, je suis revenu m'asseoir dans la cabine où se tiennent Abd-el-Krim et son frère, après avoir, durant la journée, offert des bonbons aux petits princes rifains et joué avec ces enfants que tout étonne et amuse et que n'attriste pas encore la gravité d'un exil.

Dès le premier abord, à leur attitude, à l'expression de leurs regards, j'ai senti les deux frères décidés plus que jamais à parler net, peut-être réellement sans détour.

— Nous nous étions arrêtés, hier, aux événements de 1919, dis-je.

— C'est cela même, répond Abd-el-Krim.

Il parle toujours en arabe, mais sur un rythme singulièrement plus accéléré qu'hier, qui trahit la passion, l'orgueil blessé, la déception peut-être d'un idéal à la dérive, et la révolte à coup sûr d'une volonté brisée.

Si M'hammed traduit :

— De 1919 à 1920, notre père n'avait qu'une hantise : rester neutre; je dis bien une hantise, car c'était, vois-tu, comme un désir désespéré.

Le vide, en effet, se creusait de plus en plus entre les Espagnols et lui. Chaque expérience, chaque fausse manœuvre de leur part, tout lui prouvait sans remède l'incapacité de ces gens d'organiser notre Rif.

Mon frère et moi, nous avions vécu dix ans parmi eux et chez eux, largement assez pour nous convaincre de leur faiblesse et de leur incompréhension totale non seulement de la politique rifaine, mais encore de l'âme musulmane.

Il n'existe pas de mots assez forts pour qualifier leur cruauté sans exemple à l'égard de nos populations.

Je dois avoir eu l'air surpris, car Abd-el-Krim reprend, avec force :

— Oui, tu me regardes, quand je te parle de la cruauté des Espagnols ! Tu penses à ce que tous les journaux ont écrit, à ce que tu as sans doute écrit toi-même, n'est-ce pas?

Eh bien ! ce sont ces photographies qu'il faut regarder ! Vois ces têtes coupées ! Vois ces yeux crevés ! Rends-toi compte de la satisfaction de tous ces soldats espagnols qui entourent ces choses misérables ! Et réponds : est-ce digne d'un pays civilisé? Mais, réponds donc ! Est-ce à ce titre qu'une nation européenne pouvait, à la face du monde, revendiquer la mission de nous apporter la civilisation?

Je ne réponds rien. Et Abd-el-Krim continue :

— Malgré tant d'abominations, la décision de rester neutre était si fortement ancrée dans l'esprit de mon père que, dès 1919, celui-ci nous déclarait textuellement :

« J'entends rester neutre. Et si, par hasard, à la faveur d'une surprise, les Espagnols venaient à occuper notre pays, plutôt que de vouer le Rif aux horreurs de la guerre, nous nous réfugierions chez les Français, soit à Fez, soit à Marrakech, et là nous finirions nos jours en paix. »

C'était, à cette date, la seule solution envisagée. Plutôt se condamner spontanément à l'exil que de rompre la neutralité.

Mais cette attitude ne donnait aucune satisfaction aux Espagnols, qui nous voulaient à leur merci, pieds et poings liés.

Tous les moyens leur étaient bons pour nuire à mon père. Il était alors caïd des caïds des Beni Ouriaghel. Or, tous les événements qui survenaient, même en dehors de sa juridiction, lui étaient imputés : qu'il s'agît de troubles politiques, de crimes de droit commun, de simples délits de vol ou autres, d'Ajdir à l'extrémité du Rif, il n'y avait qu'un responsable : lui.

Leur but était de prouver que mon père ne pratiquait qu'une neutralité en façade, mais qu'en retrait, il était le plus actif des agents provocateurs, ne se relâchant jamais de travailler contre eux.

V

Pénétrée de l'insuccès de sa politique déloyale, l'Espagne tente de se rapprocher de mon père

C'est faire preuve d'une étrange méconnaissance de l'âme musulmane et particulièrement rifaine que de croire qu'on peut triompher par le mensonge et la calomnie.

Très vite, les Espagnols se rendirent compte qu'à cette politique déloyale, ils ne gagnaient pas un pouce de terrain, que leur influence dans le Rif s'en allait à vau-l'eau et qu'à leur endroit la haine grondait plus fort de jour en jour.

Aussi, changeant à nouveau de tactique, au début de 1920, ils m'écrivirent une lettre datée de Melilla, par laquelle ils m'invitaient à revenir occuper mes fonctions de cadi des cadis et proposaient à mon frère d'aller à Madrid continuer ses études.

Mon père reçut une lettre analogue, à laquelle, incontinent, il répondit en notre nom :

« Mes fils ne retourneront vers vous que si l'Espagne est décidée à collaborer réellement avec nous. Qu'elle nous dise si elle veut, sincèrement, organiser un protectorat. Si

c'est oui, je vous donne mes fils. Si c'est non, je reste dans ma neutralité.»

Cette réponse n'était point de nature à réjouir le haut commandement espagnol au Maroc.

Aussitôt, pour circonvenir mon père et miner son influence, celui-ci envoya dans le Rif un agent nommé Solinman Khattabi.

Ce personnage habitait près d'Ajdir. À tout propos, il allait voir mon père et soi-disant lui demander des conseils. Mais comme mon père savait pertinemment qu'il était un agent stipendié, il l'éconduisait toujours par des réponses vagues : « Si tu veux... comme tu voudras... tout ce que tu voudras... »

En un rien de temps, exaspéré par son échec, Solinman Khattabi devint notre plus dangereux ennemi...

J'interromps Abd-el-Krim pour lui demander :

— À cette époque, n'étais-tu pas en relation avec des personnes étrangères à ton pays, des Espagnols, des Anglais, des Allemands, voire même des Français ?

La réponse est catégorique :

— Non ! Pendant cette période, nous étions simplement en relation avec la Société des mines de Bilbao et de Melilla, dont le directeur était, si j'ai bonne mémoire, don Francisco Sostoa. Ce n'est que plus tard que d'autres sont venus à nous, beaucoup d'autres. Mais le moment n'est pas encore venu de parler de ces gens qui sont venus dans le Rif, non pour servir leur propre pays ni pour aider le mien, mais par avidité, simplement par cupidité !...

VI

Campagne de discrédit contre mon père
Nouvelles persécutions

Irrité, donc, de n'avoir pu ébranler les résolutions de mon père, l'agent payé par les Espagnols, Solinman Khattabi, passa à la manière forte, sans toutefois se départir de la stratégie calomnieuse chère à ses maîtres.

Sous les ordres de l'Espagne et avec le concours de tous ses agents, il organise des campagnes d'intimidation contre nos populations.

C'est la Terreur.

Tandis qu'à Melilla et à Tétouan on arrête arbitrairement les Beni Ouriaghel qui y étaient installés, un peu partout dans le Rif les maisons sont mises à sac et incendiées.

Et, bien entendu, on répète à qui veut l'entendre que c'est mon père seul qui doit encourir la responsabilité de tous ces malheurs, puisque c'est son obstination qui les a déchaînés.

Ces violences, qu'on ne peut vraiment pas appeler des représailles, sont un tel défi à l'humanité, que mon père écrit aux généraux Azpurru et Berenguer :

« Donnez-moi les raisons de ces brimades, de ces crimes, de ces provocations. Vous savez que je veux rester neutre, parce que je ne peux collaborer avec vous. Mais pourquoi m'attribuer des gestes et des méfaits que j'ignore et qui ne peuvent être commis à mon instigation ? Vous savez bien que je vis retiré, que je ne fréquente ni les souks ni les mosquées ! »

Au lieu de lui répondre, ces généraux font aussitôt répandre le bruit que mon père s'avoue vaincu et ils conjurent les Rifains de se détourner du chef rebelle dont les épaules ont touché terre.

C'est à dater de ce jour que mon père, écœuré de tant d'iniquité, déclara qu'à la face du ciel il se proclamait l'ennemi de l'Espagne et que, si l'Espagne et ses agents avérés et secrets le croyaient abattu, il saurait prouver en temps opportun qu'il était capable avec ses guerriers, non seulement de se défendre, mais de passer à l'attaque et de rejeter à la mer les troupes espagnoles.

VII

Le père d'Abd-el-Krim organise la résistance

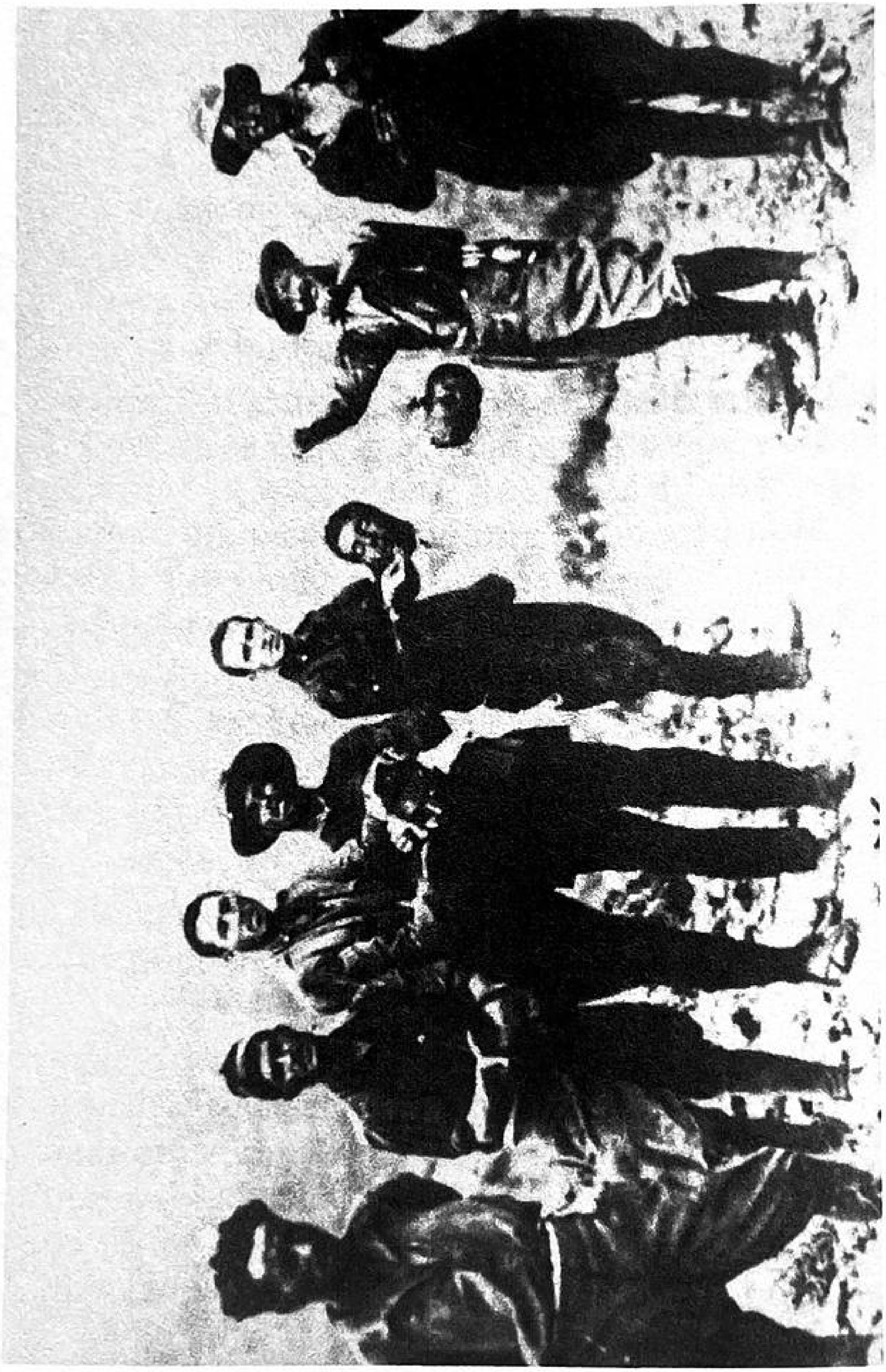
Mon père donc, sans plus tarder, quitte sa retraite. Il parcourt la région en tous sens. On le voit dans tous les souks. Partout, il prêche la résistance et réunit les premiers contingents, environ 200 fusils.

Et pourtant, il n'attaque toujours pas. Par tous les moyens possible, il voudrait encore éviter le conflit. Au recours aux armes, il préfère une dernière fois l'action politique.

Ce qu'il veut, c'est démontrer aux Espagnols qu'il est fort et aussi qu'il sait où frapper au bon moment, si la nécessité s'en fait sentir.

C'est pourquoi il groupe ses premiers éléments devant Tafersit, au nord d'Azib-de-Midar, devant les postes espagnols qui commandent une petite ligne de chemin de fer que nos ennemis ont poussée jusqu'aux abords de Tafersit et qui part de Boufarcouf où elle se greffe sur le chemin de fer à voie étroite allant d'Azib-de-Midar à Melilla.

Pendant qu'Abd-el-Krim reprend haleine, je revois ces régions que j'ai sillonnées. Tafersit était bien, en effet, le point



Abd-el-Krim : « Regarde ces photographies, ces têtes coupées, ces yeux crevés, aux mains des réguliers espagnols !... »

stratégique sur lequel le père d'Abd-el-Krim pouvait concentrer opportunément ses forces encore élémentaires. Il n'ignorait pas que les Espagnols avaient beaucoup de monde plus au nord, près d'Anoual. De plus, Tafersit était tête de ligne. Deux cents fusils pouvaient être très gênants pour les troupes installées à Dar-Driss, sur la voie ferrée Azib-de-Midar-Mélilla, poste aussi important par son contingent que par ses approvisionnements. La présence des soldats du chef rifain suffisait à favoriser un soulèvement des indigènes, dont la conséquence pouvait être redoutable.

Puis, Abd-el-Krim reprend :

— Mon père, alors, était seul sur le front. Mon frère et moi, nous étions restés à Ajdir. Sans désemparer, nous nous acharnions à lutter contre l'anarchie rifaine et à développer nos forces en vue d'opérations inévitables.

Car nous ne songions même plus à l'éventualité d'une collaboration hispano-rifaine. Trop d'expériences et de déceptions l'avaient démontrée irréalisable.

VIII

Mort suspecte du père d'Abd-el-Krim
Il aurait été empoisonné

Mon père resta vingt-deux jours devant Tafersit. Puis, il tomba malade.

Nombreux sont ceux qui ont prétendu qu'il avait été empoisonné. Je ne saurais l'affirmer, mais au fond de mon cœur j'en ai la conviction enracinée.

De même qu'il était resté vingt-deux jours dans Tafersit, il fut vingt-deux jours malade et mourut à Ajdir. Son corps repose actuellement dans le marabout de Sidi Mohammed ben Ali.

Les Espagnols purent croire, une minute, que la mort de mon père apporterait des changements, voire des troubles dans le Rif. Ils le croyaient seul, ou presque.

Non ! L'ensemble du Rif était avec lui.

Mohammed Tahan prit aussitôt le commandement des guerriers qu'il avait placés devant Tafersit, position que les troupes espagnoles avaient justement occupée deux jours avant sa mort.

Mon père nous avait dit avant de mourir et avec une tendresse infinie :

« Si vous ne pouvez défendre le Rif, si vous ne pouvez en faire un pays libre fortement organisé, évacuez-le. »

Malgré les difficultés de la situation, je voulais, d'accord avec mon frère, tenter l'impossible pour éviter la guerre. Si bien que, deux jours après la mort de mon père, nous décidions d'écrire aux Espagnols pour les conjurer de renoncer à cette politique belliqueuse et d'essayer encore d'organiser, avec notre collaboration loyale, un régime profitable à leur pays comme au nôtre.

Abd-el-Krim débite avec force ces déclarations. Il est nerveux. S'il ne parle pas le français, comme je l'ai déjà dit, il le comprend parfaitement. Rien ne lui échappe de mes questions. Et il a si visiblement hâte d'y répondre, que son frère a à peine le temps de traduire.

Est-il sincère ? Je le crois.

Il l'est, du moins, quand il parle de son ardent désir de paix à cette époque précise. Je lui tends une de ces cigarettes anglaises qui ont sa préférence. Il se lève, fait quelques pas en boitant.

Puis, il reprend, avec véhémence :

— Pourquoi l'Espagne est-elle si méchante, si cruelle, si barbare, si fanatique ? Pourquoi n'obéit-elle qu'à ses prêtres, pourquoi veut-elle encore des guerres de religion ? Crois-moi, elle court à sa perte !

Puis, tout doucement, il ajoute :

— À quoi bon la guerre ? Ne sommes-nous pas tous appelés à passer par la même porte ? Chacun de nous doit goûter à la mort.

Abd-el-Krim me regarde. Il voudrait lire dans ma pensée.

Nous reprenons notre entretien.

Mais j'ai, maintenant, toutes les peines du monde à orienter mon discours. Il voudrait, quittant son sujet, parler de tout et de tous, de Mussolini, de Primo de Rivera, de la politique islamique. Il est comme hors de soi.

Son frère, lui, est plus calme, plus froid. Je le craindrais plus.

Abd-el-Krim reprend enfin :

— Par suite de nos séjours à Melilla, à Malaga et à Madrid, nous étions suspects aux yeux de beaucoup des nôtres.

Pendant six mois nous dûmes, mon frère et moi, faire des efforts surhumains pour détruire la légende des fils d'Abd-el-Krim vendus aux Espagnols.

Vendus !... Non ! je te le dis, à toi, qui nous a vus dans la guerre, dans le Rif, notre but était le même que celui de notre père : préparer les esprits à la lutte que nous allions être contraints d'engager contre l'Espagne, et, avant tout, par-dessus tout, arrêter l'anarchie, créer l'unité rifaine, éviter à notre pays la calamité de prendre modèle de l'Espagne où tout est incohérence et désordre !

L'unité rifaine : à tout propos, au cours de ces longues heures de conversation, Abd-el-Krim m'en reparle. Elle semble avoir été réellement sa raison d'agir, sa passion.

Et, une fois encore, c'est à grande peine que je parviens à le ramener à la chronologie de la guerre.

— En 1920 et début 1921, reprend Abdel-Krim, le commandement du territoire fut confié au général Sylvestre.

Crois-moi si tu le veux : mais, à l'arrivée de ce général, j'ai encore essayé de plaider pour la paix.

Abd-el-Krim lève les bras et s'écrie :

— De ce côté-là, non plus, je n'ai pu trouver aucune aide !

À brûle-pourpoint, alors, je pose à Abd-el-Krirn ces questions directes :

— À ce début des hostilités, où prenais-tu l'argent? Où prenais-tu les armes, les munitions?

Et cela semble le surprendre, de ma part.

— Mais, dit-il, tu sais bien, toi qui es venu chez nous, combien nos gens vivent de peu ! Puis encore, depuis toujours, est-ce qu'un guerrier ne possède pas un fusil, quelquefois deux? Est-ce que la contrebande des armes et des munitions n'existait pas déjà sur le marché, telle que je te l'ai indiquée hier, à Melilla, à Tétouan et à Tanger?

Tu sais bien que ce n'était là qu'un jeu que d'acheter, pour presque rien, des armes et des munitions aux soldats espagnols eux-mêmes !

Quant à l'argent, *au début*, l'impôt que nous prélevions, les rançons payées par le Gouvernement espagnol pour le rachat des prisonniers faits par nous suffisaient amplement à entretenir une poignée de guerriers !

Je lui demande encore.

— Tu me dis que le général Sylvestre commandait à Melilla. D'autres m'ont affirmé, avec force détails, que, te trouvant un jour devant cet officier, il t'aurait souffleté, jeté à terre, que tu te serais blessé et que, de ta main rouge de sang, tu aurais marqué un mur, en jurant que tu te vengerais de lui.

Presque congestionné par la colère, Abd-el-Krim s'écrie :

— Faux ! Archifaux ! Fausse aussi l'odieuse légende qui prétend que je lui aurais coupé la barbe, une fois mort ! Tout cela n'est que mensonge ! Je te dirai, demain, comment est mort le général Sylvestre.

Je suis fatigué. C'est terminé pour aujourd'hui.

Mais écris simplement, ce soir, avant de te retirer, que c'est de ces derniers jours que date notre idée de la république rifaine.

IX

Prologue des désastres d'Anoual et de Mont-Arruit
L'Espagne offre 20 millions de pesetas à Abd-el-Krim pour qu'il attaque le Maroc français

Aujourd'hui, 30 août, me revoici entre Abd-el-Krim et son frère. Nous travaillons dans une atmosphère de confiance réciproque.

Abd-el-Krim insiste à nouveau sur son désir initial d'éviter à tout prix la guerre avec l'Espagne. Il me rappelle ses démarches auprès du général Sylvestre et du colonel Morales, dont il semble avoir conservé un souvenir ému.

Et, pour la millième fois, il me répète :

— Je ne voulais pas le baroud !

Je lui pose alors des questions précises, pour bien délimiter les responsabilités du conflit :

— *Nous nous sommes arrêtés, hier, au moment où ton premier contingent de 200 guerriers était en ligne devant Tafersit, qu'occupaient de forts effectifs espagnols.*

Êtes-vous restés sur vos positions? Ou bien est-ce vous qui avez attaqué?»

Abd-el-Krim se recueille un instant et dit :

— Il ne tenait qu'à moi d'attaquer du côté des Français, et non du côté des Espagnols. Je n'y ai pas consenti !

Je me vois forcé de te parler, maintenant, d'un homme qui a joué un rôle important dans l'affaire du Rif, reprend Abd-el-Krim. Son nom a été prononcé à maintes reprises : c'est Etchevarieta.

Les Espagnols, qui avaient obtenu quelques petits succès locaux au contact de mes faibles effectifs, avaient porté leurs troupes sur la ligne Sidi-Driss-Anoual-Tafersit.

Le général Sylvestre, qui fut un militaire très brave, mais dépourvu de tout sens politique, grisé par ces escarmouches, décida de marcher sur Kelatès, en direction du cap Kelatès, à l'embouchure de l'oued Tigsa.

Pour opérer ce mouvement, il dut passer en pays Tensamane, au nord du territoire de la puissante tribu des Beni Touzine. Son rêve était d'occuper, dans cette région, une position qui lui permit, à la faveur d'un débarquement opportun, de nous chasser d'Alhucemas et de tout le pays Tensamane.

Son avance, que la médiocrité de nos effectifs nous avait contraints d'endurer, et qui lui laissait occuper une portion du Rif, produisit un fâcheux effet. Nous fûmes accusés d'avoir négligé la résistance, en même temps que le bruit se répandait de nos sympathies pour la cause française.

Les Espagnols étaient, d'ailleurs, les premiers artisans de ces rumeurs. Tu vas voir qu'elles avaient été mûrement concertées. Il ne s'agissait, ni plus ni moins, que de nous mettre au pied du mur, de nous forcer à détourner

l'orage sur la France pour nous réhabiliter auprès des populations rifaines.

C'est donc à ce moment qu'Etchevarieta fit son apparition.

Il nous proposa, tout d'abord, au nom de l'Espagne, sa patrie, de laisser les Espagnols occuper les caps Kelatès et Moro-Nuevo, ainsi qu'un point stratégique intermédiaire commandant de façon parfaite la baie d'Alhucemas, comme il suffit de jeter un regard sur la carte pour s'en rendre compte.

Mais la véritable mission d'Etchevarieta, qui agissait sur les ordres formels de Primo de Rivera, c'était, je te le répète — et je fus à deux doigts d'y consentir — de me persuader de m'entendre avec l'Espagne, à vos dépens.

À cet effet, Etchevarieta, que je devais revoir maintes fois, au cours de l'année 1922, se rendit sur le N'Kor avec M. Marin, où il eut une entrevue avec moi.

Il me mit d'emblée le marché en main. Si je consentais à l'occupation espagnole de Kelatès, Porto-Nuevo et points auxiliaires, je recevrais une somme de 20 millions de pesetas, tout l'armement moderne et les munitions indispensables pour engager contre la France, au Maroc, des opérations de grand style, une lutte sans merci.

Il me répétait à satiété :

«Nous autres, Espagnols, nous jouons un rôle stupide. Nous travaillons pour la France. Réconcilions-nous au plus vite. Marchons la main dans la main. Ce sont les Français qu'il te faut attaquer, car ce sont les vrais ennemis du Rif.»

Mais je me méfiai de sa bonne foi.

Je rompis avec cet homme, qui se disait mon ami et qui n'a jamais été que l'ami du mensonge, l'inspiré de la cupidité, l'indéfectible associé de Primo de Rivera, votre plus mortel ennemi, qui n'a jamais cessé de travailler contre vous jusqu'aux jours de 1925 où il fut question de paix séparée.

De jour en jour, je notais les dangereux effets de la propagande espagnole. Notre autorité était menacée. Il n'était plus temps de tergiverser si nous voulions sauver notre prestige et éviter l'esclavage à notre pays.

Je me proposai, sur-le-champ, de me rendre à la tête d'une harka, chez les Beni Ouriaghel, afin de rassurer nos populations et de châtier les porteurs de fausses nouvelles.

Les Espagnols allaient me fournir l'occasion de redresser la situation.

Ils venaient, en effet, d'occuper Dar-Abara, en pays Tensamane, point stratégique et politique de toute première importance.

Je me proposai, sur-le-champ, de leur disputer cette position.

La partie était risquée. Je disposais, à cette heure, de 300 guerriers. Je revins me mettre à leur tête. Et malgré ma pauvreté en munitions, je déclenchai la contre-attaque.

Après un combat des plus durs, ma troupe réoccupa Dar-Abara.

Dans cette première grande bataille — entre leur attaque et ma contre-attaque —, les Espagnols avaient perdu 300 hommes...

Abd-el-Krim s'interrompt, comme s'il faisait un rapide calcul mental, et corrige :

— Je t'ai dit 300 morts, écris 400, tu seras plus près de la vérité, oui, 400 hommes, dont 2 capitaines et 4 lieutenants.

Quant au butin, il fut précieux pour nous. Songe donc ! Une batterie de 65 de montagne ; des fusils Mauser tout neufs ; environ 60 000 cartouches, des obus, des médicaments et des vivres de campagne !

Je t'ai dit que nous n'avions pas besoin d'argent. Mais les armes étaient les bienvenues.

Et, vraiment, tout cela n'était rien encore en comparaison de l'effet moral de cette victoire.

Notre succès était si imprévu, si peu vraisemblable, que les Espagnols ne s'étaient même pas fortifiés à Dar-Abara. Et notre action avait été si rapidement menée que les troupes rifaines ne comptaient pas plus de huit ou neuf morts, alors qu'ils en déploraient, eux, quatre cents.

Je ne peux m'empêcher de dire à Abd-el-Krim :

— *Comment, toi, un simple cadi, as-tu pu, en un clin d'œil, t'improviser général en chef et battre à plates coutures une armée organisée ?*

Abd-el-Krim lève les bras et s'écrie :

— Oui, de cadi je suis passé chef de guerre. La belle affaire ! Crois-moi, c'est un métier facile que de commander devant l'ennemi. Il y suffit de bon sens et de décision. Tous les chefs qui étaient avec moi en auraient fait autant !

Encouragées par la victoire, nos troupes, maintenant, voulaient attaquer. Et si bien que, de leur propre

initiative, elles dessinaient déjà une offensive en direction d'Anoual et de Sidi-Driss.

Il me fallut les persuader que le moment n'était pas encore venu de pousser plus avant et de nous exposer inutilement à des revers qui auraient diminué la portée de notre avantage.

Or, l'effet avait été considérable. Tandis que les populations situées dans la zone en retrait des troupes espagnoles, ayant vu la débandade de celles-ci, s'apprêtaient à la rébellion, toutes les autres fractions du pays Tensamane se joignaient spontanément à nous.

À cette heure commençait de se constituer le bloc rifain.

Ne voulant pas succomber à l'erreur qui avait été funeste à nos ennemis, nous fortifions les positions conquises dont la ligne passe par Sidi-Driss et devant Anoual et Tizi-Aza.

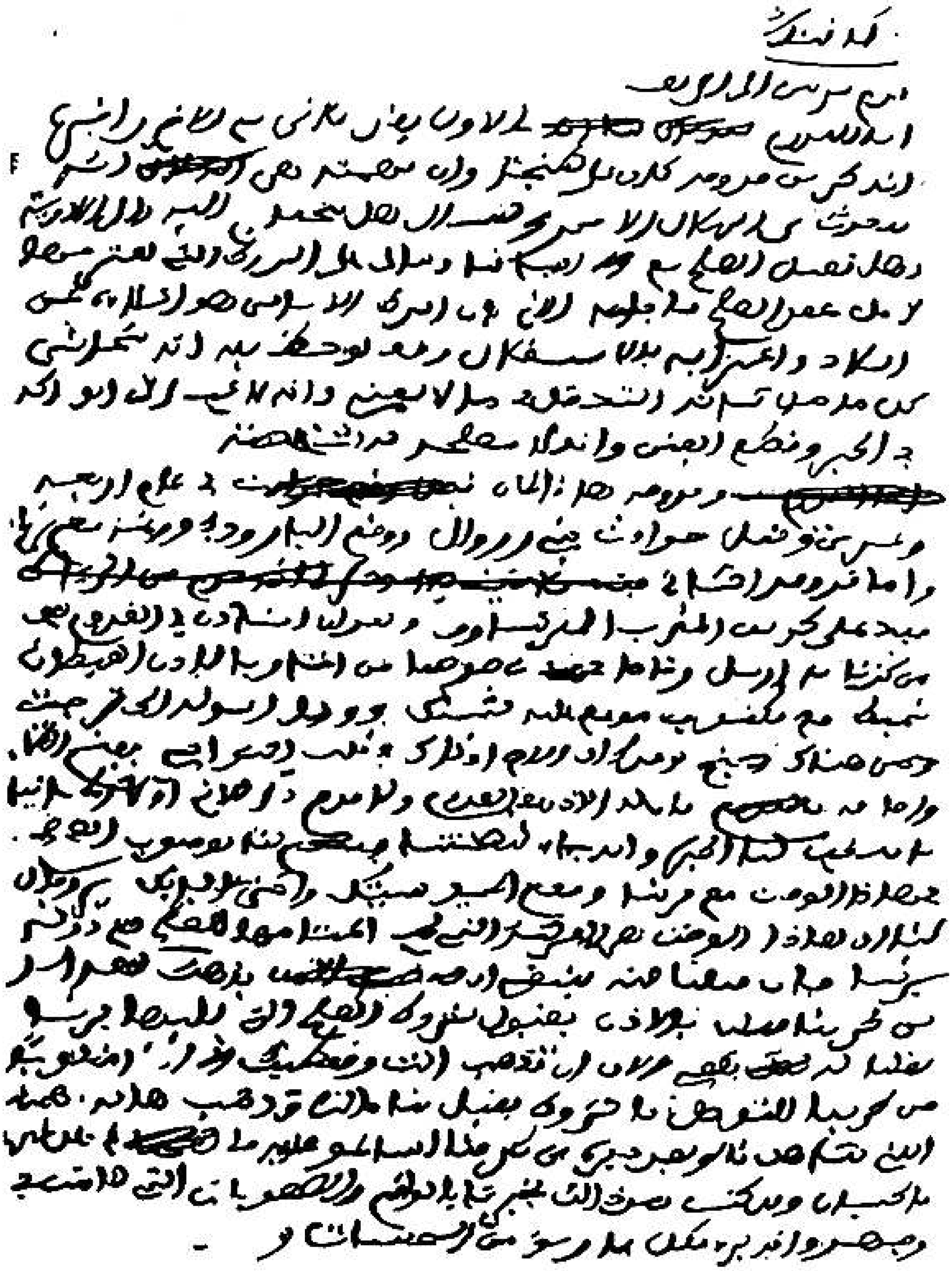
Mes instructions formelles sont de fortifier à outrance, mais de s'abstenir de toute attaque.

Sur ces entrefaites, le général Sylvestre me somme d'évacuer complètement le territoire Tensamane et de lui restituer ses morts.

Je lui réponds qu'il m'est impossible de lui donner satisfaction.

Voulant, alors, me donner une leçon et me prouver sa force, le général Sylvestre m'attaque à Sidi-Bouyane, au nord-ouest et à proximité d'Anoual.

La physionomie d'Abd-el-Krim s'éclaire, au souvenir de ses succès. Il s'écrie, entrecoupant son arabe de mots français.



Une des pages des mémoires écrite de la main d'Abd-el-Krim

— Démonstration infructueuse que celle de Sidi-Bouyane, et qui nous laissa un beau butin. D'après les renseignements parvenus à notre état-major, les pertes espagnoles auraient été de 314 tués, nous n'en comptions chez nous que 17 !

Durant cette période, notre quartier général se trouvait à M'Zouira, en pays Tensamane. Le gros des effectifs rifains, maintenant fort de mille guerriers, provenait des Beni Touzine et des Beni Ouriaghel. Nous n'utilisions pas encore les canons pris par nous et qui avaient été mis en sûreté à Alhucemas.

Quant aux Espagnols, ils avaient massé, à Ygueriben, au sud d'Anoual, une colonne extrêmement forte qui constituait en quelque sorte les avant-postes de l'armée Sylvestre, dont le quartier général était à Anoual.

Je tente en vain d'engager Abd-el-Krim à me donner quelques détails sur la vie du général Sylvestre, au sujet de laquelle tant de légendes ont couru.

Mais Abd-el-Krim se récuse, et il le fait, d'ailleurs, avec une délicatesse respectueuse :

— Encore une fois, dit-il, je ne sais rien. Je n'ai connu Sylvestre que comme commandant. C'était un homme orgueilleux, mais, au fond, un bon militaire.

J'étais informé, poursuit Abd-el-Krim, que le ravitaillement des troupes espagnoles était défectueux, que peut-être même il ne s'opérait déjà plus, et que celles-ci n'avaient guère que pour quatre jours de vivres.

Je savais aussi à quelle inquiétude elles étaient en proie, s'attendant, d'une minute à l'autre, à voir se sou-

lever contre elles toute la population du pays qu'elles occupaient.

Pour accroître leur angoisse et rendre leur situation plus critique, je décide de couper leurs communications avec Tizi Aza, leur base de ravitaillement. Et brusquement j'occupe la côte 615 entre Anoual et Ygueriben.

Effrayé des conséquences de cette manœuvre, le général Sylvestre ordonne immédiatement d'engager une opération désespérée, à gros effectifs. Il met en ligne environ 10 000 hommes, avec cavalerie et artillerie. Je ne dispose, moi, que de 1 000 guerriers, mais, en seconde ligne, j'ai maintenant des réserves et l'appoint de tout le pays.

La bataille va durer du 21 au 26 juillet.

Je ne puis m'empêcher de demander à Abd-el-Krim :

— Vraiment, pour mener à bien une si vaste opération, vous n'aviez aucun état-major avec vous ?...

C'est presque dans un mouvement d'humeur qu'Abd-el-Krim répond :

— Non ! Non ! personne ! Faut-il que je te répète sans cesse que le courage et le bon sens sont suffisants ? J'ai toujours trouvé autrement facile de commander des troupes devant l'ennemi, que de traiter avec les étrangers qui sont venus me voir. Et c'est la vérité.

X

Le désastre d'Anoual

La bataille est acharnée. Chaque jour, le général Sylvestre attaque, et, de jour en jour, avec plus de violence.

Mais nos guerriers se sont fortifiés. Et ils ont un avantage capital : ils n'offrent pas de prise à l'ennemi, tandis que les Espagnols, qui manœuvrent en formations massives, éprouvent de lourdes pertes. Et tous les jours nous réalisons un riche butin.

Le 25, manquant de tout, nos ennemis doivent évacuer Ygueriben qu'ils avaient réussi à réoccuper un instant. La reprise de cette position nous procure des stocks importants d'armes et de munitions. Nous faisons là nos premiers prisonniers dans cette affaire, dix ou quinze, et nous ramenons des canons.

Chacun des combats livrés au cours de ces journées est cruel pour les Espagnols. Car, afin de sauver le plus possible de matériel, ils contre-attaquent en se repliant et, chaque fois, leurs pertes sont sévères. Dans la matinée du 26, leur défaite apparaît inévitable.

Le général Sylvestre donne l'ordre d'évacuer, non seulement Anoual, mais tous les postes de la région.

Et Abd-el-Krim ajoute, en toute franchise :

— Si le général Sylvestre n'avait pas donné l'ordre d'évacuer ces postes, peut-être n'aurions-nous pas attaqué à fond !

Mais, le pouvait-il ?

Au fur et à mesure de notre avance, je me suis rendu compte qu'il avait dû y être condamné, sans doute moins par notre pression que par le soulèvement des tribus qui le prenaient à revers.

En effet, durant cette évacuation, il n'y eut pour ainsi dire point de baroud. L'armée espagnole battait en retraite, littéralement affolée, dans un désarroi si complet que nos guerriers eux-mêmes avaient de la peine, en progressant si rapidement, à croire à la réalité de leur victoire, à la catastrophe où sombrait l'ennemi.

Plus de cent postes tombent ainsi entre les mains de nos soldats !

Partout, la campagne est jonchée de cadavres et de blessés qui se lamentent et qui crient grâce.

Les Espagnols se replient en désordre, dans la direction de Melilla.

L'enthousiasme de mes guerriers est à son comble, mais leur désir de vengeance est tel qu'il me faut les menacer de mort pour les empêcher de massacrer les blessés.

Le désastre d'Anoual nous rapportait 200 canons, tant de 75 que de 65 et de 77 ; plus de 20 000 fusils ; d'incalculables stocks d'obus et des millions de cartouches ; des automobiles ; des camions ; des approvisionnements

en vivres à ne savoir qu'en faire; des médicaments, du matériel de campement; en somme, l'Espagne nous fournissait, du jour au lendemain, tout ce qui nous manquait pour équiper une armée et organiser une guerre de grande envergure!

Nous avions fait 700 prisonniers.

Les Espagnols avaient à déplorer 15 000 tués et blessés. Parmi les tués se trouvait un Espagnol que j'avais beaucoup aimé, le seul d'ailleurs qui m'eût compris : le colonel Morales. Respectueusement, je fis transporter son corps à Melilla. On n'a pas manqué de dire, par la suite, que c'était de ma part une habileté pour me rapprocher des Espagnols. Il ne s'agissait là que du suprême hommage à un ennemi intelligent et loyal. Tout autre commentaire serait indigne de lui et de moi.

Quant aux conditions de la mort du général Sylvestre, qui succomba au cours de la bataille avec son état-major, je ne les connais point. C'est un petit Rifain qui vint nous informer qu'il avait découvert le corps d'un général tombé au milieu de ses officiers, et il me remit son ceinturon et ses étoiles. Quand je parcourus le terrain, à la fin du combat, il me fut possible, sur ses indications, de retrouver le corps et d'identifier les restes du général. C'est tout ce que je peux te dire.

Nous dirigeâmes les prisonniers partie sur Anoual, partie sur Ajdir. Et, durant les premiers temps de leur captivité, c'est grâce à l'énorme ravitaillement pris à l'ennemi que nous avons pu les nourrir et leur éviter des privations.

Le poste espagnol de Mont-Arruit détruit par les Rifains

XI

La défaite de Mont-Arruit consomme le désastre espagnol

Les hostilités ne chômèrent pas, au lendemain de l'affaire d'Anoual. La poursuite fut ardente et la débâcle espagnole, à la fin de la première semaine d'août, fut consommée par la défaite de Mont-Arruit, où nous fîmes prisonniers le général Navarro et deux colonels.

Le massacre, à nouveau, fut terrible.

Si je n'avais dicté des ordres implacables, multiplié les menaces de mort pour refréner la tuerie, les pertes de nos ennemis auraient dépassé toute imagination.

Quand mes guerriers avancèrent dans ce qui avait été, pour les Espagnols, l'arrière-pays, ils furent confondus, épouvantés par l'étendue du carnage.

Et quand ils demandaient aux Rifains qui s'étaient soulevés à la suite de nos premiers succès, pourquoi ils n'avaient pas fait prisonniers en masse au lieu de tuer tant de monde, ils répondaient tous qu'ils avaient tant souffert de la domination espagnole, qu'ils avaient été tellement exaspérés par la cruauté des officiers, et, notamment, de cet intraitable ennemi de la France, le capitaine

Pomez, qui avait fait exécuter sans raison soixante-quinze des nôtres, que, l'heure ayant sonné, ils avaient exercé des représailles sans pitié.

Les capitaines Pomez étaient légion dans la zone espagnole. Et j'eus, à chaque pas, l'occasion de me rendre compte des horreurs auxquelles ils avaient soumis les populations dont ils occupaient le territoire et qu'ils prétendaient « protéger ».

À l'issue de la bataille de Mont-Arruit, j'étais parvenu sous les murs de Melilla.

Je m'y arrêtai.

Mon organisation militaire était encore bien embryonnaire. La prudence s'imposait. Apprenant que le Gouvernement espagnol adressait un suprême appel à tout le pays et s'apprêtait à envoyer au Maroc tous les renforts dont il pouvait disposer, de mon côté je me souciai de décupler et de regrouper mes forces et je fis appel à toutes les populations du Rif occidental.

Avec la dernière énergie, je recommandai à mes troupes et aux contingents nouveaux venus de ne point massacrer ni maltraiter les prisonniers. Et je n'en ai aucun regret.

Mais je leur recommandai, aussi énergiquement, de ne pas occuper Melilla, pour ne point créer des complications internationales.

Et de cela je me repens amèrement.

Ce fut ma grosse erreur.

XII

Abd-el-Krim est proclamé émir du Rif

Oui, nous avons commis la plus lourde faute en n'occupant pas Melilla !

Nous pouvions le faire sans difficulté. Nos guerriers étaient tellement enivrés par la soudaineté et l'absolu de leurs victoires que c'eût été pour nous un jeu de rejeter les Espagnols à la mer.

J'ai manqué, ces jours-là, de la clairvoyance politique nécessaire. Et à plus ou moins longue échéance, tout ce qui a suivi a été la conséquence de cette erreur d'autant plus déplorable que j'aurais pu tout obtenir des miens, mon autorité ayant été consacrée par un acte solennel.

C'est vers cette époque, en effet, que je fus proclamé émir du Rif.

Abd-el-Krim me fait lire, alors, cette proclamation « faite à la date de la pleine lune, 14 djemada 1541 », c'est-à-dire 1er février 1922[1]*, et qui fut lue sur tous les marchés et dans toutes les mosquées du Rif.*

---

1 Plusieurs erreurs semblent s'être glissées ici. Le 14 jumâdâ al-thânî 1341, c'est-à-dire le 1er février 1923, paraît mieux correspondre (NDE).

Comme tous les documents arabes de ce genre, elle commence par la formule traditionnelle : « Louange à Dieu », et elle se développe sur cinq grandes pages. Elle est beaucoup trop longue et trop encombrée de lieux communs pour mériter une transcription intégrale. J'en ai noté, toutefois, quelques passages caractéristiques qui en confirment la note impérative.

« Que le Salut et la Prière soient répandus sur Celui dont la mission a été une mesure de clémence de la part de Dieu, Celui qui est à la base de tout et constitue l'apogée de la perfection. »

Puis, plus loin : « le Prophète a dit : "Celui qui meurt sans être l'auteur d'une proclamation en faveur du califat, sa mort sera une mort affreuse". Le Sahib Moslim attribue au Prophète — que le Salut soit sur lui — les paroles suivantes : "Quiconque tentera de semer la discorde parmi la nation musulmane, coupe-lui la tête à l'aide d'un sabre".

Dans le Sahih el Bokhari, le Prophète a dit : "Celui qui m'obéit, obéit à Dieu ; celui qui me désobéit, désobéit à Dieu ; celui qui obéit à mon sultan, m'obéit..." »

Plus loin encore : « L'émir des croyants Omar Ben el Khattab, a dit à Ben Akla : "Peut-être ne me reverras-tu plus. Je te conseille d'observer la volonté de Dieu et d'obéir à l'émir, même si c'est un esclave, même si c'est un Abyssinien". »

Plus loin encore, ce passage relatif à l'anarchie et à la révolte : « C'est ainsi que les tribus du Rif et des Djebala vivaient depuis deux ans dans l'anarchie et la corruption, dans l'injustice et la révolte. Les gens des tribus n'observaient pas les règles du Chraa et commettaient les pires iniquités, à tel point qu'il devenait impossible de réprimer les crimes commis par des personnes de peu de qualité... »

Tout à la fin du document : « Cet homme — que Dieu l'assiste — est notre seigneur Mohammed, fils du savant, de l'illustre Abd-el-Krim el Khattabi el Ouriaghel (el Rif), que Dieu le protège et fasse disparaître par lui les hérésies qui n'ont aucun fondement avec la religion. Qu'il fasse périr tous les partisans de l'infidélité et de la corruption ! »

Cette proclamation était signée de tous les grands caïds du Rif : Mohammed ben Ali el Ghaomari Riffi, Ali ben Hadj Mohammed el Hizmi, El Kaeel ben al del Kadel Eltiguitgui el Handoux, Shoaib bel Hadj Abderahman el Yacoulis el Hanani, Mohammed bel Hady Solabs lel Hamani, Mohammed lel Hossen el Hamami, El Hady Tahai el Yacoubi, Almed bel Mok Kabem el Haskouchi, Mohammed bel Amor el Tsabani, Choaib ben Mimoun ben Allah el Anbichki, Mohammed bel Hadj Mohammedim.

Comme on le voit, par son caractère non seulement politique, mais religieux, elle transformait la guerre hispano-rifaine en djihad, en guerre sainte, elle portait en soi tous les ferments de révolte non seulement contre l'Espagnol exécré, mais contre tous les roumis, tous les chrétiens ; elle pouvait donc, à la faveur des événements, et sans transgresser les lois les plus sacrées de l'Islam, dresser l'émir du Rif contre le sultan du Maroc, celui-ci, au point de vue strictement musulman, étant coupable d'avoir accueilli des roumis dans le Maghreb et d'avoir accepté de collaborer avec eux.

C'était donc, dans le lointain, la porte ouverte à la rébellion des tribus, évidemment ou tacitement dissidentes, qui ne s'étaient point rendu compte du respect que la France avait toujours témoigné à la religion islamique, c'était la possibilité, du débordement de la guerre sur le Maroc français.

XIII

Consolidation du bloc rifain

— Les Espagnols avaient été atterrés par la défaite d'Anoual, reprend Abd-el-Krim. Ils décidèrent de faire un effort gigantesque pour redresser la situation.

La Péninsule dirigea sur le Maroc plus de 200 000 hommes, et, grâce à ces renforts, parvint à récupérer une partie des positions perdues jusqu'à Tizi-Aza. L'ensemble des forces espagnoles était alors commandé par les généraux Berenguer et Borgheti.

Sur ces entrefaites, l'Espagne nous proposa une rançon considérable pour le rachat de ses prisonniers.

Nous n'avions pas besoin d'argent.

À ces propositions, nous répondons par des offres de paix.

L'Espagne refuse.

Nous conservons nos prisonniers, et nos ennemis reprennent de plus belle leur action politique contre moi. Ils multiplient les pots-de-vin, dépensent des sommes folles pour créer de l'agitation.

En présence de cette attitude et de cette tactique, je n'avais pas autre chose à faire que de travailler à la consolidation du bloc rifain, pour, disposer, de mon côté, de forces plus imposantes.

À cet effet, j'envoie mon frère chez les Ghomara, dans la région de Chefchaouen. Il livre bataille aux Espagnols sur l'oued Lao et les bat, leur occasionnant des pertes énormes et réalisant un important butin. Mais, malgré cette victoire, nous ne portons pas nos positions en avant.

Durant son séjour chez les Ghomara, mon frère développe son action politique. Dans cette région, les tribus s'étaient insensiblement adaptées à la domination espagnole, sous laquelle elles avaient déjà longtemps vécu, et elles avaient tendance à rester fidèles à nos ennemis.

Mais nous avions affaire aussi à des éléments dissidents qu'il était urgent de ramener à nous, fractions des Djebala, Khmès et partis au nord et au nord-ouest d'Ouezzan.

Mon frère dut même leur livrer quelques combats pour les remettre dans le droit chemin. Il disposait de 1 500 guerriers, mais non des réguliers, de simples partisans. Ce n'est que par la suite qu'il constituera sa compagnie régulière de cinquante hommes.

Bref, il donne à ses quinze cents partisans la mission d'organiser les Ghomara, mission extrêmement difficile, si peu commode même que ce ne fut guère qu'en 1924 que cette région fut complètement soumise et organisée.

C'est au cours de cette période de regroupement de toutes les forces rifaines, c'est-à-dire très exactement

pendant l'année 1923, que mon frère, confiant le commandement de la région à un de ses seconds, résolut d'entreprendre son fameux voyage à Paris. Il va lui-même t'en rappeler les principaux événements.

Abd-el-Krim passe sous silence le voyage qu'il fit à Londres, en 1922, avec son cousin Si Mohammed Bougibari, Ould el Hadji el Bokkoyi et M. Arnal, pour entrer en pourparlers avec M. Austen Chamberlain qui ne les reçut pas. Si quelques sympathies leur furent témoignées durant leur séjour en Angleterre, ils n'obtinrent rien.

XIV

Voyage de Si M'hammed en Algérie et à Paris

— Je t'ai déjà raconté mon voyage lorsque tu es venu nous voir à Tarzerout, me dit Si M'hammed.

Ben Hadj Hitmi, qui devait m'accompagner, et moi, nous avions préparé cette démarche dans le plus grand secret.

Notre but était de chercher, à Paris, des appuis assez autorisés et une aide assez efficace pour nous permettre d'organiser le Rif, c'est-à-dire de le doter, par nos propres moyens, de tous les avantages du progrès.

Il ne s'agissait pas, je te le répète, de préparer la guerre, mais bien de trouver les garanties de l'essor et de l'indépendance de notre pays.

Nous traversons, Hitmi et moi, les tribus des Beni Zeroual et des Sless, et parvenons à Fez où nous séjournons une quinzaine.

De là, nous nous rendons à Tlemcen, j'ai une entrevue avec le caïd Haddou ainsi qu'avec de nombreux commerçants, puis nous gagnons Alger où je vois encore quantité de personnes qualifiées, et notamment M. du Taillis, avec qui je m'entretiens, de la possibilité d'acheter des avions.

— *Pourquoi voulais-tu acheter des avions ?*

— Parce que nos oppresseurs en possédaient. Je voulais prouver à notre peuple que nous possédions, nous aussi, tout ce qu'il y avait de mieux comme armements modernes. Je savais que ces avions produiraient un gros effet sur les tribus. Puis encore, tu le sais bien, j'étais convaincu et par expérience que nous serions toujours obligés de faire la guerre contre l'Espagne, et je voulais ne rien négliger pour assurer notre défense et la défaite de l'ennemi.

En arrivant à Paris, nous sommes descendus, sous des noms d'emprunt, à l'hôtel Terminus de la gare Saint-Lazare.

Mon désir était de voir le plus d'hommes politiques possible et de les intéresser à notre cause.

En premier lieu, je voulais être reçu par M. Poincaré.

Hélas ! tu le sais, malgré notre patience si longue, en vertu même de ce que tu appelles notre méconnaissance de la valeur du temps, malgré les démarches réitérées de Hammed Baloud, nous fûmes éconduits.

En pure perte, nous avons stationné des heures et des heures aux portes des ministères !

Seul, M. Painlevé daigna nous recevoir et nous promettre de prêter une bienveillante attention à la cause du Rif.

Je demande alors à Si M'hammed.

— *Durant ton séjour à Paris, n'as-tu point vu le député communiste Berton ?*

— Oui, j'ai causé quelques minutes avec lui. Cela s'est passé au café Mayeux boulevard Saint-Michel.

— *Peux-tu me dire ce qu'a été cette conversation ?*

— Crois-moi, elle a été d'un bien mince intérêt et vous avez tous eu bien tort d'en exagérer l'importance. Au surplus, je ne l'ai jamais revu, et c'est en pure perte qu'il a téléphoné au *Terminus* pour avoir de nouveaux entretiens avec moi. Va, j'ai eu d'autres conversations, et nombreuses, avec des gens qui n'étaient pas communistes !... Mais mon frère te parlera de tout cela quand le moment sera venu de t'entretenir des étrangers qui ont séjourné dans le Rif ou qui, à Paris même, ont tout essayé pour entrer en relation avec nous.

Bref, ce voyage n'avait abouti pour nous à aucun résultat positif. Il se soldait par une perte sèche pour nos finances, qui, je crois te l'avoir déjà dit à Tarzerout, n'était pas inférieure à 200 000 francs.

Je demande encore à Si M'hammed :

— *Au moins, pendant ton séjour à Paris, n'avais-tu pas réussi à traiter avec quelqu'un pour des fournitures d'armes et de munitions ?*

— Oui, avec Gardiner. Il devait nous procurer des armes, et à un prix singulièrement élevé, d'ailleurs ! Malgré tout ce que nous avions pris aux Espagnols, il nous fallait parfaire notre armement moderne. Nous avions de sérieuses inquiétudes pour l'avenir. Nous sentions qu'avant de conquérir notre indépendance, nous aurions de longs et durs combats à soutenir.

Cette perspective même était d'autant plus menaçante qu'avant mon départ de Paris j'avais appris que les troupes françaises avaient franchi l'Ouergha.

J'avais obtenu des promesses fermes de Gardiner. Tout autre, à ma place, eût agi de même.

Enfin, voyant que tes compatriotes ne prenaient pas au sérieux mes démarches, je jugeai inutile de m'attarder à Paris et, en mai 1923, franchissant les lignes françaises à Taourirt, je rentrai dans le Rif.

Deuxième partie

Comment j'ai attaqué la France

I

Origines du conflit avec la France

Abd-el-Krim, tandis que je causais avec son frère, s'était mis à écrire. Quand Si M'hammed eut achevé de parler, il me tendit quelques feuillets couverts de sa fine écriture arabe, en me disant :

— Je ne veux pas que subsiste la moindre équivoque au sujet des origines du conflit qui a éclaté entre le Rif et la France. En ce qui concerne toute cette malheureuse période, je tiens donc à ce que tu possèdes des documents écrits de ma main.

Lis ces lignes. Tu verras que, du fait que les troupes françaises avaient franchi l'Ouergha et pris contact avec les tribus de cette région, la révolte avait commencé de gronder chez celles-ci. Nous eûmes souvent beaucoup de mal à la réprimer et, chez certaines d'entre elles, même, pour enrayer le mouvement, nous nous vîmes dans l'obligation d'imposer de fortes rançons, voire de punir de mort quelques chefs.

Voici la traduction littérale des pages que me remit Abd-el-Krim à bord de l'Abda. Il devait, par la suite, m'en remettre

d'autres pour authentiquer plus fort sa version, ce qu'il appelait sa « déposition devant l'histoire ».

« La jonction des troupes françaises avec les tribus de l'Ouergha provoqua le soulèvement en masse des tribus rifaines et une grande effervescence intérieure. Mais elle calma un instant, à notre égard, la rébellion des tribus montagnardes. Cette situation ne devait d'ailleurs pas durer.

Le fait, pour nous, d'avoir maté en partie cette rébellion retrempa notre courage, et nous poussa à étendre l'attaque jusqu'à Chefchaouen et à refouler les troupes espagnoles de la montagne jusqu'aux environs de Tétouan.

En effet, lorsque nous eûmes achevé de calmer l'effervescence et d'éteindre le feu de la révolte chez les Ghomara et les tribus dissidentes des Senhadja, j'entrepris l'attaque des positions espagnoles de l'oued Lao.

De vrai, ma résolution était prise de ne pas laisser échapper cette occasion de cristalliser les forces rifaines de la montagne (*qui avaient été longtemps les adversaires d'Abd-el-Krim*), au moment où les postes espagnols, éparpillés, étaient menacés d'être isolés les uns des autres par suite des obstacles naturels et de l'éloignement des bases de renfort, situation qui permettait à l'adversaire de les assiéger et de couper leur ravitaillement à l'instant qu'il jugerait opportun, cet adversaire, malgré la leçon des sièges antérieurs et de ses précédentes attaques, ne s'y heurtant à aucune amélioration récente.

Quant au commandement militaire, il aurait pu, s'il avait voulu, avoir recours à d'autres renforts, de manière

à protéger ses combattants contre la rigueur du siège et échapper ainsi à tout désastre. Mais il advint ce qui devait advenir.

C'est ainsi qu'il faut écrire l'histoire des sièges dont furent victimes les positions où l'armée rifaine réussit à prendre à revers les renforts désignés par les chefs. Les troupes espagnoles eurent beau se ruer sur les troupes rifaines, ce fut sans succès et sans parvenir à rétablir leur ravitaillement.

Chaque jour, elles multipliaient leurs coups de main, mais en vain. Cet état de choses dura quinze jours au cours desquels nos troupes s'emparèrent de grandes quantités de munitions, de cartouches, d'armes et de vivres dont elles avaient d'ailleurs fort besoin.

Enfin, les troupes espagnoles furent contraintes d'abandonner ces lignes, et les garnisons assiégées durent se rendre. Certains effectifs furent détruits, d'autres battirent en retraite, à la faveur de la nuit, laissant tout sur le terrain, notamment de vieux canons et des armes neuves. Tout cela fut ramassé par les nôtres en quantités considérables.

Le succès de cette opération fut suivi d'une agitation des tribus montagnardes jusque-là soumises à l'influence ibérique. La plupart d'entre elles se retournèrent contre les Espagnols. Alors, les positions de nos ennemis qui se trouvaient au milieu de ces tribus se virent en perdition, et, de fait, la majeure partie d'entre elles fut conquise et les soldats qui les occupaient furent faits prisonniers de guerre.

Quant aux munitions, elles restèrent entre les mains des tribus montagnardes jusqu'à l'arrivée de l'armée rifaine qui obtint une fois encore un stock considérable de fusils, de cartouches, de canons avec leurs munitions et de grenades à main.

Lorsque les Espagnols furent complètement chassés de la montagne, Raisouli (*qui avait toujours fait opposition à Abd-el-Krim et, suivant les circonstances, plus ou moins fait le jeu de l'Espagne, au point que les journaux satiriques de la Péninsule le caricaturaient en haut commissaire*) apparut comme le plus manifeste ennemi du Rif montagneux.

Raisouli, en effet, usa de toute son influence pour disperser nos forces. Il prêcha aux tribus montagnardes de s'armer contre les Rifains et de faire retour à l'influence espagnole.

Nous lui écrivîmes, alors, et nous lui envoyâmes un parlementaire pour l'inviter à changer d'attitude, allant jusqu'à lui promettre de le nommer gouverneur, même, s'il le voulait, gouverneur du Rif.

Nous lui déclarions que nous n'avions en vue d'autre but que de conquérir notre liberté et notre indépendance.

Mais il repoussa toutes nos avances et continua la lutte.

Sur ces entrefaites, nos troupes marchèrent sur lui. Il fut pris, emmené dans le Rif où il s'établit à Tamasit, dans un état grave. Il y resta quelque temps et mourut de cette maladie qu'on nomme «la fleur».

Ainsi donc, l'avance des troupes françaises sur l'Ouergha n'a jusqu'ici que servi les intérêts d'Abd-el-Krim, puisqu'il écrit

qu'il a tiré parti de l'agitation suscitée par elle pour frapper un grand coup sur le front espagnol.

Je voudrais lui demander immédiatement les raisons profondes qu'il peut faire valoir pour excuser son action contre la France.

C'est la question que je lui poserai tantôt.

II

Le Rif contre le Maroc français

Dans toutes les conversations que j'ai pu tenir avec *Abd-el-Krim, à son grand quartier général du Rif, comme à bord de l'Abda, il a toujours protesté de son amitié pour la France, de son ardent désir de vivre en paix avec nous.*

Aujourd'hui, l'heure était venue de lui demander :

— Comment expliques-tu donc ton changement d'attitude? Comment peut-il se faire que tu aies été en guerre avec nous?

Il me répond, d'abord :

— Je te l'ai dit, à maintes reprises, on a tout fait, tout, pour m'armer et me jeter contre vous.

Au moment de Chefchaouen, l'Espagne revint à la charge. Elle savait ce que lui coûtait la guerre. La dernière expérience, après celles d'Anoual et de Mont-Arruit, l'avait édifiée. Elle voulait donc renouer des relations avec moi.

Primo de Rivera me fit parvenir plus que des offres, des promesses pleines de tentations.

Je n'ai jamais accepté d'attaquer la France.

Mais, en avril 1925, d'une part, ma volonté a été subordonnée aux événements. Les tribus étaient en branle. Et j'étais le chef, l'Émir.

D'autre part, il faut bien que je te le dise, j'avais un idéal, des aspirations qui avaient été servis par nos succès.

Je rêvais d'un Rif indépendant.

Mais, que veux-tu ? Dieu est le plus savant !

Abd-el-Krim s'arrête, comme s'il avait peine à concentrer ses souvenirs, aussi comme s'il pliait sous l'étreinte de la fatalité. Il reprend :

— Rien n'empêche d'arriver ce qui doit arriver.

Oui, j'ai bien écrit au maréchal Lyautey ; oui, j'ai bien envoyé des notables auprès du commandant Chastanet... Mais la tempête était déchaînée.

Nos tribus, qui n'avaient pas cessé d'être victorieuses dans la zone espagnole, croyaient qu'il en serait de même du côté de la zone française.

Le grand malheur a été la traversée de l'Ouergha par les troupes de la France. Les incidents de frontières se multipliaient...

Et Abd-el-Krim me parle à nouveau des lettres qu'il nous écrivit. Il me cite la dernière, celle qu'il adressa au maréchal Lyautey, au moment où celui-ci relevait de maladie et par laquelle il témoignait de sa joie du rétablissement du résident général. Cette lettre, comme toutes les autres, resta sans réponse.

— C'était comme si je n'existais pas. Vous n'avez jamais répondu !

Je veux pousser Abd-el-Krim dans ses derniers retranchements, lui arracher un cri d'aveu ou de démenti :

— Tu as vite fait que de reprocher à nos troupes d'avoir franchi l'Ouergha ! Mais tu sais aussi bien que moi que certaines tribus de la région nous demandaient aide et protection contre toi ! Et tu sais aussi bien que moi que notre commandement n'ignorait rien de tes préparatifs de guerre sur notre front ! De partout notre aviation nous signalait de gros rassemblements rifains !

— Vois-tu, me dit-il, même pour quelqu'un, comme toi, qui a suivi la guerre du côté espagnol, du côté français et jusqu'à l'intérieur du Rif, ces choses sont très compliquées. Car il y a ici trois conflits qui se juxtaposent. Et, pour bien prouver à tes compatriotes comment, chef du Rif, j'ai pu être entraîné malgré moi dans une guerre contre vous, je veux préciser à fond les difficultés de cette malheureuse époque.

Tu sais qu'héritiers de la politique de notre père, qui avait rêvé l'indépendance du pays, nous avions, avant tout, à réaliser l'unité rifaine. La tâche était malaisée, car certaines tribus nous faisaient faux bond et accueillaient les suggestions des Espagnols, d'autres tour à tour, pour échapper à notre emprise ou s'y accorder, se déclaraient vos amies ou vos ennemies. Moi et mon frère, pour éliminer cette anarchie, nous devions faire un peu ce que vous avez fait, vous autres, pour unifier les populations soumises en droit et pas toujours en fait à l'autorité du sultan et de votre Protectorat.

Au printemps 1925, nous étions en mesure d'agir. Etchevarieta avait remis à mon frère, pour le rachat de prisonniers espagnols, une rançon de 4 millions de pesetas. Et nous avions, avec lui, parlé à nouveau d'une

entente possible avec l'Espagne. J'avais posé des conditions qui semblaient devoir être prises en considération par Primo de Rivera, aux dires d'Etchevarieta. C'était : 1° l'évacuation totale de la zone occidentale, sauf Ceuta et un hinterland passant par Cires et allant à Condissa; 2° l'évacuation totale de la zone orientale, sauf Melilla et un hinterland réduit; 3° un versement de 20 millions de pesetas; 4° la livraison de canons de gros calibre. J'avais même réclamé des avions, mais j'avais, à la réflexion, rayé cette prétention. D'ailleurs, je demandais le plus pour avoir le moins.

La résistance qui me préoccupait au premier chef était celle des Beni Zeroual. Leur pays avait été, à maintes reprises, un véritable nid d'agents espagnols, et c'était votre ami, le caïd Derkaoui qui prêchait cette résistance. Il était de mon intérêt de mater ce foyer d'opposition, pour le cas où échoueraient à nouveau les tentatives d'entente hispano-rifaines et où — tout est possible — vous prêteriez la main aux Espagnols.

Mais écris bien qu'il n'entrait pas dans mon esprit d'opérer par surprise. Note bien qu'avant de me mettre en branle, avant d'envoyer chez les Ktani et les Beni Ahmed une mehalla commandée par le caïd Si-Kouyes, avant de rien dessiner contre les tribus de l'Ouergha qui m'avaient pourtant trahi à l'instigation de *votre* ennemi juré l'espion et agent de l'Espagne Amar, j'avais averti la Résidence générale du Maroc français.

Or, cette politique, loyale vis-à-vis de la France, paraissait suspecte aux tribus déjà unifiées du Rif, tribus acquises fanatiquement à la cause de l'indépendance et

qui me croyaient invincible depuis mes retentissantes victoires remportées sur les armées espagnoles.

L'avance des troupes françaises chez les Beni Zeroual et sur la ligne de l'Ouergha était considérée par elles, de votre part, comme une déclaration de guerre, et je m'entendais répéter par tous et partout que mon devoir était de m'y opposer de toutes mes forces.

Pour ruiner cet état d'esprit que je jugeais funeste, pour tenter désespérément de sauver mes bonnes relations avec la France, j'envoyai des chefs écoutés chez les Senhadja de Srair, voire même des troupes sur les territoires des M'tioua, des Senhadja et des Beni Oulid..

Ma volonté de briser ce mouvement spontané dirigé contre vous était si sincère et si intransigeante que, lorsque des éléments de troupe rifains se portèrent contre vous, je rappelai immédiatement le caïd Allouch Cheddi et le fis jeter en prison à Ajdir.

Je fais serment, sur ce qu'il y a au monde de plus sacré, que ce que je te dis là est l'unique vérité, et vos officiers de renseignement qui sont gens d'honneur te diront que tout cela est exact dans le moindre détail!

Je fais remarquer à Abd-el-Krim qu'au mois d'avril 1925 nos services de renseignement avaient acquis d'autres certitudes. Que nous avions eu vent de l'agitation qu'il s'employait à susciter en Maroc français et qu'il était avéré qu'il avait demandé à Etchevarieta, négociateur des rançons et âme damnée des menées espagnoles contre la France africaine, 15 000 fusils pour armer le front rifain du Sud, face à nous.

Ces objections énervent visiblement Abd-el-Krim. Il se lève, marche de long en large. Puis il revient à sa place.

— Une fois encore, dit-il, tout cela est trop grave pour en parler entre deux portes. Une fois encore, tu auras ma réponse écrite de ma main. Fais-la traduire. Toute la simple vérité est là.

Mais je t'engage à publier aussi cette lettre qu'au mois d'avril 1925, le caïd Haddou écrivait en mon nom au général de Chambrun. Elle ne laisse rien dans l'ombre et prouve ma correction envers la France et mon loyalisme à l'égard du sultan.

Après m'avoir tendu ce document qu'on lira en appendice, Abd-el-Krim se met à écrire et me remet ensuite des feuillets dont voici la traduction littérale :

Pourquoi nous avons combattu la France

« "Pourquoi avez-vous combattu la France?"

Chaque fois qu'on nous pose cette question, elle ne peut que nous surprendre.

Car nous n'avons pas combattu la France.

Jamais l'idée ne nous était venue de le faire.

Au contraire, ainsi que nous l'avons déclaré à plusieurs reprises, nous désirions toujours continuer à bénéficier de l'aide de la France et qu'elle nous tendît une main secourable pour le développement du Rif.

En ce qui concerne les événements des Beni Zeroual, ils ont été précédés d'autres incidents semblables et qui n'avaient pas eu de conséquences.

(*Abd-el-Krim fait allusion à son attaque brusquée des Beni Zeroual, qui étaient devenus nos partisans après avoir*

été nos ennemis, attaque qu'il déclencha au lendemain de la défaite que, avec l'aide des tribus, il avait infligée à Abd-el-Malek, allié des Espagnols et intraitable ennemi de la France).

Les événements plus importants consistèrent dans le soulèvement contre le Gouvernement français des tribus qui lui étaient soumises.

Or, ces événements-ci ont été postérieurs à l'avance des troupes françaises du côté des tribus des Senhadja, où se produisirent des attaques assez sérieuses, antérieurement à quoi, même, le fils de Hamdou et le caïd tué par la suite étaient arrivés à Marnissa et il y eut des chocs nombreux.

Quand s'effectua l'avance des troupes françaises dans la direction des Senhadja, en 1924, une révolte générale se déchaîna dans le Rif, consécutive à l'arrivée du Derkaoui à Ghomara, où il fit souffler le vent de l'insurrection, que nous n'avons réussi à abattre qu'avec beaucoup de peine et non sans avoir éprouvé des pertes.

D'aucuns prétendent que ce mouvement eut lieu à l'instigation de l'Espagne, par l'intermédiaire des amis du Derkaoui résidant à Tanger.

Il est exact que les incidents des Beni Zeroual furent suivis du soulèvement des tribus.

Mais nous avons pu nous adjoindre les Beni Zeroual qui ne participaient pas à la zone d'influence française et nous les avons dirigés sur Tétouan. Nous n'avions utilisé, d'ailleurs, pour exécuter cette opération simple, qu'un quarteron de soldats réguliers, et les Beni Zeroual nous reçurent à bras ouverts lorsque nous libérâmes leur pays.

Les forces françaises, elles, avaient opéré un vaste mouvement de concentration et l'ordre avait été donné de lancer sur nos troupes des grenades incendiaires. Bientôt ce fut au tour des canons des positions environnantes d'envoyer des obus sur nos troupes au repos aux abords des Beni Zeroual.

Malgré ces faits, j'avais donné l'ordre à mes guerriers d'éviter tout contact et de conserver l'attitude du repos.

Mais l'état-major français, qui avait levé dans les tribus une puissante mehalla, dirigea celle-ci contre notre armée, qui se trouvait à peu de distance, près d'Amjot. Quelques coups de fusil furent échangés avec nos avant-gardes.

Les tribus avaient donc commencé à pousser l'attaque sanglante. Et ce fut la cause de tout ce qui advint par la suite.

À partir de ce moment, les combats se succédèrent et des événements se produisirent auxquels on ne s'attendait guère.

En effet, les tribus soumises se soulevèrent et entourèrent les postes militaires. Et le feu se propagea tout au long des lignes avec une telle intensité qu'il n'y avait plus moyen de l'éteindre.

Il est absolument exact que, lorsque les tribus avaient traversé l'oued Ouergha, du côté de Hayaïna, nous avions donné des ordres sévères pour exiger d'elles qu'elles revinssent en arrière, en allant jusqu'à menacer de mort ceux des caïds qui enfreindraient ces ordres.

Mais la plupart d'entre ceux-ci n'en tinrent aucunement compte et agirent spontanément dans le sens contraire.

Vers la fin, nous avons été contraints d'interrompre les combats et de ramener les tribus à un repos durable, le frère Beni Berber ayant trahi pour retourner dans le Rif.

Et c'est sur ces entrefaites que nous avons adressé une lettre ouverte au Gouvernement de la nation française, lettre par laquelle nous attestions notre peu de goût pour la sédition et notre volonté de conclure la paix.»

Ainsi donc, Abd-el-Krim prétend qu'il n'a pas délibérément attaqué la zone d'influence française, qu'il a reçu les premiers coups et qu'il a été porté par la marée insurrectionnelle des tribus entrées en dissidence.

Je voudrais le mettre en défaut, tirer de lui des précisions plus grandes. Je lui rappelle les interviews de lui qui furent publiées, la plus catégorique entre autres, celle de M. Scott Mowrer, qui prouvait à notre haut commandement que l'État rifain existait bel et bien, sous le nom de République rifaine, singulière république d'ailleurs, menée au doigt et à la baguette par un véritable dictateur lui-même soumis à la dictature de fanatiques hantés d'ambitions immodérées. Je lui rappelle qu'il a déclaré sans ambages ne reconnaître en rien l'autorité du sultan Moulay Youssef, bien mieux se superposer à lui dans le monde musulman marocain, puisque la proclamation qui le nommait émir enjoignait aux fidèles de dire la prière en son nom.

Je rends hommage à la virtuosité avec laquelle il a infligé à ses adversaires espagnols, à Anoual, à Mont-Arruit,

sans parler de Chefchaouen, la plus grande déconvenue de l'histoire coloniale de tous les temps et de tous les peuples.

Je lui concède même qu'il ne nous a attaqués que pressé par ses guerriers, parce que la victoire est mauvaise conseillère et vous pousse parfois plus loin que vous ne vouliez aller.

Mais je voudrais qu'il reconnaisse, à son tour, qu'une fois pris dans le tourbillon, il s'est laissé faire avec complaisance, qu'il a renchéri même sur la présomption de ses troupes.

Je lui répète :

— Tu avais promis aux tribus qui s'étaient groupées autour de toi qu'elles seraient à Fez, à tes côtés, pour les fêtes de l'El Kebir. C'était ton « Nacht Paris ! » à toi. Pourquoi ne point convenir que tu rêvais de dominer le Maroc et d'en chasser les Français après les Espagnols ?

Peux-tu nier que tu avais, par avance, substitué aux ministres du Makhzen tes propres créatures, de même que tu avais, par anticipation, nommé pacha de Fez ton ami Abd-el-Aziz Lalho ?

Il me répond sans éclat :

— Oui, j'étais entraîné par les tribus. Mais, passionnément, je voulais mon pays indépendant. Et si je réalisais son indépendance, je le voulais riche. Tout s'enchaîne. J'avais besoin de plaines fertiles... Et pourtant, crois-moi bien — ai-je qui que ce soit à ménager maintenant ? — je n'ai jamais cessé d'avoir la plus grande admiration pour ton pays, que je savais bon, généreux, ami de l'Islam.

Abd-el-Krim hausse les épaules d'un geste d'impuissance résignée. Il a dit tout ce qu'il avait à dire. Il se considère

comme un instrument passif, aux mains de Dieu. Dieu l'a servi, d'abord. Puis Dieu l'a abandonné.

Il murmure :

— Tout ce qui est arrivé était écrit. Ma fin était inscrite au livre du Destin.

Soldats de l'armée rifaine, 1922

III

Ce que fut l'armée rifaine

Avant d'interroger Abd-el-Krim au sujet des étrangers qui l'ont secondé, je lui demande quelques précisions sur ce que fut, au juste, l'armée rifaine.

— On a écrit bien des sottises à ce propos, me dit-il. Il a été publié, sur les effectifs de l'armée régulière rifaine, des chiffres dépassant toute fantaisie.

Je peux te dire qu'en fait l'armée rifaine n'existait pas.

Comment pouvoir réprimer un mouvement de protestation ? Abd-el-Krim oublie-t-il soudain mon voyage au Rif ? Je m'écrie :

— Pourquoi me dis-tu ça ? Tu sais bien que l'armée régulière rifaine, je l'ai vue de mes yeux défiler sous mes fenêtres, à Chefchaouen, et faire l'exercice dans l'ancien camp espagnol de cette ville ! N'était-ce pas ton armée régulière qui, lorsqu'elle rentrait au cantonnement, défilait au son des sonneries françaises ?

— Oui, c'est vrai ! Mais je voudrais que tu fasses comprendre à la France, que tu écrives fidèlement sous ma dictée ce que fut, en réalité, l'armée régulière rifaine.

Son effectif? Six à sept mille lascars touchant chacun deux pesetas espagnoles par jour.

Ses cadres? Des sous-lieutenants, des lieutenants, des caïds-mia correspondant à votre grade de capitaine, et enfin des tabors, correspondant à vos commandants et exerçant leur commandement sur quatre caïds-mia. Je payais mes caïds-mia environ 25 douros par mois; un tabor touchait de 30 à 45 douros.

Ces troupes et leurs officiers n'ont jamais donné dans un combat en formation régulière.

Les unes et les autres servaient à encadrer les tributs que j'avais prélevés sur tel ou tel point du front.

Veux-tu un exemple?

Soit mon frère, à Chefchaouen, soit moi-même, à Ajdir, nous gardions à notre disposition une partie de ces troupes. Si, donc, je voulais prononcer une attaque au nord de Taza, dans la région des Gueznaïa, j'envoyais aux tribus leur faisant face, Beni Touzine ou Ali ben Aïssa, l'ordre de se préparer à combattre. En même temps, je leur envoyais un contingent utile de mes troupes régulières qui les encadrait et leur fournissait canons et munitions.

Ces tribus, d'ailleurs, ne combattaient pas plus de quinze jours à trois semaines.

Si la durée de l'action engagée se prolongeait au-delà de ce terme, dans cette même région, je faisais relever ces contingents.

En plus de la solde dont je t'ai parlé, le règlement militaire rifain permettait aux lascars et aux partisans de vendre au Makhzen — c'est-à-dire à notre gouvernement

— les mitrailleuses, fusils et munitions qu'ils prenaient à l'ennemi. C'est ainsi que les cartouches françaises se vendaient quatre douros hassani le cent; les cartouches espagnoles, un douro hassani le cent.

Quant à nos canons et à nos mitrailleuses, ils provenaient pour la plupart du butin d'Anoual et de Chefchaouen.

Par ailleurs, mon armée — puisque tu tiens à lui décerner ce nom — fabriquait elle-même ses grenades à main, en utilisant les bombes d'avion non éclatées. Avec une bombe d'avion de 200 kilos du modèle de celles que transportaient les Goliaths, je parvenais à faire fabriquer 470 grenades à main, et j'ajoute que les grenades ainsi faites étaient bien supérieures aux grenades espagnoles.

Veux-tu connaître, maintenant, les maximes du soldat rifain? Elles te donneront une idée du fanatisme de nos guerriers et de leur mépris de la mort.

« Mieux vaut mourir une bonne fois que de mourir à petit feu sous le joug de l'étranger! La mort rencontrée sur le chemin du droit n'est pas la mort, elle est la vie même immortalisée. »

Je lui demande encore :

— *Avais-tu suffisamment de médicaments et de matériel sanitaire à ta disposition? Car vous avez eu beaucoup de blessés et de malades.*

— Au début, dit Abd-el-Krim, si tu n'as pas oublié l'affaire d'Anoual, tu sais bien que nous avions raflé un ravitaillement sanitaire considérable aux Espagnols.

Mais, à partir de fin 1925, la disette de médicaments nous fut d'autant plus pénible que vos bombes d'avion nous faisaient beaucoup de mal. Tiens, un jour, sur un marché — si j'ai bonne mémoire, c'est à Souk-el-Khémis — une seule bombe tua plus de soixante personnes et fit presque autant de blessés.

C'est d'ailleurs vers cette époque, le défaut de médicaments qui m'obligea à entrer en relation avec l'étranger.

— *Quel était le chef du service sanitaire?*

— Le docteur Mabout, que tu as connu. Il était venu directement d'Alger, ainsi qu'un de mes secrétaires qui était un ancien journaliste de cette ville.

— *Pour manœuvrer vos canons, pour fabriquer cartouches et grenades, tu ne pouvais te contenter des gens de la montagne. Qui donc avais-tu à ton service, en fait de spécialistes?*

— Ta question m'étonne! dit Abd-el-Krim. Tout à l'heure, ne m'as-tu pas dit, toi-même, que quand tu étais chez nous, à Chefchaouen, tu fus frappé d'entendre sortir de nos clairons des sonneries françaises?

As-tu oublié que de nombreuses missions militaires avaient instruit des tas de gens de chez nous?

Aurais-tu oublié, surtout, que dans l'armée française, dans notre glorieuse division marocaine, il y avait des Rifains qui, la guerre finie, regagnèrent le Rif? Ces hommes furent pour moi de précieux auxiliaires.

Puis encore, ne saurais-tu pas que tous les juifs du Rif, tous les bijoutiers et ferblantiers, qui sont légion, surtout chez les Kmès, sont des gens habiles qui s'adaptent

en un rien de temps à la fabrication des grenades et à la manœuvre du canon?

Je demande encore à Abd-el-Krim :

— Il est bien vrai, n'est-ce pas, que tu avais un Allemand pour directeur de l'artillerie, qui avait aussi la haute main sur la fabrication des grenades à main?

— Mais certainement, tu l'as même connu. Mon grand artilleur, c'était Klemps. Il était, par-dessus le marché, mon photographe, et détestable, je te prie de le croire !

— Demain, je désire que tu m'expliques à l'aide de quel argent tu as pu, pendant si longtemps, faire vivre tant de combattants. Mais, ce soir, une dernière question : avais-tu beaucoup de déserteurs dans tes rangs?

— En cela, comme en toutes choses, on s'est plu à exagérer les chiffres. Je te jure que je ne possédais, en service dans mon armée, qu'une cinquantaine de déserteurs provenant de tous pays. Au surplus, je t'avouerai que je me méfiais d'eux. Si je leur accordais d'aller au baroud, ce n'était qu'après les avoir fait longuement observer par des gens à moi, tellement je craignais de voir ces gaillards me trahir comme ils vous avaient trahis ou comme ils avaient trahi les Espagnols.

— Quelle est la nation étrangère qui t'a fourni le plus de soldats?

— Je t'ai dit qu'il en était venu de partout. Mais en vérité, la majorité fut constituée par des Allemands venus de la Légion étrangère. Et c'était même un Allemand,

celui que tu as vu à Chefchaouen diriger la section de mitrailleuses.

Mais Abd-el-Krim est visiblement fatigué. Et je le quitte pour revenir, demain, recueillir ses explications sur la question des armes et la question financière.

Troisième partie

Abd-el-Krim et les étrangers

I

Abd-el-Krim dénonce et accuse

Cette nuit-ci est la dernière que je vais passer aux côtés d'Abd-el-Krim et de son frère. Nous allons travailler ensemble jusqu'au petit jour, car notre programme est déjà bien chargé pour une nuit : armements, finances, démarches des étrangers qui ont parcouru le Rif au cours des hostilités, les Gardiner, les Gordon Canning, les Haklander, et du Taillis et Letellier.

La mer est superbe. Le bateau glisse, sans un balancement. Abd-el-Krim semble en veine de confidences.

Comme il lui arrive, parfois, il voudrait se soustraire à mon interrogatoire, pour questionner à son tour. Sa curiosité est extraordinairement en éveil. Tant de gens l'ont sollicité ou encouragé, tant de pays lui ont offert une aide plus ou moins tacite, hélas ! presque toujours pour nuire à la France, qu'il voudrait savoir ce que je pense et ce qu'il faut penser de ces gens et de ces pays, et aussi, ce que l'on pense de lui.

Et comme il y aurait intérêt à la satisfaire, cette curiosité, pour pousser Abd-el-Krim lui-même plus avant dans la voie des confidences pour savoir quelle idée cet homme d'Islam se fait de l'Europe, autant dire du monde issu de la Grande Guerre !

Je souhaiterais volontiers que notre bateau s'arrêtât, cette nuit, puisque, au lever du jour, il me faudra quitter les deux chefs rifains sans espoir de déjouer, au Frioul, la surveillance que j'ai pu presque miraculeusement mettre si longtemps en défaut, quand tout le monde dormait à bord de l'Abda, confortable prison flottante.

Ses yeux rivés aux miens, pour surprendre ma plus secrète pensée, Abd-el-Krim me demande :

— Crois-tu que la «comédie» de Mussolini et de Primo de Rivera est viable?

Je ne réponds ni oui ni non. Ce n'est pas mon rôle, ici.

Alors, Abd-el-Krim passe à autre chose. Il me parle du Congrès du califat du Caire. Il me dit qu'on l'avait invité à y envoyer des délégués. Si Mohammed et Menouai lui avaient écrit du Caire, lui avaient offert 2000 puis encore 7000 livres, et lui avaient annoncé qu'il était au nombre des trois personnages en vedette pour le califat, à côté de Douad et de Oubabali du Hedjaz, et qu'il avait repoussé toutes ses avances, le sachant en relation avec les Espagnols. Tour à tour, il me parle de Kanima, de la politique en Égypte. Il ne prend pas le nationalisme au sérieux, à cause des Anglais qui montent la garde.

Et le voici qui passe aux Turcs. Soudain, ses petits yeux brillent. Il est en adoration devant les Turcs. Il commence le panégyrique de Mustapha Kemal.

— À la bonne heure! dit-il. Celui-là, c'est un homme !

Du coup, il oblique vers le terrain religieux.

— Nous autres, musulmans, dit-il, nous sommes des idiots (*sic*). La pratique de notre religion nous mène droit à notre perte. Et les Wahabites ont bien raison de rejeter le culte des saints. Je ne reproche qu'une seule erreur à Ibn Saoud : c'est d'être à la remorque de l'Angleterre, parfaitement, à la remorque de sa politique.

Avec l'aide de la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire du Croissant rouge et de l'émir Ali, hindou résidant en Angleterre, ils ont cherché à me venir en aide. Mais sans succès. Tout cela a été éventé devant Tanger.

Ah ! les Anglais !... Ai-je été assez entouré par eux? Ajdir, ma capitale, était une vraie pépinière de sujets britanniques. C'est de Gibraltar, par le cap Moro, que les bateaux à roues et même de fort tonnage débarquaient pour nous des munitions en masse et des centaines de sacs de sel ! Je te parlerai de quelques Anglais, tout à l'heure. Mais laisse-moi te dire tout de suite qu'au moment où ma reddition devenait inévitable, ce sont les Anglais qui m'ont offert de mettre un bateau à ma disposition, à Iallich où à Merset Eldar, pour me permettre de fuir. On m'aurait ainsi tenu quelque part en réserve, pour que je reprenne sans doute un jour la lutte contre vous, au mieux des intérêts de l'Angleterre !

C'est sur les instances de Haddou et d'Azerkan que je m'y suis refusé.

C'est comme vos amis américains !... Sais-tu que le consul des États-Unis à Tanger a fait l'impossible pour obtenir le rappel des aviateurs américains qui s'étaient engagés dans l'armée chérifienne?...

À mon poignet, je regarde ma montre. Le temps passe. Je déplore de ne pouvoir arrêter les aiguilles.

Ce sont les Italiens, maintenant, qu'Abdel-Krim met en cause.

— M. Malmussi, secrétaire d'ambassade à Tanger, m'a fait dire, par l'intermédiaire de ses agents, que l'Italie était de cœur avec nous et qu'elle pouvait mettre à ma disposition de très puissants moyens, à charge pour moi de vous créer le plus d'embarras possible, aussi bien sur votre front nord que dans l'intérieur du pays, dans ce que vous appelez votre Maroc utile.

À ce sujet, la mission confiée à ce Malmussi devait être bien importante et bien impérieuse, car il est revenu à la charge à maintes reprises, et même, tout dernièrement encore, il m'a envoyé un officier aviateur italien qui offrit de se mettre à ma disposition.

Je ne peux contrôler l'authenticité de ces tractations italiennes. Mais je ne peux oublier que, quelque temps avant la fin de l'aventure rifaine, la présence de l'Italien dont parle Abd-el-Krim était bel et bien signalée dans le Rif.

Une volumineuse correspondance a été échangée entre le Gouvernement rifain et le marquis de Malmussi. Elle sortira quelque jour, avec d'autres documents très graves, qui seraient, paraît-il, à Toufist, chez Si Ali Khamlichi; à Jerquat, à la garde de Hamon el Hitami; chez les Beni Bou Frah, à la garde de Fquih el bou Frahi, ancien secrétaire d'Abd-el-Krim.

Et Abd-el-Krim reprend, avec une insistance singulière :

— Méfiez-vous des Italiens ! Méfiez-vous surtout de Mussolini. Je sais bien des choses. Il veut la suprématie

de l'Italie dans la Méditerranée. Toute sa politique est orientée vers ce but. Et il ne reculera devant rien pour l'atteindre.

Abd-el-Krim s'arrête quelques minutes. Il fume. Puis, à brûle-pourpoint, c'est un feu roulant de questions :

— La France a-t-elle beaucoup de haine à mon égard? Les Français m'en veulent-ils beaucoup? Quels sont ces gens qui me haïssent, des amis ou des ennemis de l'Espagne?

Que répondre à cet homme qui m'a accepté pour confident et qui va expier sa faute dans l'exil, loin du djebel natal!

— *Oui, lui dis-je, il y a en France des veuves, des mères, des sœurs, des fiancées qui pleurent les parents tombés sous les balles de tes guerriers. Demande aux femmes des Beni Touzine, des Tensamane, et même des Beni Ouriaghel, ce qu'elles pensent de nos soldats, de nos bombes d'avion? Tu connais bien la haine des femmes. Tu sais, hélas! et tu ne peux le nier, qu'elles ne furent pas tendres pour nos blessés, et, je me fais un devoir de le reconnaître, qu'il fallut toute ton autorité pour les empêcher de se livrer aux plus cruelles représailles! La France est généreuse, soit! mais comment voudrais-tu que les mères, les veuves et les fiancées de France te portent dans leur cœur?*

Un voile de tristesse non feinte se répand sur les traits d'Abd-el-Krim. Il réagit, toutefois, et me demande encore, avec une passion qui me semble plus forte, la passion du chef qui veut connaître sur soi l'opinion des chefs :

— Que dit de moi le général Boichut?

— Je n'en sais rien. Sache seulement que c'est un grand soldat, qu'il aime ses hommes et qu'il ne t'a fait la guerre que contraint et forcé.

Abd-el-Krim, alors, pose la dernière question, celle où perce l'admiration, peut-être même la sympathie du vaincu pour le vainqueur, l'espoir aussi que ce vainqueur partage les mêmes dédains que le vaincu :

— Il n'est point l'ami des Espagnols, n'est-ce pas?

— Le temps fuit, dis-je, à Abd-el-Krim. Et tu as promis de me parler des armes que tu as reçues de l'étranger...

Abd-el-Krim semble faire effort pour ne point me reprocher d'avoir éludé sa réponse.

Et il tient sa promesse.

II

Les armes venues de l'étranger

— Depuis trois jours et trois nuits que nous causons, dit Abd-el-Krim, je me suis efforcé de te persuader que je n'avais nullement besoin d'armes venant de l'extérieur.

Les affaires d'Anoual et de Chefchaouen m'avaient abondamment pourvu de tout ce que je pouvais désirer dans le genre, voire même le matériel téléphonique.

Pour que nous ne perdions pas de temps, à ce sujet, je t'ai préparé une note. Comme les précédentes, fais-la traduire, je n'ai rien à y ajouter.

Voici la traduction littérale de cette note :

« Nous n'avons rien prévu ni aménagé pour la réception des armes de provenance étrangère.

Rien n'est parvenu de l'extérieur, à part 400 fusils Lebel qui ont été achetés à un pays étranger à un prix élevé, deux fois ce qu'ils valaient dans le Rif. (Ils furent livrés, il y a deux ans, à Morro-Nuevo, sur navire battant pavillon anglais).

Quant aux armes et aux cartouches avec lesquelles nous avons combattu, ce sont celles que nos troupes avaient prises comme butin lors de la bataille d'Anoual, à

la faveur des combats qui ont suivi ainsi que de la grande attaque de Chefchaouen où les armées espagnoles abandonnèrent tant en fusils qu'en mitrailleuses, cartouches et grenades à main, de quoi combattre pendant longtemps. Et je ne cite pas les autres petits engagements où les Rifains ne glanèrent pas un moindre butin de fusils et de cartouches :

Par surcroît, la contrebande des armes et des munitions était pratiquée de telle façon dans la zone espagnole qu'elle aboutissait normalement dans le Rif.

Quand la contrebande faisait défaut, les stocks provenant des prises de guerre y suppléaient. Et quand le butin était insuffisant, la contrebande se chargeait de nous pourvoir amplement. À plus forte raison, quand butin et contrebande donnaient à plein, le Rif n'avait pas besoin de faire appel aux armes de provenance extérieure. C'est là la vérité. Et c'est ce qui se passa effectivement.»

Avant de me tendre cette note, Abd-el-Krim m'avait dit : «*Je n'ai rien à y ajouter.*»

Après avoir lu, cependant, que 400 fusils seulement auraient été procurés par des étrangers aux Rifains, je me vois forcé de dire à Abd-el-Krim :

— Je sais que tu as reçu d'autres armes. Les 400 fusils en question ont été fournis par le capitaine Gardiner qui, d'ailleurs, avait été nommé par toi ministre plénipotentiaire du Rif à l'étranger.

— Oui, c'est exact. Gardiner était même consul général. Il m'avait promis monts et merveilles, jusqu'à un emprunt à l'étranger. Mais aucune firme anglaise n'était indiquée. Gardiner m'avait promis des canons, des avions,

des mitrailleuses, des fusils et tout ce que je pouvais rêver en fait de munitions.

— *Je connais tous ces détails, dis-je à mon tour. Et c'est pour cela que je te demande si tu n'as pas reçu des fusils en quantité autrement importante que celle mentionnée dans ta note.*

Comme Abd-el-Krim hésite, je précise :

— *Allons ! Tu n'as pas oublié les 16 000 fusils qui te sont venus de Hambourg !*

— Ah ! oui, 16 000 fusils venant de Hambourg. C'est exact. Mais je ne me souviens plus du tout du moment où la livraison en fut faite.

Qu'il est donc difficile de connaître la vérité !

Je parle maintenant à Abd-el-Krim de certain canot automobile qu'il embossait à l'embouchure de l'oued Lao. De qui le tenait-il ?

— Il faisait partie du butin pris aux Espagnols, dit-il simplement.

Je fais les plus vains efforts pour obtenir d'Abd-el-Krim qu'il dise franchement s'il n'a pas reçu de l'étranger d'autres armes que ces 400 et 16 000 fusils dont il reconnaît le débarquement dans le Rif.

— Eh non ! dit-il. Une fois encore les Espagnols et les partisans français nous en vendaient à notre suffisance. Nous en avons même acheté un fameux stock par l'intermédiaire d'un officier français qui le fit passer par Taourirt.

Ce détail est exact. C'est la plus que fâcheuse affaire d'un capitaine d'Oujda.

Convaincu qu'Abd-el-Krim n'a réellement plus rien à dire ou est bien décidé à ne plus ajouter un mot à ce sujet, je me hâte de l'entreprendre sur le chapitre du ravitaillement en vivres du Rif.

— Je ne recevais pas de vivres de l'extérieur, affirme-t-il. Mes guerriers, comme toutes nos populations, vivent de peu, et je n'avais aucune raison de faire entrer un seul grain de blé.

J'ai de bonnes raisons, moi, de croire le contraire et je me récrie :

— *Tu me racontes des histoires ! Ignores-tu que je suis allé vers toi avec un convoi qui, lui aussi, venait de Tanger? Transportait-il des cailloux ou des vivres? Réponds.*

— Il transportait du sucre, du thé, des vêtements et autres bagatelles.

— *Oui bien. Et, avec ces bagatelles, du blé et ton courrier de l'étranger. Car ces convois étaient nombreux. Ils se dirigeaient vers toi chaque jour de marché à Tanger, je crois tous les deux jours. Et je sais aussi qu'ils passaient les lignes non seulement devant Tanger, mais encore devant Melilla et Tétouan. Peux-tu m'expliquer par quel miracle tes gens pouvaient se rendre si aisément aux divers marchés?*

— Il n'y a là rien de miraculeux, rien de plus facile. De tout temps, les Espagnols ont autorisé les Djebala à venir commercer à Tanger, au plus dur même des hostilités. Jamais, au point de vue vivres, le blocus n'a été effectif.

— *Mais, puisque les Djebala avaient le droit de trafiquer à Tanger, pourquoi faisais-tu escorter les convois? Le*

mien était accompagné de cent cinquante guerriers, et qui se sont battus en cours de route, je te prie de le croire ! Au surplus, le baroud devait faire fureur sur cette piste, à en juger par les cadavres qui la jalonnaient !...

— Oui, mais tu fais allusion au moment où, d'accord, les Gouvernements français et espagnol avaient décidé de resserrer le blocus. Nos guerriers alors étaient bien obligés de forcer la ligne des postes, et ils n'étaient en sécurité que lorsqu'ils avaient atteint les abords de Bou Ghabieh, où se trouvait, tu le sais, notre première ligne téléphonique.

Et puis, n'oublie pas que je t'ai dit que les Anglais ne nous ont jamais laissés manquer de rien !

III

Finances rifaines

Abd-el-Krim manifeste quelque fatigue. Mais avant de lui accorder les instants de repos dont il a besoin pour mener à bien cette dernière nuit d'entretiens, je lui demande :

— Peux-tu me dire où tu prenais l'argent pour soutenir cette grande lutte, pour payer tes lascars et les quelque vingt mille fusils que tu as acquis ?

— C'est bien simple. Je prélevais l'impôt dans toute la zone d'influence espagnole. À elle seule, elle me procurait une recette d'environ 600 millions. Les impôts étaient levés en mon nom. Ajoute à cela les amendes infligées aux tribus qui, parfois, s'insurgeaient contre moi, les amendes perçues pour les crimes de droit commun. Si le chiffre de 600 millions t'impressionne, contente-toi d'admettre que je disposais d'un budget de 200 millions. Mais ajoutes-y les quelques millions de pesetas que nous versa l'Espagne au chapitre des rançons, et tu te rendras compte que, étant donné la façon dont nous faisions la guerre, les finances du Rif étaient parfaitement équilibrées.

IV

L'énigme de l'« aviation » rifaine

Le jour commence à filtrer à travers les hublots de l'Abda, quand je pénètre dans la cabine où Abd-el-Krim écrit, à côté de son frère.

Nous allons parler des étrangers qui s'ingérèrent dans les affaires du Rif. Nous en avons déjà vu quelques-uns à l'œuvre, les Etchevarieta, Sostoa, Gardiner, négociateurs ou fournisseurs d'armes.

Mais le rôle de ceux qui participèrent, plus ou moins utilement, à la réalisation du rêve d'Abd-el-Krim d'organiser l'aviation rifaine est bien difficile à définir. S'agit-il, au vrai, d'avions de guerre ou de matériel sanitaire? À chaque instant revient le nom de la Croix-Rouge et tout le monde semble hanté de préoccupations pacifiques.

Que voulaient tous ces gens : gagner de l'argent en spéculant sur les fournitures de guerre ou servir sincèrement la cause de la paix? Leur but n'était-il pas, au fond, d'annexer en quelque sorte l'après-guerre, de prendre des arrhes sur le Rif afin d'en administrer un jour les richesses?

Abd-el-Krim va-t-il répondre à ces questions?

Depuis que je suis entré, il n'a pas cessé d'écrire. Je sais que, tout à l'heure, il me remettra ces feuillets qu'il couvre de ses fines arabesques, qu'il aura la conviction, une fois de plus, d'avoir fixé là quelque point d'histoire, et que, comme toujours, je serai forcé de lui rappeler des détails d'une importance capitale qu'il aura systématiquement tus ou, plus banalement, négligés.

— Je savais, me dit-il enfin, que je pouvais acheter des avions à une compagnie qui faisait le service Alger-Biskra.

J'envoyai donc, pour traiter, Caïd Haddou et Azerkan. Le marché devait porter sur trois avions, et il fut conclu par l'intermédiaire d'un officier français et de l'aviateur Perrier.

Comme j'avais été souvent trompé par des aventuriers, j'avais formellement recommandé à Caïd Haddou et à Azerkan de ne payer qu'une fois que les appareils auraient pris leur vol.

Haddou s'embarqua dans le premier avion qui fut d'ailleurs le seul qui nous fut livré, les autres n'étant, comme je le redoutais qu'une camelote qui resta sur place.

Après avoir fait escale à Tlemcen et Orléansville, il vint atterrir à Toufits au nord de Tares, dans le Rif.

L'avion n'en sortit jamais !

J'en fus profondément peiné. J'aurais donné cher pour qu'un avion rifain survolât les lignes espagnoles. J'aurais ainsi prouvé à mes tribus que j'étais bien réellement armé à la moderne. Mes ennemis, de leur côté, n'auraient pas manqué d'être impressionnés à la vue

d'un avion rifain au-dessus de Larache, de Tétouan, de Melilla...

— *Et de Fez, n'est-ce pas?*

— Et de Fez, oui. Dès l'instant que nous étions en état de guerre, rien ne devait plus m'arrêter. Vos avions venaient bien au-dessus du Rif, et ils étaient nombreux, si nombreux que nos populations les appelaient «les mouches!»

— *La déception que tu as pu éprouver lors de ces premières livraisons d'avions ne t'a pas empêché de traiter avec d'autres étrangers pour acquérir d'autres aéroplanes?*

— C'est exact. Mais, par la suite, il s'agissait surtout d'avions sanitaires, pour le transport des médicaments, etc., et, la preuve c'est qu'ils devaient voyager jusqu'au Rif sous le couvert du Croissant-Rouge (la Croix-Rouge). On m'avait proposé un Fokker à des conditions avantageuses, et le colonel anglais Barry était comme le pivot de cette affaire. J'espérais aussi des offres de Noroflug et de Dornier.

— *En effet, c'est ce qui résulte de la correspondance échangée entre le colonel Barry et un certain Allemand de Cologne, que j'ai eu l'occasion de voir, M. Hacklander. Peux-tu me parler de celui-ci?*

— Hacklander?... Je n'en ai pas le moindre souvenir.

Cette réponse me stupéfie. Je montre à Abd-el-Krim non seulement une photographie de Hacklander, pour raviver ses souvenirs, mais une lettre d'Ajdir, datée du 15 octobre 1925 et signée Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi, qui prouve que l'Allemand était en relation avec lui et Barry depuis de

longs mois, lettre sur laquelle nous aurons à revenir ainsi que sur d'autres documents, avant de nous quitter.

Abd-el-Krim regarde ce papier sans émotion et dit, d'un ton calmé :

— J'avais oublié. Que veux-tu? J'ai reçu tant de lettres de gens qui disaient vouloir mon bonheur! Et j'ai répondu à tant de gens que, vraiment, je ne me souviens plus de tous ces noms...

Je réplique :

— *Il me paraît impossible que tu aies oublié celui-ci. Car Hacklander, Gardiner, Barry et Gordon Canning formaient une façon de quatuor, autant dire qu'ils étaient l'armature du fameux Rif-Comittee dont le plus indulgent qu'on puisse avancer c'est qu'il cherchait, par tous les moyens, à te faire conclure la paix peut-être moins par pure philanthropie que par intérêt. Hommes d'affaires, certes, qui avaient partie liée avec toi, puisqu'on m'a dit et presque prouvé qu'Etchevarieta t'avait proposé 18 millions de pesetas pour évincer Gardiner et disposer de tous vos territoires miniers! Que penses-tu de ces gens?*

Abd-el-Krim, qui dédaigne ce passé ou n'est décidément pas en veine de confidences à ce sujet, dit simplement :

— Ils agissaient, sans doute, et par humanité et par intérêt. Peut-être, la guerre finie, avaient-ils le désir de revenir dans le Rif où la fameuse question des mines a toujours excité tant de convoitises. Peut-on savoir?

V

Le rôle de Gordon Canning

Pour essayer de vaincre la résistance d'Abd-el-Krim ou de stimuler sa mémoire, je le prie de me préciser le rôle joué par le fameux capitaine Gordon Canning que j'ai vu partout au cours de la guerre hispano-rifaine et dont la mission à Paris, auprès du Gouvernement français, fit tant de bruit.

— Voici la note que je rédigeais à propos de lui quand tu es entré. Prends-la et fais-la traduire.

« M. Canning, écrit Abd-el-Krim, est venu deux fois (au Rif). La première fois, il fut reçu par mon frère auquel il apprit qu'il était arrivé par la voie de Tanger et qu'il était envoyé par le Croissant-Rouge (la Croix-Rouge). Il se préoccupa de savoir si nous avions besoin de ses services ou de médicaments et si nous serions disposés à accepter la paix avec l'Espagne. À cet effet, il nous demanda quelles étaient nos prétentions. Mon frère lui répondit que la condition essentielle à la conclusion de la paix était, pour l'Espagne, l'évacuation du territoire du Rif et la reconnaissance de notre indépendance.

Il parut se méfier chaque fois qu'il s'aventurait sur un terrain étranger à sa mission. Il ne se reconnaissait aucune

vocation d'intermédiaire pour tout pacifier et arrêter la révolte et doutait de l'efficacité de son intervention.

Cette visite était de 1924, antérieure donc aux événements des Beni Zeroual et à l'avance sur l'Ouergha qui mit le feu aux poudres en ce qui concerne la France.

Quant à sa seconde visite, elle s'effectua par la voie du Maroc français, quand Canning eut demandé l'autorisation de venir de Gardava. Il envoya un courrier spécial de la Chaouia, pour avoir le sauf-conduit du capitaine Schmidt, et arriva à Tarjat.

Mon frère se trouvant alors à l'intérieur du pays prit connaissance de sa lettre d'audience et l'autorisa à son tour, à passer.

Une fois arrivé, Gordon Canning répéta à deux reprises à mon frère qu'il nous voulait du bien et qu'il était venu pour nous conseiller. Il nous recommanda alors de fixer les conditions de paix avec la France et il loua fort M. Steeg. Il nous dit que c'était le moment de profiter de l'occasion qui s'offrait de faire la paix avec le Gouvernement français, et que, si nous acceptions ses propositions, il nous faudrait faire partir immédiatement un plénipotentiaire chargé d'accepter les conditions de paix offertes par la France.

Nous lui répondîmes, aussitôt, qu'il était qualifié pour cette mission, et que nous lui remettrions un pouvoir écrit de notre main qui lui permettrait de transmettre officiellement nos conditions.

Il accepta et partit.

C'est à cela que se borne son intervention.

Après son départ de chez nous, on publia sur son compte des choses auxquelles il n'avait même pas songé. Il nous écrivit, par la suite, pour nous informer de ce qui s'était passé et des difficultés accumulées sur son chemin, nous disant qu'il ne pouvait être tenu pour responsable des racontars qu'on débitait à son sujet.»

Je ne sais si ces quelques lignes d'Abd-el-Krim suffiront à dissiper l'équivoque. J'ai toujours tenu Gordon Canning pour un artisan résolu de la paix, bornant son rôle à des offres désintéressées de ravitaillement sanitaire.

Il a contre lui, surtout, ses relations avec Gardiner. Porteur du rameau d'olivier, on demande pourquoi il est l'associé du fournisseur de 16 000 fusils.

Par ailleurs, ses relations, avec Hacklander ont paru suspectes, d'autant plus que celui-ci était non seulement Allemand, mais convaincu d'être très directement inféodé aux Manessmann qui avaient projeté la mainmise sur toutes les ressources pour le moins métallurgiques du Rif. Même, dans une lettre saisie sur la maîtresse de Gordon Canning, à Calais, il était question d'une somme de 100 000 marks qui pouvait donner à penser que le désintéressement de l'Anglais était plutôt relatif. Il semble résulter, pourtant, d'autres correspondances, qu'il ne s'agissait là que d'une demande de participation aux frais de propagande en faveur de la paix spontanément hasardés par Canning. Et il serait même prouvé que, tout compte fait, Gordon Canning, dans l'affaire du Rif, a plus dépensé qu'il n'a reçu.

En tout cas, il ressort nettement de toutes ses déclarations à la presse et de toutes ses lettres connues qu'il a toujours agi personnellement, sans trouver aucun appui auprès du

Gouvernement anglais qui, du moins à découvert, s'est toujours montré soucieux de respecter les accords anglo-français de 1904.

À mon avis, la seule chose que l'on puisse reprocher à Gordon Canning, c'est, lors de son voyage à Paris, quand il fut, quoiqu'officiellement chargé d'ouvertures de paix, éconduit par M. Briand, d'avoir écrit à Abd-el-Krim une lettre qui fut, je crois, saisie à Tanger, où, abdiquant son rôle pacifiste, il conseillait à l'émir du Rif d'attaquer les Espagnols à Ajdir.

Et, cette lettre, il ne l'a d'ailleurs pas reniée. Notre loyauté vis-à-vis de l'Espagne nous empêche de considérer comme une excuse la recommandation qu'il faisait à Abd-el-Krim de ne pas attaquer les Français.

VI

Le rôle de Hacklander et du colonel Barry

Quand Abd-el-Krim dit ne point se souvenir de Hacklander, il oublie trop facilement la lettre que je lui ai montrée et dont voici la traduction intégrale :

«À Son Excellence, le vertueux et vénérable sieur Hacklander. Puisse sa gloire se perpétuer.

Ô vous, le vertueux et respectable ! Nous informons Votre Seigneurie que nous avons reçu votre précieux écrit daté du 14 septembre 1925. Nous l'avons lu avec la plus grande joie et nous avons été très satisfaits (d'apprendre) que vous vous intéressez à la question du Rif en homme libre et dévoué à l'humanité. Votre proposition d'adresser un appel à la Société des Nations nous a beaucoup plu. Vous en recevrez une copie et une autre sera adressée au capitaine Canning. Puisse Dieu augmenter le nombre de ceux qui, comme vous, viennent au secours de l'humanité !

Nous avons examiné également ce que vous avez envoyé au colonel Barry et nous avons trouvé ces conditions très convenables. Mais seuls les grands esprits peuvent les apprécier à leur juste valeur et, pour les prendre en considération, il faut des hommes équitables

choisis parmi les défenseurs de l'humanité et ceux qui se soucient des droits des faibles. Ce n'est certes pas chose difficile que de réaliser ces espoirs et faire aboutir ces justes réclamations lorsque se dressent des hommes équitables tels que vous qui persévérez dans vos efforts pour vous faire comprendre de tous ceux qui s'intéressent à la question rifaine ainsi que de toutes les personnes avec lesquelles vous êtes en rapport parmi celles qui aiment le droit et défendent la justice, puisqu'à aucune époque ni à aucun moment il n'a manqué de défenseur à la justice.

Vous savez de science certaine que nous ne sommes engagés dans ces guerres que pour aboutir à l'obtention de nos droits et que nous ne défendons que par contrainte notre honneur, dont nos ennemis veulent nous dépouiller injustement et par hostilité. Nous aimons la paix et demandons la sécurité pour faire réaliser à notre peuple le progrès et ouvrir les portes de notre pays au-dehors, n'aspirant qu'à vivre en paix au-dehors et avec tout le monde.

Nous serons très heureux de vous voir près de nous à Tanger, afin que s'établisse entre nous une liaison constante et proche; nous avons plusieurs choses que nous voudrons examiner avec vous lorsque vous serez à Tanger.

En un mot, votre rapprochement de nous est notre but principal.

Pour finir, nous vous prions, ô excellent ami, de vouloir bien agréer nos sentiments respectueux et cordiaux ainsi que nos plus vifs remerciements pour votre généreux effort.

Puissiez-vous rester toujours en paix. Salut !»

Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi

Cette lettre, nous en avons donné la traduction in extenso, car il semble impossible qu'elle soit de celles qu'on oublie et qu'on renie.

Elle implique, certes, toutes les revendications d'indépendance chères au père d'Abd-el-Krim et à ses fils, mais elle le fait avec une mesure qui honore le chef rebelle et lui attribue même une physionomie de héros à laquelle il faudrait ajouter peu de choses pour en faire une physionomie de martyr.

Alors? faut-il lire entre les lignes et se demander si l'inavouable réside dans ces «plusieurs choses» qu'Abd-el-Krim désirait examiner en tête-à-tête avec Hacklander quand celui-ci se serait fixé à Tanger.

La correspondance de Hacklander et du colonel Barry, les lettres aussi à Gordon Canning, ne mettent pas sur la voie. Hacklander réclame pour le Rif l'esprit de Locarno. Il considère Abd-el-Krim et son frère comme de très grands hommes d'État, capables de se passer de tutelle. Il constate que l'Espagne proclame qu'elle fait «une croisade en faveur de la défense de la race blanche et non pour les concessions»; mais aussi «qu'Abd-el-Krim accepterait plutôt l'influence de la zone espagnole que de reconnaître le sultan du Maroc comme chef du Rif». Et du coup, il met «son influence» au bénéfice d'une solution qui, «bien entendu, ne sera pas une solution espagnole, française, marocaine ou rifaine, mais une solution de tous qui durera et qu'à la fin cela sera une solution espagnole,

française, marocaine, rifaine et telle qu'elle sera acceptable et agréable à l'Angleterre, l'Italie ainsi qu'à l'Amérique».

De cette solution, Hacklander s'est ouvert à M. Malvy, avec qui il a déjà été en rapport, et il propose une conférence officieuse réunissant MM. Malvy (France), Etchevarieta (Espagne), colonel Barry (Angleterre), Hacklander (Rif).

Sa conclusion : «Porter les affaires du Rif devant la Société des Nations comme une question marocaine entre le sultan du Rif et le sultan du Maroc, sous les auspices des nations intéressées, Espagne, France, Italie, Angleterre», proposition qu'accepterait Abd-el-Krim.

Au fond, si Abd-el-Krim se souvient mal de tout cela, c'est peut-être qu'il oubliait systématiquement la Société des Nations, quand il promettait à ses tribus d'être à Fez pour l'El Kébir.

Quant à Hacklander, agent des Manessmann, peut-être espérait-il plus de liberté à Genève qu'à Paris ou à Madrid.

Mais ce ne sont là que des supputations.

VII

Les autres relations étrangères d'Abd-el-Krim

Quand je demande à Abd-el-Krim s'il a eu personnellement affaire aux Manessmann, il répond :

— Non. Mais je sais que, chez les Beni Touzine, il y a des gens qui ont partie liée avec eux.

— *Et as-tu été en relation avec des Français ?*

— Oui, avant et pendant la guerre : M. Letellier et M. du Taillis. Eux aussi, comme tant d'autres, m'avaient promis des tas de choses, car ils étaient intéressés dans la question des mines du Rif. Mais je n'ai pas à me louer d'eux. Ils m'ont abandonné, je veux dire trahi, pour servir les Espagnols. Cela m'a beaucoup surpris et affligé, car je savais que les Français étaient toujours fidèles à leurs amitiés.

— *Et que faut-il penser du rôle joué par M. Harris, du* Times ?

On en a tellement parlé !

— Il m'a trompé. Et il a été mon mauvais génie. Harris était pour moi un conseiller. Je ne sais dans quel but, mais je crois qu'il a abusé de ma confiance quand il s'est posé devant moi en porte-parole de l'Angleterre.

Il n'a jamais cessé de me répéter que ni les Espagnols ni les Français ne parviendraient à pénétrer dans le Rif. C'est lui qui m'a poussé sans cesse à entrer en guerre avec vous en me répétant — comme le faisaient d'ailleurs le consul d'Amérique et les reporters américains — que la politique extérieure et intérieure de la France était des plus embarrassées et qu'il ne tenait qu'à vous de tenir bon; c'est lui qui m'a moralement interdit d'accepter vos propositions de paix en 1925. Et c'est beaucoup à ces assurances que je dois d'avoir prolongé la guerre, d'avoir «résisté jusqu'à la gauche».

— *Tu as vu d'autres journalistes?*

— Plusieurs. Mais qui, eux, n'avaient aucun caractère ni officiel ni officieux. Notamment, un reporter de la *Chicago Tribune* qui vient dans le Rif en djoumada tani 1343 (1924). Il vit Sidi Mohammed ben Hadj Hitmi, mon beau-frère, et lui demanda si nous faisions la guerre sainte, si nous étions en relation avec les musulmans de Paris, avec les communistes français et russes, et si nous avions contracté une alliance avec les Turcs. Hitmi lui répondit, en mon nom, que nous ne faisions point la guerre sainte et que si les musulmans de Paris s'agitaient ce ne pouvait être qu'à l'instigation des communistes dont je me désintéressais totalement. Il répéta que nous n'avions qu'un but : l'indépendance du Rif.

Ce reporter revint en Mouharrem 1344 (1925) et fut reçu par mon frère Si M'hammed. Il m'écrivit enfin au mois de septembre de la même année pour m'assurer que la France ne comptait pas m'attaquer et que je pouvais lutter de toutes mes forces contre les Espagnols.

— *Et peux-tu me dire quelque chose de l'Allemand Langenheim ?*

— Écoute, ils sont plus nombreux que les sauterelles, ceux qui sont venus dans le Rif. Il y en a beaucoup qui me parlaient de ma gloire et de l'indépendance du Rif, et, vois-tu, j'entendais presque toujours « concessions » et « mines ».

Parce que, tous, ils venaient pour le cuivre et peut-être l'or du Djebel Haman, le fer des Beni Touzine, le plomb des Beni Arous, pour toutes les richesses du sous-sol du Rif.

Ils pouvaient peut-être espérer quelque chose de moi. Je ne pouvais rien attendre d'eux. Alors, pourquoi veux-tu que j'aie retenu leurs noms?

Je t'ai raconté toute ma vie sans rien te cacher. Laisse-moi me reposer un peu et je te parlerai des dernières journées, celles qui ont précédé ma reddition.

Comme on l'a vu par les documents dont nous ne pouvons donner que des extraits, Abd-el-Krim ne dit pas tout. Il faut tout lui arracher.

Cache-t-il des tractations intéressées dont il lui déplaît d'étaler tous les secrets, lui, dont le frère est ingénieur des mines et plus que quiconque instruit de la valeur du sous-sol rifain?

Quand il se tait, feint-il d'oublier ou n'a-t-il pas réellement tout oublié, en parfait musulman pour qui le temps ne compte pas et qui n'attache aucune importance aux comparses éphémères de son drame régi par la seule fatalité?

Il y a, chez cet homme, peut-être plus de lassitude ou d'indifférence que de dissimulation et même de résignation.

Il donne, parfois, l'impression d'être comme devant un mur. Et quand, grâce aux documents dont je suis muni, je lui rappelle ce qui se trouve derrière ce mur, je sens, à ne pas m'y tromper, que les seuls mots qu'il prononcerait volontiers seraient : « Qu'importe tout cela, puisque la partie est perdue et que personne n'y est pour rien ! »

On a beaucoup parlé du machiavélisme d'Abd-el-Krim. Je suis à deux doigts de n'y plus croire. Ils étaient, son frère et lui, élèves des Espagnols. Ils ont hérité le rêve tumultueux de leur père. On peut se demander quelle fut leur part réelle dans la première grande victoire.

L'heure d'Abd-el-Krim a été prodigieusement avancée par les maladresses politiques et les fautes stratégiques de ses premiers adverses. Enfin, dans un pays de fanatisme où l'insoumission est à l'état endémique, il a été, de toute évidence, porté par la révolte des tribus, sans avoir assez de génie pour agglutiner ces tribus au point de réaliser l'unité rifaine. Durant toute sa propre guerre, il a eu ses dissidents. Pas un instant le Rif tout entier n'a été à lui.

Il a accepté la collaboration de personnalités étrangères d'une singulière inconsistance, souvent équivoques, avec l'aveuglement de la foi ou la plus confiante naïveté. S'il avait calculé savamment des maquignonnages, il aurait été moins joué. Or, il a presque toujours été dupe.

Il a payé très cher ce qu'on lui a vendu. Quand on revoit, sans parti pris, la guerre du Rif dans toute sa violence, mais aussi dans toute sa simplicité de guerre africaine, on doute qu'il ait eu besoin de beaucoup d'argent et, surtout, qu'il en ait reçu.

Abd-el-Krim s'est continûment et inutilement compromis.

Et c'est peut-être parce que les frelons qui l'ont entouré ne lui ont été d'aucun secours effectif, qu'il leur dénie tout rôle historique et ne daigne même pas se souvenir de leurs noms !

Quatrième partie

La fin de l'aventure rifaine

I

Les effets de la propagande française et la désagrégation du bloc rifain

Abd-el-Krim, maintenant, se met en devoir de me dicter l'histoire des derniers jours de son aventure.

Il parle sans détour. Il est seul en scène ou, du moins, les autres protagonistes du drame sont ses guerriers, les tribus, les troupes ennemies.

Et il semble plus à son aise que quand il lui faut faire effort de mémoire pour évoquer ces conseillers douteux et ces agents de l'étranger qui avaient afflué vers lui à l'époque où il faisait figure de triomphateur et d'imminent distributeur de concessions et autres prébendes.

— Dès le mois de décembre 1925, dit-il, je sentais un certain flottement dans les tribus qui m'avaient juré fidélité et qui, jusque-là, ne s'étaient point départies de leur loyalisme. J'avais tout fait pour les retenir, tout fait aussi pour détacher vos partisans, jusqu'à promettre des charges aux gens de Fez et de Marrakech !

L'activité de vos officiers de renseignement avait été considérable parmi nos tribus. Et le résultat ne s'était pas fait attendre.

La France, en effet, s'étant rendu compte, à la fin de l'été 1925, que la saison des pluies allait contrarier les opérations et l'empêcher de me battre militairement, consacra tous ses efforts à faufiler au milieu de mes guerriers des hommes qui avaient été gagnés à sa cause. Ceux-ci fréquentaient tous les marchés et, s'ils ne parlaient pas à voix haute, tout bas, sous toutes les portes, ils conseillaient de cesser la guerre contre la France et de hâter la conclusion de la paix.

Chez les Beni Zeroual, par exemple, qui dépendaient du territoire de Fez, tu avais un colonel, le colonel Noguès, que je connais bien, car mes guerriers se sont battus avec lui à Aïn Maatouf, au Bibane et dans bien d'autres endroits et, chaque fois que je me suis trouvé devant lui, j'ai été vaincu.

Eh bien, ce même officier, au cours de l'hiver, avait trouvé le moyen de se pourvoir, dans chaque fraction de tribu des Beni Zeroual, d'un homme sûr qui se livrait à la propagande de paix.

J'ai tout essayé pour réagir, pour contrecarrer son influence. Au sein de cette tribu, j'ai fait exécuter les gens qui me trahissaient.

Mais il était déjà trop tard. Mes populations étaient fatiguées et je ne me faisais plus d'illusions sur ce que je pouvais attendre de leur fidélité.

Je prévoyais si nettement que j'allais être battu au début de la campagne de 1926, qu'en automne 1925 je m'ingéniai déjà à entrer en pourparlers avec vous, utilisant à cet effet le capitaine anglais Gordon Canning que tu connais et dont nous avons parlé tantôt.

Pour bien montrer ma bonne volonté, au mois de novembre, je fis droit à la requête de diverses sociétés de France qui s'offraient à organiser le ravitaillement des prisonniers de guerre.

J'avais tout d'abord demandé que celui-ci s'effectuât par Tanger. Plus tard, pénétré de l'intérêt que vous portiez à la promptitude des secours, je consentis à laisser passer le ravitaillement par la voie de Taourirt et l'intermédiaire de Gabrielli. Et, à cet effet, j'envoyai le caïd Haddou à Taourirt.

Moi-même, j'attachais une importance capitale à ces choses. Désirant, à tout prix, la fin de la lutte, j'espérais qu'à la faveur de ces tractations nous pourrions commencer de parler des conditions de la paix.

Je n'en faisais pas moins, d'autre part, des efforts désespérés pour remonter le courant.

Dans les tribus où je sentais la dissidence toute proche, je dépêchais un chef de guerre, accompagné d'une centaine de guerriers. Et je lui adjoignais, de plus, non pas un prédicateur, mais un véritable orateur sacré qui parlait dans les souks et, par tous les moyens, cherchait à exalter le fanatisme de mes guerriers et des populations.

— *Puisque tu viens de me parler des prisonniers, dis-je à Abd-el-Krim, veux-tu me dire, en toute franchise, comment ils ont été traités par toi et tes soldats?*

— Il a été débité et écrit d'énormes mensonges sur notre façon de traiter les prisonniers. Je sais que tu as pu causer avec eux, au camp de Boured, et ils ont dû te dire qu'évidemment ils avaient été malheureux.

Crois-tu qu'il m'était possible de les nourrir mieux que n'était nourrie notre population civile?

Certes, quelques-uns d'entre eux sont morts. Mais je crois qu'à deux exceptions près ceux-ci ont succombé à la maladie. Ceux qui furent exécutés par mes soldats ne le furent qu'à la suite de rébellions.

Mais il est bien entendu qu'il ne s'agit là que des prisonniers qui étaient entre les mains de mes troupes régulières. Comment veux-tu me rendre responsable des faits qui se passaient hors de mon contrôle? Dans la violence des combats, il se peut bien que des actes répréhensibles aient été commis. Et je les déplore.

— *Pourtant, dis-je à Abd-el-Krim, si tu nous as rendu quelques officiers français, tu n'as rendu aucun officier espagnol?*

Je mets sous ses yeux la liste des officiers de l'armée d'Espagne morts en captivité au cours des derniers jours qui précédèrent la fin des hostilités. Et j'ajoute :

— *Je tiens à t'affirmer que le Gouvernement espagnol est persuadé que tu as fait assassiner ses malheureux soldats et qu'il t'en tient pour responsable.*

— Mensonges que tout cela! s'écrie Abd-el-Krim, au paroxysme de l'indignation et de la colère. Histoires inventées par le Gouvernement espagnol qui n'aurait pas voulu que je me rende aux autorités françaises et qui s'est servi de ces calomnies pour essayer d'obtenir qu'on me livre à lui! Sais-tu bien que, certain jour, des avions espagnols survolant une colonne dans laquelle se trouvaient de nombreux prisonniers, officiers et soldats, lâchèrent des bombes qui tuèrent plus de soixante de ceux-ci! Tout

à la fin de la guerre, une épidémie de typhus anéantit les prisonniers qui restaient encore en mon pouvoir.

— *Ce n'est pas ce qui m'a été dit. Et on m'a certifié que tu les as fait fusiller.*

— Mensonges encore ! Tous sont morts du typhus, et la disette absolue de médicaments est la seule cause de la perte de tant de vies humaines !

— *Soit. Mais n'as-tu pas achevé ou plutôt ordonné d'achever quelques-uns de ces grands malades, sous prétexte d'abréger leurs souffrances ?*

— Il se peut que mes hommes, voyant agoniser atrocement ces malheureux et se trouvant dans l'impossibilité de les sauver, les aient achevés réellement pour abréger leur martyre. Mais je n'en ai rien su et je peux te jurer que jamais fait semblable ne s'est produit en ma présence.

II

Comment Abd-el-Krim explique l'échec de la conférence d'Oujda

Il est inutile d'insister sur le chapitre des prisonniers. La vérité variera toujours suivant qu'on la recueillera d'une bouche espagnole ou d'une bouche rifaine, et les documents photographiques que l'on a pu et que l'on pourra publier d'un côté ou de l'autre ne prouveront jamais qu'imparfaitement de quel côté débuta la provocation ou suivirent les représailles.

Comme le temps presse, je préfère demander à Abd-el-Krim sa version de l'échec de la conférence d'Oujda.

— La conférence d'Oujda, tu la connais, me dit-il. Car je sais que tu as vu Azerkane.

J'étais accouru, je te le jure, animé du désir de faire la paix. Par l'intermédiaire de Haddou, j'avais pris connaissance des quatre conditions préliminaires qui nous étaient imposées, et je n'avais point vu d'obstacle insurmontable à la réunion d'une conférence qui aurait pu s'ouvrir le 1er avril, étant donné que vous aviez fixé comme dernier délai à la conclusion de la paix le 15 avril, date au-delà de laquelle, si nous ne tombions point d'accord, les opérations militaires suivraient leur cours.

Mais, à Oujda, une exigence particulièrement sévère, et dont il n'avait jamais été question au préalable, nous fut soudain dictée : je devais quitter le Rif et être exilé du Maroc.

Cette exigence, nos délégués ne la connurent qu'en mettant le pied à Taourirt. Elle ne nous parut pas être d'inspiration française. Nous avions toujours eu la conviction que la France n'avait point partie liée avec l'Espagne. On nous l'avait toujours dit et redit...

— *Qui... on ? Harris, n'est-ce pas ?*

— Oui. Et cependant, nous avions, dès fin mars, accepté de discuter non seulement avec la France, mais avec l'Espagne. Et, crois-moi, nous n'avions accepté ainsi que simplement par déférence pour ton pays.

Mais représente-toi combien il était malaisé de faire admettre par nos populations que nous nous disposions à traiter avec l'Espagne, notre ennemie séculaire !

Nous étions donc venus à Oujda, prêts à répondre par l'affirmative aux conditions qui nous avaient été posées.

Mais la condition jusqu'alors inconnue, celle de mon éloignement du Rif, était inacceptable. Parce que, si je l'avais admise au moment où, parmi les nôtres, je passais encore pour être le maître de la situation, le Rif tout entier nous aurait reniés et se serait soulevé contre nous.

C'est pourquoi, malgré ma conviction malheureusement profonde que je serais vaincu, je préférai reprendre les armes contre vos soldats.

— *Tout ce que tu me dis là est bien contradictoire ! Tu affirmes, d'une part, ton ardent désir de conclure la paix ; tu reconnais, d'autre part, que ton peuple était fatigué de cette guerre sans issue. Et tu reprenais la lutte contre nous !*

— Il n'y a là aucune contradiction. Je savais que, de jour en jour, mes guerriers se battraient avec moins d'entrain. Mais ils s'étaient battus pour leur indépendance, j'avais personnifié cette lutte pour la liberté. Ce n'était pas à moi d'abdiquer. C'eut été trahir.

— *Je ne comprends toujours pas, puisque tu prévoyais le désastre. Pour eux, comme pour toi, le résultat a été le même : vous avez été battus. Et tu as été obligé de te réfugier à Snada. Ce qui, d'ailleurs, ne t'empêche pas de te vanter quelquefois encore de nous avoir battus, nous aussi !*

— Nous avons été battus, c'est indiscutable, puisque je suis entre vos mains. Mais vous avez été battus, vous aussi !

— *Explique-toi.*

— D'abord, je vous ai mis dans l'obligation, pour me vaincre, d'amener de France des renforts considérables. Vous avez même envoyé le maréchal Pétain, et, avec lui. 200 000 hommes et tout ce que l'on peut rêver comme armement moderne.

N'empêche que, fin 1925, j'étais encore le maître de la situation.

Mais je vous ai battus, surtout, en ceci que vous avez perdu complètement le Rif.

Et cela, c'est la vérité la plus pure. Vous avez perdu le Rif du jour où vous avez décidé mon exil.

Si vous m'aviez laissé, moi, Abd-el-Krim, maître du Rif, j'aurais fait tous mes efforts pour que la France me fournisse tous les fonctionnaires nécessaires à l'évolution du pays.

Tu sais parfaitement que nos populations sont bien disposées à l'égard des Français.

Abd-el-Krim reprend, avec plus de force, martelant les mots rudes que me traduit son frère :

— Oui, je voulais la paix ! Mais, après les pourparlers d'Oujda, j'ai vu que les Français et les Espagnols étaient en complet accord.

J'ai repris la lutte en désespéré, par devoir, mais sans me leurrer d'aucun vain espoir, prévoyant ce qui ne tarda pas à s'accomplir : le lâchage progressif de mes guerriers, la soumission rapide des tribus au fur et à mesure de l'avance de vos troupes. Tous, ils se rendaient compte que je n'étais plus assez fort pour les soutenir.

Quelque temps encore, j'ai entretenu en moi la confiance dans votre promesse d'accorder au Rif son autonomie.

Mais comment résister jusqu'à la conclusion d'une paix honorable? Les tribus étaient lasses. Et c'est pourquoi il y eut si peu de grands combats en 1926.

Mon pays était perdu. Et je me rendais compte de la faute lourde que j'avais commise en ne résistant pas à ceux qui m'avaient entraîné à vous faire la guerre et qui étaient les premiers à renoncer à la lutte.

III

La paix n'est que provisoire, dit Abd-el-Krim
Jamais le Rif ne se soumettra à l'Espagne

Avant de demander à Abd-el-Krim de me relater les circonstances de sa reddition, je lui pose à brûle-pourpoint la question suivante :

— Depuis que tu as abandonné la lutte, crois-tu que la paix est enfin venue? Crois-tu que nous n'avons plus aucun groupe hostile devant nous?

— Il est un groupe hostile qui, s'il n'a certes aucune haine tenace à votre égard, ne pactisera jamais avec les Espagnols. Il se trouve au nord d'Ouezzane, chez les Ghezaoua et plus haut chez les Kmès, dans un grand rayon autour de Chefchaouen. Je pense que ses troupes sont réunies sous les ordres du caïd Boudra, mon ancien ministre de la Guerre qui, lui, n'est soumis à personne.

— Et que penses-tu du désarmement?

— Certaines tribus ont été désarmées par les Espagnols, d'autres par vous. Mais une grande partie des fusils ont été cachés dans des grottes, dans des silos, dans les villages.

Tôt ou tard, quand les Espagnols auront évacué la majorité de leurs troupes — ce qui ne saurait tarder et ce qui est déjà commencé, car ils poursuivent actuellement la campagne surtout à l'aide de partisans encadrés par leurs officiers de renseignements — eh bien! on verra, sans l'ombre d'un doute, tous ces fusils ressortir comme cela s'est déjà produit au début de la guerre, et une rébellion peut-être de l'unanimité des tribus éclatera.

La guerre n'est certainement pas finie avec les Espagnols. Vous verrez la suite!

Demain, jusqu'au moment où je quitterai le Frioul pour prendre le chemin de la lointaine Réunion, je te raconterai ma reddition, le dernier épisode de ma vie africaine.

IV

Des Français ont facilité la paix le rôle de M. Montagne

Nous sommes en vue de Marseille, Abd-el-Krim me paraît fatigué. Je ne peux pourtant le tenir quitte de ce dernier entretien. Je sais que le débarquement sera long et que je peux disposer de plusieurs heures.

Abd-el-Krim regarde la grande cité méditerranéenne et murmure, avec quelque regret :

— Pourquoi me fait-on descendre au Frioul et non à Marseille?

— *Ce sont les ordres.*

Il n'insiste pas.

Je m'apprête à lui parler alors de la visite de ce grand Français qu'est M. Parent. Mais, auparavant, je l'interroge sur celle de M. Montagne.

— Comme je craignais, me dit-il, de ne pouvoir tout te dire avant de débarquer, j'avais commencé à te rédiger des notes à ce sujet. Voici des feuillets relatifs à la démarche de M. Montagne. Je sais qu'on a beaucoup parlé du voyage de ce journaliste dans le Rif. Tu verras ce que j'en pense. Il avait affirmé qu'il était envoyé par la

Résidence générale. C'était inexact. Au début, j'avais cru à la sincérité de sa déclaration. Je jugeai vite qu'au point de vue politique, il n'avait aucune qualité le désignant pour une telle mission. Mais je tiens à reconnaître que M. Montagne a été, auprès des prisonniers, un agent, comment dirai-je, un agent humanitaire très intéressant, qui ne leur ménagea ni les secours ni le réconfort moral. Au surplus, lis ces lignes.

Voici la traduction fidèle de la note manuscrite d'Abd-el-Krim :

« M. Montagne commença par m'adresser une lettre me demandant l'autorisation de se rendre dans le Rif, ce qui lui fut accordé. Il arriva donc et fut reçu par Sidi Abd Allah ben Youssef.

Après un premier entretien, il me fit l'effet d'un homme sincère, aimant sa patrie. Il me prodigua ses conseils avec dévouement et me révéla M. Steeg comme un homme tenace, intelligent, zélé, grâce à qui tous les malentendus allaient rapidement disparaître.

Bref, il me dépeignait parfaitement M. Steeg et précisa ce qui le caractérisait.

L'entretien se renouvela et nous eûmes confiance l'un dans l'autre.

Nous nous parlâmes alors en toute franchise, chacun ayant appris à connaître son voisin sous son vrai jour.

Il avait rédigé quelques articles, destinés à son journal *la Tribune marocaine*. Avant de les envoyer, il m'en donna lecture. Il m'avait promis d'écrire tout ce qu'il jugerait à

propos, et sans tenir compte de mon approbation ou de ma désapprobation.

Je l'avais laissé faire, sachant d'avance que ses intentions étaient bonnes, qu'il était sincère et ne pouvait qu'agir en toute loyauté.

La première des choses dont nous nous sommes entretenus, sitôt après avoir lié connaissance, ce fut la question du ravitaillement des prisonniers et l'autorisation pour ceux-ci de correspondre avec leurs familles, et la possibilité d'améliorer leur sort, à laquelle nous n'apportions pas le moindre empêchement.

Lorsqu'arriva le moment de son départ, il nous apprit qu'il reviendrait bientôt, peut-être bien avec M. Brun, président de la mission médicale et ancien combattant de la Grande Guerre, à moins que ce dernier ne le remplaçât tout seul s'il ne pouvait lui-même revenir.

Avant de s'en retourner à Fez, M. Montagne nous demanda la faveur d'emmener avec lui deux blessés français. Nous accédâmes aussitôt à sa requête. Et il partit avec eux.

M. Montagne m'avait dit beaucoup de bien de M. Brun, qu'il m'avait présenté comme un homme intègre, sérieux et aimant à s'enquérir de la vérité.

M. Brun, en effet, dès son arrivée, se préoccupa tout d'abord des prisonniers. Mais, au cours d'une ou deux entrevues que j'eus avec lui, je le trouvai tel que me l'avait dépeint M. Montagne. Et il obtint de moi tout ce qu'il m'était possible de lui accorder, car il est de ceux qui n'ont d'autre souci que d'alléger le sort des êtres humains.

Il accomplit sa tâche avec dévouement, avec amour. Il était sympathique à tout le monde et il fut l'objet d'une grande affection de la part des Rifains. On le louait fort, comme on l'avait fait de M. Montagne.

Il prit ensuite congé et partit, après avoir eu des conversations avec certaines personnalités.

M. Brun revint. Mais son séjour dans le Rif fut pénible. Il rencontra des difficultés inouïes et endura de grandes fatigues à cause des nombreux déplacements qu'il avait à effectuer de temps à autre par crainte pour les prisonniers, car les avions espagnols jetaient des projectiles à gaz asphyxiants.

Pour son travail, son inlassable énergie, son courage et la patience dont il fit preuve durant tout son séjour au Rif, pour son dévouement absolu, M. Brun mérite d'être hautement loué.»

V

L'admirable mission de M. Parent

— Puisque nous voici presque à la dernière heure de l'aventure rifaine, dis-je à Abd-el-Krim, dis-moi quelques mots de la mission de M. Parent. Elle précède de peu ta reddition, je veux dire la minute historique où tu es venu te mettre sous notre protection.

— Comme tu viens de le lire, dit Abd-el-Krim, M. Montagne m'avait annoncé qu'il reviendrait probablement. Je ne l'ai plus revu.

Mais si M. Montagne n'est pas revenu, j'ai vu arriver un Français, grand mutilé de guerre.

Sur-le-champ, j'ai senti que sa compréhension était plus grande. Et, en effet, M. Parent venait non seulement apporter des secours aux prisonniers, mais s'entretenir avec moi comme représentant d'un groupe très important d'anciens combattants.

Avec lui, j'ai pu causer utilement de mon désir de faire la paix, quoique, bien souvent, il m'ait manifesté son souci de ne point s'égarer sur le terrain politique.

J'apprécie d'autant plus le rôle joué par M. Parent que jamais celui-ci ne s'est attribué aucun caractère

officiel, jamais il ne s'est fait passer pour l'envoyé de qui que ce fût.

Il prétendait se borner à *écouter*, sans le discuter, tout ce que je pouvais lui dire au sujet de la politique et de la paix future.

Pour vous, Français, Parent a été l'agent idéal.

Il a été l'écouteur.

Quand M. Parent arriva, les pourparlers de Taourirt continuaient. Lorsqu'il revint chez nous, il était accompagné, cette fois-là, du docteur Gaud.

Ensemble, M. Parent et le docteur Gaud se mirent aussitôt à soigner et à réconforter les prisonniers.

Au cours des conversations que j'eus avec eux, ils se pénétrèrent de mon désir de conclure la paix.

Celles qu'ils eurent avec des notables, et particulièrement avec le caïd Haddou, leur prouvèrent combien j'étais diminué dans l'esprit des tribus.

À cette heure encore, j'aurais pu fuir, j'aurais pu me réfugier chez les Ghomara où j'aurais été le bienvenu.

Mais je préférai que le Rif mît bas les armes. Et c'est spontanément que je décidai de me soumettre.

J'écrivis alors deux lettres : l'une au général San Jurgo, l'autre à M. Steeg, où je déclarais que je désirais voir cesser les hostilités au point de vue humanitaire, qu'assez de sang avait coulé et que je me tenais prêt à entrer à nouveau en négociations. Mais il était bien entendu que, quelle que fût la réponse, je m'en remettais uniquement à la générosité de la France.

M. Parent se chargea de porter ces plis à destination.

Le premier fut remis au général à Melilla, le second à M. Steeg, à Fez.

Comme je te l'ai dit, M. Parent put confier à M. Steeg que j'étais décidé à me livrer à la France et que je n'attendais qu'un mot de lui pour arriver.

M. Parent devait revenir. Mais le Gouvernement français refusa de reprendre les pourparlers.

Et les événements se précipitèrent.

Ne voyant pas revenir M. Parent, dont j'espérais le retour, le lendemain ou le surlendemain, j'envoyai le docteur Gaud et le caïd Haddou offrir les prisonniers que je libérais.

Et je les chargeai d'annoncer que, le jour suivant, je me rendrais en personne aux avant-postes de vos troupes, aux environs de Targuist.

VI

Je me serais fait tuer à la tête de mes guerriers si la France m'avait repoussé

Il est un épisode de la reddition d'Abd-el-Krim qui mérite d'être mis en pleine lumière. Il est d'ailleurs tout à l'honneur du vaincu.

— En 1918, dis-je à Abd-el-Krim, un seigneur de la guerre, celui qui, lui aussi, avait attaqué la France, ne s'est pas rendu et a préféré se réfugier en Hollande. Toi, je le tiens du capitaine Schmidt, tu aurais été plus grand seigneur que lui, et, à la tête de tes derniers guerriers, tu aurais livré un dernier combat. Est-ce exact?

— Pas tout à fait, répond simplement Abd-el-Krim. J'avais dit à M. Parent que si la France refusait de me prendre sous sa protection, dès que mes troupes et moi nous aurions déposé les armes, j'étais décidé à me mettre à la tête des deux cents guerriers qui m'étaient entièrement dévoués, et de me porter alors non pas au-devant des Français, mais au-devant des Espagnols, et de me faire tuer avec eux dans un dernier combat. M. Gaud, Azerkan et Haddou me firent, à ce moment, un tableau si effrayant de la situation qui serait faite à ma famille

et à mon entourage, si je venais à disparaître, que je me rendis à leur insistance, et je me suis livré à vous. Tu me considères comme un barbare. Si tu savais combien j'étais excédé par la guerre et ses horreurs !

— *Es-tu bien sûr de ces faits ? Le capitaine Schmidt était à la tête de son goum lorsque tu as causé avec lui, et il a bien dit qu'il t'avait vu à la tête de tes soldats.*

— Non. Il y a confusion. J'ai livré combat aux hommes du capitaine le jour où je me suis retiré à Snada. Car il est vrai que je ne me suis retiré qu'en combattant. Mais il ne s'est rien passé de semblable le jour de ma reddition.

Abd-el-Krim secoue lentement la tête, et ajoute :

— Reddition… le mot est impropre. Je me suis, plus exactement, confié à la générosité de la France.

Je compte sur elle et je voudrais lui donner les preuves les plus formelles de loyalisme, afin qu'elle me permette de revenir le plus tôt possible.

Je serais heureux et fier de collaborer avec la France pour le bien du pays, de mon pays que j'aime.

VII

La fortune d'Abd-el-Krim
Il a confié ses propriétés à la France

Nous voici arrivés devant le Frioul. Au lieu de questionner Abd-el-Krim sur les jours de Targuist, de Taza et de Fez qui suivirent son entrée dans les lignes françaises et dont tous les journaux ont abondamment parlé, je lui demande quelques renseignements sur sa fortune personnelle et les ressources dont il pourra disposer durant son exil.

— Je possède des terres dans le Rif, dit-il, et je compte sur la France pour sauvegarder mes intérêts, afin que si un jour je reviens — *inch Allah!* — je puisse récupérer mes biens et les faire valoir. D'ailleurs, tous mes titres de propriété sont entre les mains des Français.

Pour ce qui est de ma fortune mobilière que tous les journalistes ont évalué à dix ou douze millions de pesetas... je vais fort t'étonner... Eh bien! tout ce que j'emporte en exil c'est 350000 pesetas, ni plus ni moins. Et j'ai vingt-cinq personnes à nourrir.

J'ai promis à Abd-el-Krim d'écrire fidèlement sous sa dictée. J'enregistre donc ce chiffre qui me paraît bien minime, et j'ajoute :

— C'est peu, en effet. Mais la France va te faire une pension ?

Par discrétion ou pour tout autre motif, il s'abstient de répondre.

— Une dernière question, lui dis-je. Des trois plénipotentiaires d'Oujda, deux, Azerkan et Haddou, sont venus à nous. Qu'est donc devenu Cheddi, le troisième ?

— Il sert les Espagnols.

— Ne crois-tu pas qu'un jour ou l'autre, il se détachera de ceux-ci et que, prenant ta place à la tête de quelques milliers de guerriers, il reprendra les hostilités contre l'Espagne et contre nous ? À Oujda, il m'avait produit l'impression d'être le plus rifain des Rifains.

— L'avenir te le dira. Dieu seul le sait.

L'Abda est maintenant immobile. Il faut nous séparer. Au moment où je fais mes adieux à Abd-el-Krim et à Si M'hammed, l'ancien chef du Rif me remet deux derniers feuillets écrits de sa main. Puis, résignés, les deux frères quittent le bord et s'éloignent vers le petit port du Frioul où ils vont attendre l'heure du départ pour l'île de la Réunion.

VIII

L'hommage du vaincu au vainqueur français

Voici la traduction littérale de la dernière déclaration manuscrite d'Abd-el-Krim, qui est le plus émouvant hommage à la France :

« Étant donné que nous savions que l'État français est l'ami de l'Islam et des musulmans, qu'il est le centre de la civilisation, de la culture et de la justice, qu'il accorde son appui aux faibles et travaille au bonheur de l'humanité, nous avions toujours compté sur son appui moral en ce qui concernait notre situation.

Mais le résultat ne concorda pas avec le but que nous nous étions assigné.

Nous avons beaucoup regretté le malentendu qui se produisit après de multiples tentatives de notre part pour nous rapprocher de la France et nous faire comprendre d'elle, de même que nous nous sommes appliqués de notre mieux et par tous les moyens possibles à transformer notre mauvaise entente avec le Gouvernement espagnol en une entente meilleure. Et nous avons aussi fort déploré que le Gouvernement espagnol n'ait pas tenu

compte de nos bonnes intentions et n'ait pas reconnu le bon droit de notre cause.

Oui, c'est malgré tous les événements et les malentendus passés que nous nous sommes ancrés dans notre décision de nous mettre sous la protection de cette grande puissance européenne et islamique qu'est la France.

Et nous avons livré nos personnes et remis notre cause entre les mains de sa justice et particulièrement de Son Excellence le résident général M. Steeg, dont le libéralisme, le grand savoir, l'amour de la paix et de l'équité sont connus de tous, ainsi qu'entre les mains de son collaborateur éminent et expérimenté, M. le général Mougin.

Ayant éprouvé les qualités de ces deux grands hommes, nous avons préféré nous conformer à la conduite que nous avions délibérément adoptée, en laissant toute autre considération de côté.

Nous n'avions plus assez de temps ni d'espace devant nous pour prolonger la situation.

Aussi, ayant eu connaissance des efforts de M. Steeg et de M. Mougin en faveur de la paix, au cours de leurs conversations, ayant acquis ainsi la conviction de la noblesse de leurs desseins, qui explique leur présence au Maroc, ainsi que la connaissance de leurs bonnes actions, nous leur avons remis notre cause, confiants dans l'équité de la France, représentée par M. Steeg, qui sait, comme il convient, interpréter ses sentiments de justice.»

Si Mohammed Abd-el-Krim el Khattabi

Appendice

Lettre du Gouvernement rifain au commandement français à la veille de l'attaque de nos positions au mois d'avril 1924

République rifaine

—

Ministère des Affaires étrangères
Quartier général Ajdir
Caïd Haddou ben Hammou
Attaché au ministère

Avril 1924

Caïd Haddou au général de Chambrun, et du territoire de Fez.

Mon Général,

J'ai eu connaissance de bruits plus ou moins tendancieux relatifs à l'action poursuivie par le Rif à votre égard et j'ai mission de vous fournir des précisions à ce sujet.

Actions prétendues d'Abd-el-Krim en zone française

Le bruit a couru qu'Abd-el-Krim aurait entretenu des relations avec certains grands chefs dissidents ou non de la zone française du Sud-Atlas et Anti-Atlas — en leur promettant son appui dans des circonstances à déterminer.

J'ai mandat officiel de vous faire connaître que ces informations sont absolument fausses, Abd-el-Krim s'interdit d'une façon absolue d'entrer en relation avec les chefs dissidents de ces zones sous quelques prétextes que ce soit.

Si cette action a eu lieu, je déclare officiellement qu'elle s'est produite à l'insu d'Abd-el-Krim, et cela à la seule fin de lui nuire et très probablement en usurpant sa signature. Il y a donc lieu de considérer ces renseignements comme absolument faux et fournis par les Espagnols dans le but de nous nuire auprès du Gouvernement français.

Action d'Abd-el-Krim chez les Marnissa

Il a été dit et vous le savez, que ces tribus abritaient pendant la guerre de nombreux Allemands, qui étaient sous la direction de Amar Amido. Pendant toutes nos opérations contre les Espagnols, le pays Marnissa fut le repaire des déserteurs, des bandits que nous ne pouvions tolérer aussi près de notre zone d'influence.

D'autre part, Abd-el-Malek, ennemi de la France et de notre sultan respecté Sa Majesté Moulay Youssef, habitait le pays Marnissa et Abd-el-Krim ne tenait pas à conserver un voisinage qui eût été mal interprété par le

haut-commissaire du Protectorat. Si les Français voulaient occuper immédiatement le pays Marnissa, Abd-el-Krim donnerait immédiatement des ordres pour que les guerriers de cette tribu soient désarmés et que de cette façon les troupes françaises puissent occuper le pays sans perte : cela pour montrer notre bonne foi, et pour le prouver davantage, nous sommes disposés à vous remettre des otages avant l'opération.

Au sujet du séjour des étrangers

Tous ceux qui sont venus, sont venus attirés par les mines et ils ne nous ont donné aucun renseignement sur la politique mondiale (cela est douteux).

En ce qui concerne l'émission minière, en 1922, messieurs Robert et Duburguet, pour étudier, monsieur Letellier, s'intéressaient aux mines de cuivre.

Missions commerciales

Nous avons reçu messieurs Ducarlier et Bertrand, venus causer de fournitures de tissus.

En 1923, messieurs Vasseur et Padeguay sont venus pour traiter des affaires d'importations de produits français.

Mission géographique

Messieurs Perrier et Millot, aviateurs civils français, appelés par Abd-el-Krim, pour relever la carte du Rif, par avion, et ceci dans un but pacifique.

Ce travail déjà commencé sera porté une fois terminé à la connaissance du Gouvernement français, et doit servir par la suite à l'étude du projet de chemins de fer Ajdir-Guercif, que nous donnerions à faire à des Français.

Mission humanitaire

Le docteur Marion-Galloi est venu soigner la sœur d'Abd-el-Krim.

Séjour des Allemands dans le Rif

Il est en tous points faux que les Allemands soient venus au Rif, car Abd-el-Krim, qui était avant tout un ami sincère de la France, savait qu'ils n'auraient voulu le recevoir sous aucun prétexte.

Séjour anglais

Cela est exact après les vexations que le service des renseignements de Taourhit nous avait infligées, nous empêchant de faire entrer par cette voie des objets dont nous avions besoin, nous étions bien forcés de nous adresser aux Anglais pour nous ravitailler.

Amar Hamidou

Cet individu, ennemi avéré de la France, a, pendant la guerre, cherché comme vous le savez à vous nuire, et à entraîner Abd-el-Krim dans une action contre vous ; il n'a

pu arriver à ses fins, Abd-el-Krim s'étant toujours opposé et gardant par-devers lui les fusils et munitions que les Espagnols et les Allemands essayaient de faire passer aux dissidents du Sud, prouvant de cette façon son attachement à la France.

Caïd Medboh

Haddou en parle dans sa lettre comme de quelqu'un étant d'accord avec le colonel Freydeberg. Il avait armé les Marnissa contre nous Rifains.

Tout ceci, mon Général, peut aboutir à vous faire la déclaration suivante :

Quoi qu'il arrive, notre sultan vénéré Sa Majesté Moulay Youssef et le Protectorat français peuvent compter d'une façon absolue sur notre entière amitié profondément sincère et être assurés que dans aucune circonstance, quelle qu'elle soit, le Rif ne saurait commettre un acte hostile vis-à-vis d'eux, si petit soit-il.

Bien au contraire, Abd-el-Krim et la population rifaine demandent à Sa Majesté Moulay Youssef et à M. le résident général de bien vouloir accueillir toujours amicalement les gens qui viennent pour commercer avec eux et qui, nous voulons le redire, sont des amis sincères et à toute épreuve.

Il dit encore qu'il donnera encore d'autres renseignements qui seront tous signés Azerka. II demande également dans cette lettre au général de Chambrun de lui signaler tout ce qui pourrait être désagréable au sultan et au Protectorat.

Je vous exprime à nouveau, mon Général, l'expression très sincère de notre sûre et intangible amitié à la France, de notre profond respect et fidélité à notre Sultan vénéré Sa Majesté Moulay Youssef.

Je signe cette note comme délégué officiel de Si Mohammed Abd-el-Krim et comme porteur de tous pouvoirs m'en donnant droit.

Signé : Caïd Haddou ben Hammou

Il est curieux de lire dans cette lettre combien Haddou parlait avec respect du sultan alors que, au mois d'août 1926, lorsque j'étais à Tarzerout, Hitmi me disait : le sultan, « Zéro ».

Traduction d'une note accréditant le caïd Haddou

Louange à Dieu.

Ajdir, le 25 du mois de ramadan 1342

Qu'on sache que le signataire de la présente lettre a chargé le nommé Ali Ben Haddou Ben Ali de se rendre en ambassade auprès de la région de Fez, pour traiter des questions politiques intéressant les deux Gouvernements français et rifain, et continuer les bonnes relations qui existent entre eux.

Salut.

Signé : Mohammed Abd-el-Krim
el Khattabi
29 octobre 1924

Traduction d'une lettre d'Azerkan au caïd Haddou ben Hammou

Ajdir, le 25 rabi rabaoui[1] *1343*

Louange à Dieu seul, que le salut et la bénédiction de Dieu soit sur le Prophète Mohammed ainsi que sur ses alliés et amis.

Caïd Haddou ben Hammou en Bokoyi, que le salut soit sur toi.

Je te fais savoir que tous tes amis se portent à merveille et que les événements de la guerre se déroulent au mieux de nos espérances, contrairement aux nouvelles tendancieuses annoncées dans la presse de nos ennemis. À ce sujet, je t'annonce que nous avons reçu la visite d'une délégation espagnole composée d'un agent civil du Directoire et de plusieurs militaires.

L'Émir les a attendus sur la plage d'Isly, près d'Alucemas, et ils sont arrivés au moment où le 3e régiment de sa garde présentait une revue ; aussitôt nous avons dressé les tentes et pendant trois jours, les conversations se sont déroulées.

Sidi Mohammed Abd-el-Krim a refusé le concours des interprètes espagnols et en particulier d'un nommé Manolo, fils du pécheur Édouard, des îles Zaffarin, que tu dois connaître.

---

1 Malgré l'impossibilité de trancher précisément, il semble s'agir ici de *rabî' al-awwal* ou de *rabî' al-thânî* (NDE).

Nous avons repoussé toutes les propositions espagnoles ; ces gens voulaient nous imposer leur protectorat. Ils sont allés jusqu'à nous promettre *de fermer les yeux à l'avenir si nous mettons du trouble dans la zone française.*

Cela t'intéressera certainement, car dans ces pourparlers, il a été souvent question de nos relations actuelles avec les Français.

Les Espagnols sont partagés en deux croyances opposées dont ils veulent se servir tour à tour pour combattre les intérêts de tes amis les Français.

Pour eux, les événements survenus dans la région de l'Ouergha sont le motif pour allumer notre haine contre le protectorat français et d'autre part, le délégué espagnol a fortement déclaré que les Français nous ravitaillaient et nous aidaient.

L'Émir a été intraitable sur ce sujet. J'aime et j'admire la France, a-t-il répondu, et jamais je ne manœuvrerai contre elle. Les opérations qui se passent au nord de Fez ne sont pour moi que l'exécution d'un traité accepté par vous. (Il semble bien net qu'Abd-el-Krim à cette minute mettait sur le dos de l'Espagne les opérations militaires que nous faisions au nord de l'Ouergha en vertu du traité de 1912.)

Elles n'intéressent pas mon peuple, et j'ai même essayé d'aider la France dans la réalisation de son programme. (Pour cela, voir la lettre de Caïd Haddou au général de Chambrun dans laquelle il lui dit qu'Abd-el-Krim est disposé à désarmer les tribus qui sont devant nous pour que nous puissions avancer dans ces régions sans perdre d'hommes). Aussi, pour moi, les chefs fran-

çais sont des gens honnêtes qui accomplissent bravement leur devoir avec le concours de soldats admirables.

J'ai simplement à me plaindre d'un représentant civil à Taourit dont l'action consiste à spolier les commerçants rifains et à leur faire subir toutes les brimades. (Je reconnais en ce personnage le nommé Bouzard, interprète auprès de M. Gabrielli, pendant la conférence d'Oujda, issu de famille arabe d'Algérie).

Tous mes Rekkas sont l'objet de brimades et de vexations, mais à mon avis cette attitude n'est pas dictée par le Gouvernement français, elle provient plutôt de l'initiative personnelle que Dieu saura punir.

En définitive, nous restons les maîtres de l'heure et nous avons porté un coup terrible aux Espagnols en désarmant Rézoli que nous avons conservé comme otage et après avoir transmis son commandement à son propre frère.

Le bonjour de tous les chefs. Je te salue.

Signé : Mohammed ben Mohammed Azerkan

P.-S. — Depuis longtemps l'Émir attend ta visite; je te signale des visites qui ne m'ont pas été signalées par toi; je connais des Européens qui sont rentrés dans le Rif sans ton autorisation. Veux-tu bien savoir les ordres de l'Émir, à savoir que quiconque veut venir chez nous le peut, mais avec ton assentiment. (Cela pouvait se passer pour la région de Fez où il semble bien que Caïd Haddou ben Hammou ait habité pendant longtemps. Il ne pouvait en être de même pour les Européens passant

par la zone de Tanger qui, eux, devaient avoir à faire à Moulay Ali Kamlichi).

Lettre de Mohammed Abd-el-Krim au capitaine Gordon Canning

À son Excellence
Notre fidèle ami le capitaine Gordon Canning.
« Que Dieu le protège » !

Je vous accuse réception de toutes vos lettres, les dernières en date étant des 6 et 8 janvier 1926. Nous les avons lues toutes soigneusement et nous vous remercions avec une joie sincère de vos efforts et de votre zèle pour nous. Nous reconnaissons vos grands services pour la lutte loyale que vous menez et nous n'oublions pas de les apprécier.

Vous pouvez être certain que notre confiance en vous a doublé. Même si cela doit prendre du temps, nous ne doutons pas du succès. Ainsi sachez en toute tranquillité qu'avec la plus entière confiance, vous êtes notre seul représentant dans cette mission.

Nous connaissons les difficultés que vous avez eues à ce sujet. Ces obstacles imprévus semblent tout naturels à qui entreprend de défendre fidèlement le droit et la justice. Ce serait merveilleux si l'on ne rencontrait pas encore de plus grandes difficultés. Mais une personnalité zélée et opiniâtre comme la vôtre doit surmonter chaque obstacle jusqu'à ce qu'elle atteigne le but victorieux.

En ce qui concerne votre mission infructueuse, cet échec ne doit pas être pris en considération et ne doit pas être regretté. Nous considérons toujours cet échec comme

un succès évident pour nos affaires, un succès qui portera ses fruits, sans aucun doute, dans un avenir proche. Car nous nous sommes libérés du poids de la responsabilité et nous avons prouvé au monde notre sincère désir de faire la paix et d'épargner le sang humain.

Nous avons encore fait preuve de notre bonne volonté, alors que nos ennemis ont montré qu'ils prenaient toutes les responsabilités. S'ils avaient été justes, la paix serait maintenant acquise.

Cependant, vous devez continuer votre tâche pour atteindre le but que nous vous avons fait connaître verbalement, c'est-à-dire d'obtenir une paix honorable, de garantir nos droits et de satisfaire nos vœux.

Par cette présente lettre, nous vous donnons les pouvoirs nécessaires pour parler en notre nom et nos relations continueront.

Nous continuerons à envoyer les renseignements que vous demanderez jusqu'à ce que nous atteignions le but.

En ce qui concerne les conditions de juillet et votre enquête à ce sujet, nous déclarons que ces conditions restent exactement celles que nous avons données verbalement, sans y apporter aucune modification. Vous prendrez donc ces conditions comme base et comme guide.

Vous savez que nous avons renoncé à une partie de nos droits et cela pour le bien de la paix et pour éviter une perte d'hommes, quoique nous défendons le droit.

Mais dans la question de Tétouan, vous pouvez accorder certaines facilités et concessions, en échange de

concessions que nous font nos ennemis, concessions que nous considérons souveraines pour la protection de nos droits et sans laquelle nous ne pourrions pas exister.

Toutefois, si l'ennemi insiste dans ses demandes sans faire preuve d'aucune bonne volonté à comprendre et à reconnaître certaines de nos justes revendications, la guerre continuera. Et, dans cette éventualité, nous reviendrons à nos conditions premières, conditions que nous serons capables d'imposer plus que probablement, la guerre comme vous le savez, ayant alternativement des succès et des revers, jusqu'à ce que le Tout-Puissant accorde la victoire au droit.

Notre position militaire. — Notre situation militaire reste toujours très forte, et vous pouvez être assuré que nous nous sommes préparés à toutes les éventualités depuis bien des années. Nous connaissons bien notre peuple, son énergie, sa patience, son moral et ses facultés qui sont une force immense et soutenue. Le Rif est convaincu qu'il possède aujourd'hui les pouvoirs matériels et moraux comme jamais auparavant. La preuve que nous ne faiblissons pas ni ne nous fatiguons de cette guerre qui apporte à notre pays le bonheur est dans la preuve que nous gagnions fermement du terrain vers le but des aspirations nationales.

Nous avons une confiance absolue dans notre peuple qui, pendant de nombreuses années, nous a donné la preuve de sa parfaite harmonie et de sa toujours plus grande énergie en résistant aux attaques portées contre ses droits.

Les rapports concernant les Senhadja ne sont pas exacts, et nous ne devons pas être aussi naïfs pour croire tout ce qui se raconte sur cette tribu.

Il est vrai qu'une partie de ce peuple est agitée par suite des intrigues de notre ennemi. Mais l'ennemi lui-même n'a aucune confiance dans les actes de cette tribu. D'autre part, nous espérons la faire venir de notre côté et la conduire dans le droit chemin, car nous pouvons nous rendre maîtres d'elle par notre influence, notre religion de même sang et nos intérêts mutuels.

Ceux qui connaissent la tribu des Senhadja nous diront que si elle épouse la cause de l'ennemi, ce n'est que temporairement et que bientôt elle nous reviendra, n'ayez aucune crainte à ce sujet. Nous prenons les mesures nécessaires et nous réussirons.

Nous avons pris note de vos conseils et de vos bons avis. Que Dieu vous bénisse !

Nous n'avons pas besoin des marchés de Fez et de Taza. Notre peuple se contente de peu et les produits de notre sol sont suffisants. Le blocus ne nous terrifie pas. Il ne peut nous faire souffrir.

Quant à écrire à M. Steeg et au général Sanjurjo, comme vous le recommandez, les circonstances nous obligent à renvoyer cela jusqu'au moment où nous les verrons par leurs actes. Mais nous avons adressé à M. Harris une lettre qui explique notre situation exacte. Vous trouverez les noms des prisonniers dans une lettre séparée.

Enfin nous vous répétons que vous êtes notre seul représentant, que notre confiance en vous est absolue,

car nous sommes assurés de votre sincérité et impartialité loyales. Nous n'avons, quant à nous, aucune autre aspiration que celle d'obtenir la paix et la tranquillité de l'humanité. Nous désirons la justice et le droit. Dieu est notre protecteur aussi longtemps que nous le servirons.

Je termine cette lettre en vous remerciant, ô vous excellent Ami, pour la lutte que vous entreprenez en faveur de la nation du Rif à l'ordre de laquelle vous serez cité, avec les héros de la guerre, sur les tablettes de l'histoire. Vous y serez cité comme la Gloire et l'Honneur seront mentionnés. Salam !

Écrit le 13 de redjeb 1344 (21 janvier 1926)

Signé : Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi

Lettre d'Abd-el-Krim à Hacklander

Copie (traduction de l'arabe)

Ajdir, le 21 robia[1] *1344, correspondant au 15 octobre 1925*

À Son Excellence le vertueux et vénérable Sieur Hacklander. Puisse sa gloire se perpétuer,

Ô vous le vertueux et respectable ! Nous informons votre seigneur que nous avions reçu votre précieux écrit daté du 14 septembre 1925 : Nous l'avons lu avec la plus grande joie et nous avons été très satisfaits (d'apprendre) que vous vous intéressez à la question du Rif en homme libre et dévoué à l'humanité. Votre proposition d'adresser un appel à la Société des Nations nous a beaucoup plu. Vous en recevrez une copie et une autre sera adressée au capitaine Canning. Puisse Dieu augmenter le nombre de ceux qui, comme vous, viennent au secours de l'humanité !

Nous avons examiné également ce que vous avez envoyé au colonel Barry et nous avons trouvé ces conditions très convenables ; mais seuls les grands esprits peuvent les apprécier à leur juste valeur et pour les prendre en considération il faut des hommes équitables choisis parmi les défenseurs de l'humanité et ceux qui se soucient des droits des faibles. Ce n'est certes pas chose difficile que de réaliser ces espoirs et faire aboutir ces justes réclamations lorsque se dressent des hommes équi-

1 Après vérification, il apparaît qu'il est question du mois de *rabî' al-awwal* (NDE).

tables tels que vous qui persévérez dans vos efforts pour vous faire comprendre de tous ceux qui s'intéressent à la question rifaine ainsi que de toutes les personnes avec lesquelles vous êtes en rapport parmi celles qui aiment le droit et défendent la justice, puisqu'à aucune époque ni à aucun moment il n'a manqué de défenseurs à la justice.

Vous savez de science certaine que nous ne nous sommes engagés dans ces guerres que pour aboutir à l'obtention de nos droits et que nous ne défendons que par contrainte notre honneur dont nos ennemis veulent nous dépouiller injustement et par hostilité. Nous aimons la paix et demandons la sainteté pour faire réaliser à notre peuple le progrès et ouvrir les portes de notre pays au-dehors, n'aspirant qu'à vivre en paix et d'accord avec tout le monde.

Nous serons très heureux de vous voir près de nous à Tanger afin que s'établisse entre nous une liaison constante et proche; nous avons plusieurs choses que nous voudrons examiner avec vous lorsque vous serez à Tanger.

En un mot, votre rapprochement de nous est notre but principal.

Pour finir, nous vous prions, ô l'excellent ami, de vouloir bien agréer nos sentiments respectueux et cordiaux ainsi que nos plus vifs remerciements pour votre généreux effort. Puissiez-vous rester toujours en paix.

Salut :

Mohammed ben Abd-el-Krim el Khattabi

Réponse au capitaine Gordon Canning

République française

—

Ministère des Affaires étrangères
Direction des affaires politiques et commerciales

Paris, le 30 décembre 1925

Monsieur le Capitaine Gordon Canning
Hôtel Lotti, Paris

Monsieur,

En réponse à la lettre que vous avez bien voulu adresser à M. le président du Conseil, à la date du 27 décembre courant, je dois vous rappeler que lorsque vous vous êtes rendu à Rabat et à Tanger, il vous a été nettement répondu que la France, alliée de l'Espagne, ne pouvait engager séparément de pourparlers de paix avec le Rif. Ces pourparlers ne pourraient être engagés qu'entre des plénipotentiaires attitrés au nom des Rifains d'une part, et des plénipotentiaires français et espagnols, dûment qualifiés, d'autre part.

Vous avez cru devoir cependant, malgré les indications si précises qui vous ont été données, venir en France. À Marseille, dès votre débarquement, le président

du Conseil, ministre des Affaires étrangères, vous a fait savoir officiellement par le préfet que vous n'aviez pas à vous rendre à Paris pour engager des conversations (sans vous empêcher, d'ailleurs, d'y venir comme tout autre voyageur à titre privé), les conditions qui vous avaient été indiquées au Maroc ne se trouvant pas remplies.

Vous avez cru pouvoir négliger cet avis, et, après quelques jours passés à Paris, vous demandez une entrevue avec le président du Conseil. Celui-ci, la situation n'étant en rien modifiée, ne peut que persister dans sa détermination qu'il m'a chargé de porter à votre connaissance, en vous exprimant son regret de ne pouvoir donner suite à votre demande.

Agréez, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le ministre des Affaires étrangères et P. O.
Le ministre plénipotentiaire sous-directeur
d'Afrique

Table des matières

Préface.....5

Introduction.....9

Origines et genèse de la guerre du Rif — Comment je fus tenté, d'abord, pendant les hostilités, d'aller voir Abd-el-Krim à son quartier général, et comment j'ai pu obtenir de lui sa confession authentique lors de son départ pour l'exil.....11

Première partie — La jeunesse et la vie d'Abd-el-Krim...49

I. Jeunesse et adolescence d'Abd-el-Krim — L'Allemagne et l'Espagne veulent le décider, dès 1914, à attaquer la France au Maroc — Captivité d'Abd-el-Krim.....51

II. Origine du conflit hispano-rifain — Rupture avec l'Espagne.....61

III. Jeunesse de Si M'hammed,frère et conseiller d'Abd-el-Krim.....65

IV. La persécution espagnole — Le Rifain tourne ses regards vers la France.....67

V. Pénétrée de l'insuccès de sa politique déloyale, l'Espagne tente de se rapprocher de mon père.....71

VI. Campagne de discrédit contre mon père — Nouvelles persécutions.....73

VII. Le père d'Abd-el-Krim organise la résistance.....75

VIII. Mort suspecte du père d'Abd-el-Krim — Il aurait été empoisonné 79
IX. Prologue des désastres d'Anoual et de Mont-Arruit — L'Espagne offre 20 millions de pesetas à Abd-el-Krim pour qu'il attaque le Maroc français 85
X. Le désastre d'Anoual 95
XI. La défaite de Mont-Arruit consomme le désastre espagnol 99
XII. Abd-el-Krim est proclamé émir du Rif 101
XIII. Consolidation du bloc rifain 105
XIV. Voyage de Si M'hammed en Algérie et à Paris ... 109

Deuxième partie — Comment j'ai attaqué la France 113

I. Origines du conflit avec la France 115
II. Le Rif contre le Maroc français 121
III. Ce que fut l'armée rifaine 133

Troisième partie — Abd-el-Krim et les étrangers 139

I. Abd-el-Krim dénonce et accuse 141
II. Les armes venues de l'étranger 147
III. Finances rifaines 153
IV. L'énigme de l'« aviation » rifaine 155
V. Le rôle de Gordon Canning 159
VI. Le rôle de Hacklander et du colonel Barry 163
VII. Les autres relations étrangères d'Abd-el-Krim 167

Quatrième partie — La fin de l'aventure rifaine 173

I. Les effets de la propagande française et la désagrégation du bloc rifain 175
II. Comment Abd-el-Krim explique l'échec de la conférence d'Oujda 181
III. La paix n'est que provisoire, dit Abd-el-Krim. Jamais le Rif ne se soumettra à l'Espagne 185
IV. Des Français ont facilité la paix le rôle de M. Montagne 187

V. L'admirable mission de M. Parent.....191
VI. Je me serais fait tuer à la tête de mes guerriers si la France m'avait repoussé.....195
VII. La fortune d'Abd-el-Krim — Il a confié ses propriétés à la France.....197
VIII. L'hommage du vaincu au vainqueur français....199

Appendice **201**

Lettre du Gouvernement rifain au commandement français à la veille de l'attaque de nos positions au mois d'avril 1924.....203
Traduction d'une note accréditant le caïd Haddou...209
Traduction d'une lettre d'Azerkan au caïd Haddou ben Hammou 210
Lettre de Mohammed Abd-el-Krim au capitaine Gordon Canning 214
Lettre d'Abd-el-Krim à Hacklander.....219
Réponse au capitaine Gordon Canning 221

HÉRITAGE
ÉDITIONS

Acteur essentiel de l'anticolonialisme, l'émir Abd-el-Krim livra ses mémoires au journaliste Jacques Roger-Mathieu avant son exil à La Réunion. L'entretien entre les deux protagonistes est un véritable trésor du patrimoine, publié à compte d'auteur et tiré, à l'époque, à seulement trente-cinq exemplaires.

Ne cachant pas son soutien à la France, le journaliste questionna sans fausse pudeur l'émir, qui, en fin diplomate, donna des réponses tintées d'une grande sagesse.

Ce document historique est indispensable à la connaissance de l'histoire de la lutte du Rif contre le colonisateur français.

Par la réédition des *Mémoires d'Abd-el-Krim*, les éditions Héritage souhaitent rendre hommage à ce personnage important de l'histoire du Maroc, de La Réunion et de la France, et contribuer à mieux faire connaître cet homme de lettres et d'engagement.

Prix 18€
ISBN 978-2-493295-45-3
9 782493 295453